

QUARANTE-SEPTIEME ANNEE N-14098 - 5 F

# La France est résolue à soutenir le régime du président Bongo

## Pagaille et rumeurs

Quelques voyageurs, résidents étrangers, ont observé l'incident avec perplexité. Bien entendu, les rumeurs vont bon train. Les Français installés à Port-Gentil auraient été prévenus que leur

## Devant le Soviet suprême

### M. Ryjkov sur la sellette

**BERNARD GUETTA**  
Lire la suite page 1

**DIVORCE à l'Américaine** **de M. Chirac**

Entre M. Chirac et M. Pasqua les relations sont tendues, mais la rupture ouverte leur est interdite

après de multiples péripéties d'inspiration rénouvatrice, lors des assises nationales du Bourget, le 11 février, succédant à la mise en garde lancée par M. Pasqua le 9 janvier. Le mythe du chef charismatique, l'autorité d'un leader incontesté, qui avaient été déjà mis en cause par des cadets », comme MM. Michel Noir ou Philippe Séguin, l'ont été, à ce moment-là, par le baron chiraquien de première grandeur. Bien que naguère hostile à la reconnaissance des courants au sein du mouvement gaulliste, M. Pasqua s'est alors entendu avec M. Séguin pour parler sa propre tendance, en vue d'un « nouveau rassemblement » et que M. Chirac a tra-

duit, non sans quelque raison, comme une attaque personnelle et comme une tentative pour créer « un mouvement dans le Mouvement ».

Car, à la différence des autres courants, et notamment celui animé par M. Carignon sous le titre « VIE », celui de M. Pasqua est aussitôt apparu aux yeux de tous comme un instrument de contestation directe de M. Chirac, même si, dans un premier temps, c'est M. Alain Juppé qui en a été la cible privilégiée, les protestataires faisant de son départ du secrétariat général une exigence.

**ANDRÉ PASSERON**  
Lire la suite page 8

**Le traité de libre-échange conclu avec les Etats-Unis renforce les tendances séparatistes**

De la ratification ou du rejet le 23 juin prochain des accords signés en 1987 par M. Mulroney, chef du gouvernement canadien, et les premiers ministres des provinces, dépendra l'avenir politique du Canada. Le nouveau dynamisme des francophones confortés par le traité de libre-échange signé il y a deux ans avec les États-Unis incite une partie des Québécois à croire possible un statut autonome.

ou condamnation du projet de traité ardemment défendu par Brian Mulroney, le premier ministre.

**Débat essentiel :** depuis qu'a été créée en 1867 la Confédération canadienne, la question des tarifs douaniers a toujours empoisonné les relations entre les deux pays. Par deux fois déjà — en 1891 et en 1911 — le Canada avait dit non à l'ouverture totale sur les États-Unis pour préserver son indépendance et son unité nationale. La nette victoire remportée par les conservateurs

en novembre 1988 n'en avait eu que plus de signification : pour la première fois de son histoire, le pays se décidait à sauter le pas malgré les mises en garde souvent très dures des partis de l'opposition.

D'où vient alors la méfiance manifestée aujourd'hui par une majorité de Canadiens vis-à-vis d'un traité qu'ils semblaient avoir approuvé et dont les effets ne se feront pleinement sentir que dans cinq ou même dix ans ?

Si le gouvernement de M. Mulrooney, comme le patronat qui a soutenu l'accord, se refuse à dresser même l'ébauche d'un premier bilan, les syndicats eux n'ont pas par quatre chemins assuré que le traité de libre échange a provoqué la disparition de 70 000 à 75 000 emplois en 1980.

**ALAIN VERNHOLES**  
 He page 24 - section C

**Lire la suite page 24 - section C**

**CETTE** entreprise délicate n'est pas sans contradictions. A cet égard, le Gabon n'est pas le seul pays de l'Afrique francophone — et un cas de figure exemplaire. L'extravagance, la gabegie et la corruption ne sont plus à démontrer. Mais comment y remédier sans remettre en cause tout le système de clientélisme que les entreprises françaises profitent très largement ?

Comment amener un pouvoir à se moraliser sans trop le fragiliser ? Estimant que le président Bongo est sincère dans son désir de libéralisation et d'encouragement, qu'il est jeune, tard, espérons-le, l'auteur s'alerte sans passer, à la prendre au mot.

\_\_\_\_\_

M 0147 - 526 0-5,00 F

**MONTREAL**  
de notre envoyé spécial

Les élections législatives de novembre 1988 avaient été trop complètement dominées par le traité de libre-échange pour qu'une victoire ou une défaite du parti conservateur au pouvoir ne soit pas clairement assentiment

**SANS VISA**

**Birmanie :**  
a route de Mandalay.  
Gastronomie. ■ Jeux  
s 13 à 16 - section B

**A-L'ÉTRANGER** : Algérie, 4,50 DA ; M...

هكذا من الأصل

## DÉBATS

Est

# Réformer le COMECON

par Lionel Stoleru

**A**u moment où, l'un après l'autre, les pays de l'Est choisissent le marché, chacun d'eux s'aperçoit, non seulement de la difficulté de réussir chez lui la transition du plan au marché (1), mais aussi de la quasi-impossibilité de réussir cette transition tout seul, dans la mesure où, au sein du COMECON, chacun tient l'autre par la barbichette (2).

Ainsi apparaît-il que passer à une économie de marché national n'a pas de sens, tant que l'on n'a pas défini la manière dont on passe au marché international. Comment peut-on s'organiser en économie de marché quand on reçoit, comme c'est le cas de la Tchécoslovaquie, son pétrole d'URSS en échange de paires de chaussures tchèques, à raison de tant de paires par tonne ? L'idée que l'on peut créer un flot national de liberté économique dans une mer de dirigisme international ne résiste pas aux réalités. D'où le problème auquel sont confrontés les sept pays de l'Est : que faire du COMECON ? La réponse doit être donnée fin juin à Moscou par le groupe ad hoc constitué à Sofia en janvier 1990.

### Produits durs et produits mous

Fondé en janvier 1949, le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) était, vis-à-vis de l'initiative du plan Marshall lancé en juin 1947, une réponse politique pour créer une division internationale socialiste du travail. D'où en particulier une coordination des plans quinquennaux pour quantifier les spécialisations et les échanges, qui devaient donner un véritable moule politique à chacun des pays adhérents. En fait, ce dispositif a conduit à un double échec.

Echec dans la finalité poursuivie : la coordination des plans nationaux n'a jamais existé. Par exemple, en décembre 1985, la tentative de répondre au programme Eureka par un programme scientifique en Europe de l'Est a échoué. En conséquence, le COMECON n'est jamais devenu une zone d'échanges multilatéraux et est principalement une juxtaposition d'accords bilatéraux avec l'URSS.

Echec dans le fonctionnement : le passage du troc à des échanges en valeur n'a jamais été vraiment réussi. Les prix, lorsqu'ils existent, sont négociés annuellement sur la base de la moyenne des prix internationaux des cinq années précédentes, ce qui les écarte de la réalité.

Le rouble transférable, qui sert d'unité comptable, est intrinsèque de fait. Donc, le commerce entre l'URSS et chaque pays est plafonné par l'obligation de ne pas avoir un trop grand déséquilibre entre exportations et importations. Il ne peut pas servir aux règlements entre deux pays autres que l'URSS puisque les prix d'un même bien sont différents. Aussi n'est-il pas surprenant de constater que, en 1987 et 1988, le commerce international a cru trois fois moins vite au sein du COMECON qu'au sein du marché mondial.

Depuis la réunion de janvier à Sofia, le groupe de travail réfléchit à partir de deux principes nouveaux qui doivent s'appliquer au 1<sup>er</sup> janvier 1991 : fixation des prix au niveau des cours mondiaux ; règlement bilatéral en devises convertibles. Le premier principe va entraîner des changements importants et provoquer quelques surprises : contrairement à tout ce qui se dit, le prix actuel du pétrole

vendu au COMECON est, compte tenu du mécanisme de calcul des prix, supérieur au prix mondial. Cette remarque dépend toutefois du taux de change officiel rouble/dollar qui surévalue largement le rouble. En définitive, ce taux de change importe peu car il faut raisonner ici en prix relatifs, le pétrole soviétique étant échangé contre des machines et de l'équipement de qualité inférieure aux standards internationaux. Le prix relatif du pétrole soviétique vendu au COMECON est donc inférieur au prix relatif du pétrole en termes de machines sur le marché mondial.

Si les choix de Sofia sont non seulement de modifier les prix mais de supprimer le troc et d'avoir ainsi des échanges semblables à ceux du marché mondial, l'ajustement risque d'être important pour les pays du COMECON : soit ils paient le pétrole soviétique en devises fortes, soit ils accroissent la qualité de leurs biens industriels exportés vers l'URSS, soit, enfin, l'URSS réoriente ses volumes d'exportation de pétrole vers d'autres pays. Ces trois actions peuvent même être menées de front.

Pire encore sera le cas des produits qui n'ont « pas de prix » mondial pour la bonne raison qu'ils sont invendables sur le marché mondial : la référence au prix mondial va amener à séparer les « produits durs », qui peuvent être vendus sur le marché mondial (pétrole, matières premières, pétrole chimie de base), et les « produits mous », produits de consommation finale utilisables pour le troc, mais ne répondant pas aux normes du marché mondial.

Le second principe pose de non moins redoutables problèmes. Même dans le cas favorable où seuls les soldes mensuels ou annuels sont payables en devises, dans un mécanisme de clearing, ce système crée un lien, de facto, entre le COMECON où on ne se procure aucune devise et le marché mondial d'où viennent les devises. Début mai, une délégation RFA-RDA, conduite par Dieter von Wurzen, secrétaire d'Etat à l'économie de RFA, s'est rendue à Moscou pour étudier ce problème et l'éventuelle création d'un fonds de pétrole qui servirait de RFA pour permettre la poursuite du commerce entre RDA et URSS.

### Pour une transition régionale

Le but final des pays de l'Est est d'entrer dans le marché mondial, et c'est dans cette perspective qu'il faut analyser les solutions possibles.

La première solution à laquelle on pourrait songer est de créer une union de paiements calquée sur le modèle de l'Union européenne des paiements (UEP) qui, de 1953 à 1958, a été très efficace en Europe de l'Ouest. Mais cette solution n'est pas sans soulever des interrogations. Premièrement, un système de compensation monétaire risque d'apparaître trop centralisé et donc d'être politiquement rejeté par l'ensemble des pays de l'Est. Deuxièmement, l'un des grands avantages de l'UEP avait été de susciter un financement extérieur (américain, en l'occurrence) alors qu'aujourd'hui il existe déjà des bailleurs de fonds internationaux tels que le FMI, la BIRD et bientôt la BERD. Enfin, l'UEP entendait développer les échanges à l'intérieur d'une zone de pays dont les monnaies étaient convertibles. A présent, le fort développement du commerce

international invite à faire le choix de l'ouverture internationale plus rapidement encore et la problématique est sans doute davantage de développer les échanges sur l'international à partir d'une zone.

Une seconde solution, pire encore, serait de tuer brutalement le COMECON en imaginant que chaque pays peut se tourner vers l'Europe occidentale et le marché mondial pour remplacer ses échanges internes au COMECON. D'une part, on ne modifie pas en quelques semaines des courants commerciaux (surtout quand ils sont matérialisés par des oléoducs ou des gazoducs) dont l'importance des échanges des six pays (hors URSS) de l'Est se font entre eux (22 %) ou avec l'URSS (40 %). D'autre part, on ne passe pas comme cela de la compétition entre pays de l'Est à la compétition mondiale.

Peut-être faut-il aujourd'hui dissiper des rêves. Peut-être faut-il aujourd'hui savoir convaincre la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie que son seul moyen de ne pas être écarté de la CEE ou d'elles se feraient économiquement dévorer, mais que la CEE, elle-même, n'est pas prête à les accueillir. Comme me le disait avec un brin d'amertume un dirigeant bulgare : « Notre problème, c'est que nous n'avons pas de Bulgarie de l'Ouest... ».

Si on écarte en conséquence les deux solutions évoquées ci-dessus, on arrive fatalement à un schéma où l'URSS reprendrait très largement son autonomie, où la RDA se fonderait dans la CEE et où les cinq autres pays de l'Est vivraient ensemble, pour le meilleur et pour le pire, une transition régionale organisée durant quelques années.

Certes, ce scénario n'est pas du tout populaire dans ces cinq pays. Chacun d'eux a vu à quel point l'idée de rejeter tout ce qui vient du passé, ne plus regarder du côté de l'Est et mettre la barre toute vers l'Ouest. Chacun d'eux cherche à oublier ses partenaires forcés du COMECON pour choisir ses nouveaux partenaires. Vaclav Havel a essayé, à partir d'une initiative polonaise, de réunir à Bratislava ses homologues polonais et hongrois pour voir si ces pays pourraient coordonner leur approche de la CEE plutôt que d'y frapper à la porte en ordre dispersé, voire de manière antagoniste. On a pu voir le peu de succès de sa démarche, mais les faits sont têtus et les obstacles sont réels.

Le premier obstacle est l'effet de taille. Chaque pays veut sortir d'une économie centralisée qui a concentré tous les moyens de production. Doit-il pour autant casser tous les monopoles pour créer de la concurrence et doit-il chercher à produire tout, tout seul ? Certainement pas : il y a un tri à faire pour déterminer ce qu'est la taille compétitive dans une perspective de concurrence internationale et pas seulement nationale. Dans certains cas, ce tri amènera effectivement à atomiser la production et la distribution pour obtenir la concurrence. Dans d'autres cas, par exemple dans la sidérurgie, on découvre que tel ou tel combat grand monopole à l'échelle du pays, n'est qu'une petite entreprise à l'échelle mondiale. Dans ce dernier cas, casser le monopole serait un progrès à court terme mais une erreur à moyen terme.

Le deuxième obstacle est l'ouverture internationale. Toute l'histoire économique mondiale montre que, dans les décennies récentes, c'est le commerce international qui, en

croissant deux fois plus vite que, l'activité nationale, a apporté la prospérité. Depuis six mois, le commerce au sein du COMECON, loin d'augmenter, diminue fortement, ce qui ne paraît pas grave. Cela peut même être tragique pour les pays les plus petits, comme la Bulgarie, pour lesquels le commerce international est un besoin vital.

Le troisième obstacle est la spécialisation compétitive. Le COMECON a été une fantastique manœuvre de destruction économique, en obligeant chaque pays à de fausses spécialisations, en créant de fausses solidarités obligées. Le remède n'est pas l'autarcie, comme le montre l'exemple albanais. Le remède est le retour à la vraie spécialisation, celle qui émerge des avantages comparatifs entre pays : seule une zone de commerce international permet d'en révéler les caractéristiques.

### Il y a place pour tous

Si l'on accepte cette analyse des réalités à l'Est, on voit ce que pourrait être un accord en trois points à Moscou sur une réforme pragmatique du COMECON, qui éviterait de jeter le bébé avec l'eau du bain :

1. Tuer le troc en volume et définir tous les échanges en valeur, avec paiement en devises fortes.
2. Créer un marché dynamique entre les cinq pays (3) par des règles du jeu favorables aux échanges concurrentiels, sans droits de douane significatifs, afin de constituer un sas de transition entre le marché national et le marché mondial.
3. Définir, d'une part avec l'URSS, d'autre part avec la CEE, des accords d'échanges avec des règles du jeu, notamment douaniers, permettant une compétitivité progressive des cinq pays et une entrée progressive sur le marché mondial.

Que l'on ne se méprenne pas sur mon propos : en Europe, il y a place pour tous. Je dirai, à titre personnel, que les missions que j'ai effectuées dans les cinq pays de l'Est m'ont convaincu qu'ils ont parfaitement les moyens, et notamment les moyens humains, pour s'intégrer dans le marché européen. A ce moment-là, l'Europe économique réunifiée retrouvera son premier rang mondial, face aux Etats-Unis et au Japon.

Une telle Europe ne se fait pas en quelques jours. Aux pays de l'Est de s'y préparer en faisant du faux marché du COMECON un vrai marché qui leur serve d'entraînement au commerce international. Aux pays de l'Ouest de s'y préparer en ouvrant généreusement leur marché à ceux des produits de l'Est qui y sont vendables et en finançant par le canal de la BERD les réformes de structures de l'appareil productif de l'Europe de l'Est. Alors viendra peu à peu le jour où les portes s'ouvriront plus qu'à s'ouvrir pour que chacun se sente chez soi n'importe où en Europe.

(1) Sur ce sujet, voir notre précédent article « Pour un nouveau plan Monnet » (Le Monde du 16 février).

(2) Le COMECON est la zone économique du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) qui regroupe, en Europe, l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la RDA, la Bulgarie, la Roumanie et la Pologne. La Yougoslavie est membre associé.

(3) Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griaet, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amelin, Jean-Maria Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

Universités

## Pitié

# pour les bibliothèques

par Andrée Carpentier et Claude Jolly

**L**a Bibliothèque de France soulève à juste titre un immense espoir. Si le futur établissement ouvre de larges perspectives de développement pour la Bibliothèque nationale, il recèle encore bien d'autres promesses : centre de gravité d'un ensemble de bibliothèques associées, chef de file du catalogue collectif des ouvrages, il contribuera de façon décisive à instituer un réseau documentaire en lien et place de l'actuel désordre établi.

Pour autant, les bibliothèques universitaires - dont le professeur André Miquel a dressé en 1988, dans son rapport au ministre de l'Éducation nationale, un état des lieux lucide et par conséquent alarmant - ne sauraient être une fois encore les étouffées oubliées. Leur développement rapide et général est appelé tout à la fois par les besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche et à venir de la croissance présente et à venir de la population universitaire. On éprouve quelque honte à devoir répéter à nouveau ces vérités d'évidence : sans bibliothèques universitaires convenables, c'est l'enseignement qui est condamné à entretenir un rapport incertain avec ce qu'on appelle les sources ; ce sont les étudiants qui sont confinés dans un savoir dont l'horizon est borné par les résumés, les manuels et les exposés ; c'est, plus fondamentalement, la recherche elle-même qui est en question.

Ajoutons que les promoteurs de la Bibliothèque de France sont les premiers convaincus de l'impérieuse nécessité d'une « relance » des bibliothèques universitaires : ils savent bien que si cette dernière venait à manquer, la nouvelle institution se trouverait d'emblée en situation de total déséquilibre, condamnée qu'elle serait à recevoir le trop-plein non ou mal desservi par des BU exiguës. A un autre niveau, les leçons de la BPI au Centre Georges-Pompidou sont limpides de ce point de vue.

Pour ces raisons, deux opérations nous paraissent absolument prioritaires.

1. - Les vastes bâtiments universitaires qui seront, semble-t-il, construits à Paris sur la ZAC de Tolbiac doivent impérativement comprendre une grande bibliothèque de plusieurs milliers de places, et de plusieurs centaines de milliers de volumes, conçue selon les principes modernes : libre accès aux documents, informatisation du catalogue et du prêt à domicile.

2. - Les espaces libérés par la Bibliothèque nationale doivent rester ce qu'à bien regarder ils sont déjà : des locaux dévoués à l'enseignement supérieur et à la recherche. Personne ne comprendrait qu'à l'heure où le développement de l'université est une priorité nationale il puisse en aller autrement. Le quadrilatère Richelieu doit abriter un grand fonds universitaire de référence, privilégiant les sources et couvrant l'ensemble des lettres et des sciences humaines et sociales.

Dans cette perspective, l'Institut d'art réclamé depuis longtemps par les spécialistes, et que le ministre de la culture vient légitimement d'appeler de ses vœux, y aurait toute sa place et aurait vocation à être l'un des éléments majeurs d'un ensemble universitaire plus vaste, doté d'une vraie et forte cohérence.

Sans cet environnement documentaire et scientifique élargi, l'Institut d'art - qui ne peut au demeurant être constitué, pour une grande part, qu'à partir des collections qui sont la propriété indivise des universités de Paris - serait, croyons-nous, une construction artificielle.

Andrée Carpentier dirige la bibliothèque interuniversitaire de droit et sciences économiques Cujas et préside l'Association des directeurs de la bibliothèque universitaire.

Claude Jolly est directeur de la bibliothèque de la Sorbonne.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M<sup>me</sup> Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde  
PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur : (1) 45-60-30-10

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Types LEMONDE ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	1 172 F	1 400 F
1 an	1 390 F	1 500 F	2 200 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE À DOMICILE :  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : diffuser en prévision ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## AU COURRIER DU Monde

### La tolérance de l'islam

Le dessin de M. Plantu, dans le Monde du 12 mai, nous informe explicitement, et sans aucune nuance, que les mots « liberté », « tolérance », « démocratie » et « émancipation » ne figurent pas dans le « dictionnaire » (sic) illustré par le Coran. Grâce au progrès technologique de l'informatique et à un logiciel produit par une firme financière il m'a été possible, en quelques minutes, après consultation de ce programme (produit par la société ALIF, Paris) d'établir le relevé des références à ces mots dans le livre sacré de près du quart de l'humanité : « liberté » (y compris « libre ») : 12 références ;

« tolérance » : 46 références ; « émancipation » (y compris celle de la femme) : 4 références ; « participation » et « consultation » : 28 références. Total : 90 références.

Le 7 mai, a été approuvé la « Déclaration d'Alger sur l'islam et le futur » qui ne parle que de « liberté », « démocratie », « tolérance », « droits de l'homme », « statuts de la femme », « créativité », « recherche scientifique ». Il est vrai que ces grands principes coraniques, pleins d'ouverture et de générosité, ne sont pas respectés par les dirigeants des pays musulmans. Cela n'est pas la faute de l'islam en tant que religion et encore moins du Coran. C'est la distinction qu'il faut établir entre islam et société musulmane.

MAHDI ELMANDJRA Rabat

# ÉTRANGER

## Gabon : émeutes et pillages à Libreville et à Port-Gentil

Les personnes prises en otage ont été libérées

Après les émeutes et les pillages qui la veille avaient suivi la mort, dans des conditions suspectes, d'un opposant gabonais, la situation paraissait calme, vendredi 25 mai, dans la matinée, à Libreville et à Port-Gentil, la deuxième ville du pays. Le journal officiel l'Union, paru vendredi matin, annonce que les incidents ont fait deux morts et dix-sept blessés. Les victimes seraient un commerçant malien qui tentait de protéger ses biens au camp pétrolier de Gamba, dans le sud du pays, et un policier touché par une balle perdue.

A Port-Gentil, où les dix personnes (sept Français travaillant pour Elf-Gabon ainsi qu'un Gabonais, un Britannique et un autre Français employé par Shell) prises en otage puis libérées jeudi après-midi sont rentrées

chez elles jeudi en début de soirée le couvre-feu, contrairement à la nuit précédente, semble avoir été à peu près respecté. Les milices françaises, arrivées jeudi après que les patrouilles de l'aéroport eurent été délogées, patrouillaient dans les rues de la ville. Les locaux administratifs de la compagnie Shell ont été la proie des émeutiers. Les voitures garées sur les parkings ont été volées ou pillées.

A Libreville, la situation est nettement plus calme. Des forces de police sont réparties dans la plupart des quartiers. La population est sortie dans la rue pour se rendre au travail, et les lycéens ont repris le chemin de l'école. A la suite d'un appel à la grève générale, les lycées et collèges étaient restés fermés jeudi.

Quelques incendies fument encore dans les quartiers à l'est de la ville. Les établissements Rougier, importante entreprise d'exploitation forestière, ont de nouveau été victimes de saccages, comme cela s'était déjà

produit en janvier dernier. Dans le centre-ville, devant le commissariat de police, le magasin de la fille du président Bongo, maison de prêt-à-porter renommée à Libreville, a eu sa vitrine brisée.

Les émeutiers s'en sont pris avec une violence particulière, aux biens du président ou de ses proches. Plusieurs boutiques ou stations-service ont été incendiées ou pillées. La prison a été mise à sac, et les détenus se sont évadés dans la nuit. La garde présidentielle (encadrée par une cinquantaine d'officiers et de sous-officiers français contractuels) a notamment pris position autour du palais de la Renaissance, au bord de l'estuaire.

Deux compagnies de la Légion étrangère, composées de cent hommes chacune - l'une du 2<sup>e</sup> REP (régiment étranger de parachutistes), basé à Calvi, l'autre du 2<sup>e</sup> REI (régiment étranger d'infanterie), cantonné à Nîmes, - sont arrivées de Paris dans la capitale gabonaise au cours de la soirée de jeudi

et ont aussitôt gagné le camp de Gaulle, près de l'aéroport de Libreville, où sont stationnées les troupes françaises.

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a adressé des messages de félicitations à l'ambassadeur de France au Gabon, M. Louis Dominici, et au consul général, M. Jean Duffau, (qui avait été pris en otage pendant une demi-journée), et les a remerciés pour « le remarquable travail accompli ». « Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer la protection des Français », a assuré M. Dumas. Ces derniers sont un peu moins de vingt mille dont les trois quarts résident dans la capitale.

Le gouvernement gabonais, réuni en conseil des ministres jeudi toute la journée, a décidé la création d'une commission d'enquête et de clarification sur les circonstances du décès de Joseph Rongombe, secrétaire général du Parti gabonais du progrès, qui a été retrouvé mort, mercredi matin, dans un hôtel de Libreville. L'annonce de

cette mort, qualifiée d'assassinat politique par des opposants, est à l'origine des désordres. Une autre commission est chargée de déterminer les responsabilités des actes de vandalisme, de pillage, d'incendie et de séquestration de personnes.

Dans un entretien publié par le Figaro, vendredi, le président Bongo déclare : « Il ne se passe rien. A Libreville, tout va bien. » « L'Assemblée nationale a adopté une nouvelle Constitution et le multipartisme (...), a ajouté le chef de l'Etat. On raconte des histoires sur le régime. On a écrit qu'il y avait des assassinats au Gabon. Mais quand Mgr Danielou est mort, qui a-t-on accusé ? Le gouvernement français ? Il faut voir comment les choses se sont passées (...). M. Bongo demande enfin : « Laissez-nous faire notre expérience », après avoir fait remarquer que le pays est venu au multipartisme et reproché implicitement à la France de vouloir lui apprendre la démocratie. - (A.F.P.)

### La France, premier partenaire commercial

Près de trente ans après son indépendance et en dépit de ses efforts de diversification en direction des Etats-Unis, du Canada ou du Royaume-Uni, le Gabon a conservé la France comme premier partenaire commercial. Paris absorbe le quart des exportations de Libreville et lui fournit la moitié de ses importations. La France s'est aussi montrée un allié fidèle lorsque la crise pétrolière, à partir de 1973, a lourdement affecté l'économie gabonaise, qui tire plus de 65 % de ses recettes d'exportation de la vente de pétrole. En 1987, Paris a ainsi apporté quelque 2,2 milliards de francs d'aides diverses : puis, l'année suivante, un prêt d'une centaine de millions de francs pour appuyer « le courageux programme de redressement économique et financier » mené avec l'appui du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

### La dimension « franco-mangrove »

Cet appui indéfectible est à la mesure d'intérêts économiques conservés dans les principaux secteurs, à savoir le pétrole, le mangrove, l'uranium et la forêt. Depuis 1954, Elf-Gabon a ainsi découvert et exploité nombre de gisements et a exploité le pétrole du baril de brut et du dollar, le pays a enregistré un lourd déficit de 36,5 milliards de francs CFA (730 millions de dollars). Ces difficultés financières ont alors conduit la firme française à céder une partie de ses participations à Elf-Aquitaine pour poursuivre ses campagnes d'exploration.

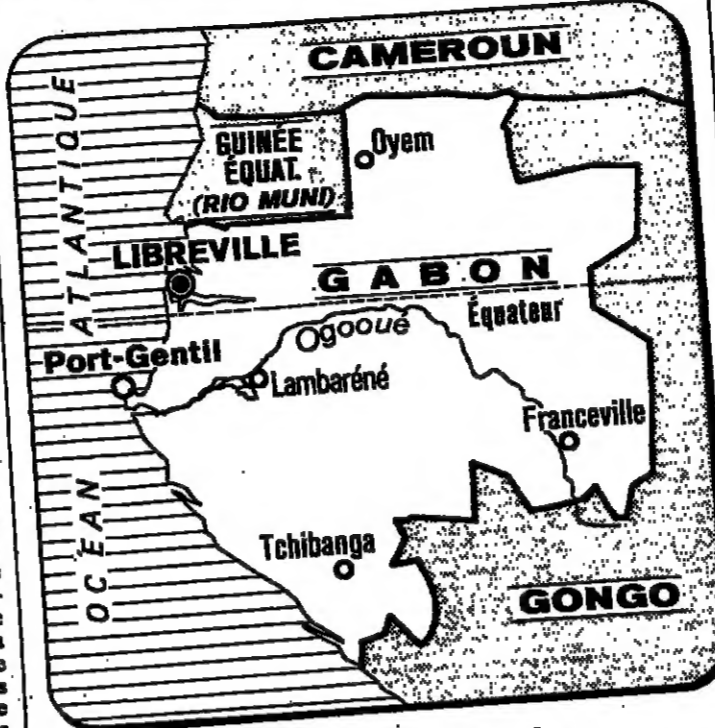
Mais la mise en production du grand champ terrestre de Rabi-Kounga, dans le bassin de l'Ogooué, dont Elf-Gabon détient 29,4 % des parts, a permis un retour aux bénéfices en 1989 (+ 352 millions de francs). Exploité avec Shell-Gabon,

ce gisement contient des réserves récupérables de 58 millions de tonnes. Sur une production nationale de 11 millions de tonnes, Elf-Gabon en extrait près de 6 millions. A ce titre, cette société est aussi le premier contributeur du pays et reste à la merci de réformes fiscales défavorables.

Troisième producteur mondial de mangrove après l'Union soviétique et l'Afrique du Sud, le Gabon a depuis la deuxième guerre mondiale suscité l'appétit de la métallurgie française. La Comilog (compagnie minière de l'Ogooué), créée en 1953, associée à l'origine le Bureau minier français et l'US Steel. Au fil des années, la participation américaine est devenue moins voyante, la Comilog devenant presque à part entière une société gabonaise, tandis que la France gardait un pied dans le Bureau de recherches géologiques et minières et l'Institut de la mangrove. Les relations franco-gabonaises avaient engendré une dimension « franco-mangrove », le fils du président de la République, M. Jean-Christophe Mitterrand, fut nommé en mars 1985 administrateur au conseil de la Comilog.

La France participe encore à l'enlèvement de plus de la moitié de l'uranium gabonais, ainsi qu'à l'écoulement du minerai de fer de Mekambo, dans le nord-est du pays. Elle achète aussi la moitié du bois tropical exporté par Libreville, l'Okoumé principalement. Conçu pour permettre au Gabon d'exploiter ses ressources minières et forestières à grande échelle, le chemin de fer Transgabonais (dont le premier tronçon fut achevé en 1982) est réalisé par le groupement européen Enrotrag, composé à 39,5 % de sociétés françaises.

ERIC FOTTORINO



La République gabonaise

- Superficie : 267 667 km<sup>2</sup>.
- Population : 1,2 million d'habitants (Libreville, la capitale : 300 000).
- Religions : 80 % de chrétiens (50 % à 60 % de catholiques, 20 % à 30 % de protestants), les 20 % restants pratiquant l'islam et les religions animistes traditionnelles.
- Histoire : Ancienne colonie française, le Gabon accède à l'indépendance le 17 août 1960. Léon M'ba, élu président, est déposé par un coup d'Etat le 18 février 1964, mais réinstauré après une intervention de l'armée française. A sa mort, le 28 novembre 1967, le pouvoir passe aux mains d'Omar Bongo, qui crée en mars 1968, le Parti démocratique gabonais (PDG), parti unique, dissous le 23 février 1990.
- Economie : Depuis la fin de 1985, le Gabon traverse une crise économique et financière particulièrement délicate, due notamment à la baisse conjuguée du prix du pétrole et du dollar américain. Outre une forte baisse couvrant 85 % du pays, le Gabon dispose d'importantes réserves minières et pétrolières : pétrole (10,5 millions de tonnes en 1989 grâce au gisement pétrolier de Rabi-Kounga), mangrove (2,254 millions de tonnes en 1988), uranium (850 tonnes d'uranium-métal en 1988), PNB par habitant : 3 300 dollars. Dette extérieure : 2,5 milliards de dollars.

### Deux accords de sécurité avec Paris

Le Gabon est lié à la France principalement par la signature de deux accords de sécurité, l'un (en date de 1960 et révisé en 1974) qui fixe les conditions dans lesquelles Paris peut prêter main forte en matière de défense et d'assistance technique militaire, et l'autre (en date de 1961) qui détermine plus spécialement le cadre d'une aide à Libreville dans le domaine du maintien de l'ordre. Cette coopération franco-gabonaise n'est pas automatique : le bénéficiaire doit en faire en mars 1988, le Parti démocratique gabonais (PDG), parti unique, dissous le 23 février 1990.

A ce titre, la France maintient en permanence à Libreville un détachement militaire opérationnel (terre et air) de l'ordre de 500 personnes et une assistance technique (environ 120 officiers et sous-officiers des trois armées et de la gendarmerie) qui sont chargés de l'instruction des armées gabonaises, de l'entretien de certains matériels d'origine française et, sous le couvert de « conseils » émanant pour le compte des autorités locales, de l'encadrement de la garde présidentielle, voire des services dits de contre-émeutes.

Ce dispositif français a été renforcé dans la journée du 24 mai

par l'envoi de 200 hommes, en provenance du 2<sup>e</sup> régiment étranger parachutistes (basé à Calvi) et du 2<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie (stationné à Nîmes). Ce renfort opérationnel de deux compagnies de légionnaires - ces troupes de métier peuvent être déployées sans une autorisation préalable du Parlement - s'ajoute donc aux deux compagnies d'infanterie de marine qui font partie du dispositif permanent, c'est-à-dire que la France aligne à ce jour au Gabon 400 combattants.

De son côté, l'armée gabonaise, qui est composée d'engagés, peut mobiliser jusqu'à 4 700 hommes environ, dont la plupart (3 200) sont dans l'armée de terre. Pour l'essentiel, l'armement des forces gabonaises vient de France, mais il est aussi très diversifié, voire hétéroclite, puisque certains unités ont reçu leurs équipements de la Chine populaire, du Brésil, de la Roumanie. En réalité, le président Bongo peut compter surtout sur des formations d'élite qui lui sont plus proches, comme la garde présidentielle (possédant ses propres éléments terrestres ou aériens solidement entraînés) et sur une gendarmerie (forte de 2 000 hommes) structurée et équipée à la française.

### Pagaille et rumeurs

Suite de la première page

Le quotidien national l'Union apprend qu'à Port-Gentil « un Européen a été bastonné à sang » et que cinq autres Européens « lors au ont été obligés de défilier avec les manifestants en tenant des pancartes et en scandant des mots hostiles au régime ».

### « Alliés objectifs »

La colonie française au Gabon est la seconde d'Afrique noire après celle de Côte d'Ivoire. Elle est passée de 25 000 en 1985 à moins de 20 000 aujourd'hui, en raison du marasme économique qui a entraîné la fermeture ou la mise en sommeil de nombreuses entreprises, notamment dans les

travaux publics. Cependant la mise en exploitation du gisement pétrolier de Rabi-Kounga, dans la forêt équatoriale au sud de Port-Gentil, avait réduit récemment l'hémorragie de techniciens. Plus de 4 milliards de francs ont été investis dans cette opération.

Bien qu'il y ait moins de « petits blancs » installés depuis l'indépendance et plus d'expatriés temporaires sans grand lien avec le pays, les Français sont souvent considérés par la population comme des « alliés objectifs » du régime en place.

Des centaines de coopérateurs travaillent dans l'administration, souvent à des postes élevés, ce qui suscite des frustrations dans la génération des diplômés gabonais d'après l'indépendance.

En raison de cette situation, il était prévisible que l'épreuve de force entre le pouvoir et une partie de l'opposition se traduirait aussi par des actions de nature à impliquer directement la France.

JEAN DE LA GUERIVIERE

### La présence militaire française en Afrique

#### Plus de six mille hommes dans cinq pays africains

Quelques 6 800 militaires français sont actuellement stationnés en Afrique en vertu d'accords de défense passés par Paris avec cinq pays : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la République centrafricaine, le Gabon et Djibouti.

- Gabon : environ 500 hommes du 6<sup>e</sup> BIMA (Bataillon d'infanterie de marine) équipés d'auto mitrailleuses légères (AML), et bénéficiant d'une couverture aérienne composée d'avions de chasse, de transport et de ravitaillement.

- Côte d'Ivoire : 900 hommes dont 500 du 43<sup>e</sup> BIMA dotés de blindés et de véhicules légers, et une centaine d'assistants militaires techniques jouant un rôle de conseiller.

- Sénégal : 1 150 hommes du 10<sup>e</sup> BIMA équipés d'AML, et bénéficiant d'un avion de patrouille,

d'hélicoptères et d'un avion-cargo de transport.

- République centrafricaine : 1 200 hommes de la 11<sup>e</sup> Division parachutiste et de la 13<sup>e</sup> Division d'infanterie de marine, dont un peu plus de la moitié à Bangui et le reste basé à Bouard.

- Djibouti : un peu plus de 3 800 hommes, essentiellement du 6<sup>e</sup> Régiment interarmes outre-mer (RIAOM) et de la 13<sup>e</sup> Demi-Brigade Légion étrangère (DBLE) dotés de chars et de blindés, d'hélicoptères. Des avions de chasse, un patrouilleur et un avion-cargo de transport assurent la présence aérienne.

Enfin, les militaires français sont présents au Tchad dans le cadre d'une mission spécifique, à la demande du gouvernement tchadien, la mission « Epervier ».

C'était la pleine lune, elle était ronde et jaune comme une pierre incandescente. Je ne la quittai pas des yeux tandis qu'elle s'élevait dans le ciel nocturne, et ne m'en détournai que lorsqu'elle eut trouvé sa place dans les ténèbres.

### PAUL AUSTER MOON PALACE

ROMAN TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR CHRISTINE LE BECLIF

LE SOMPTUEUX ROMAN D'UN ÉCRIVAIN AMÉRICAIN DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION

ACTES SUD

DIFFUSION RUE

هكذا من الأصل

## AFRIQUE

### Renouveau démocratique au Bénin

Le président Kérékou a mis fin à son régime militaro-marxiste et ses compatriotes font le difficile apprentissage de la liberté

COTONOU

de notre envoyé spécial

« Le président est en congé », répond son directeur de cabinet pour repousser une demande d'audience. En congé de la République ? Depuis que, bonjour, il a avalisé toutes les résolutions de la Conférence des forces vives de la nation, le 1<sup>er</sup> mars dernier, et nommé un premier ministre chargé d'assurer la transition vers un régime démocratique, le général Mathieu Kérékou se repose sur ses lauriers. Drôles de lauriers : dix-sept ans de dictature militaro-marxiste...

On le tient informé mais il ne se donne même plus la peine de présider le conseil des ministres. A écouter la rumeur, ce fervent antiste traverserait une crise de mysticisme. On dit aussi qu'il se serait plongé dans la lecture des œuvres du général de Gaulle ! Fausse sortie ? Personne ne croit que le « grand camarade de lutte » attend son heure pour revenir sur le devant de la scène. Il a trop à se faire pardonner.

En invitant la population à consigner par écrit ses doléances, pour tenter de maîtriser un mouvement de contestation sociale dont il n'aurait pas à venir à bout et qui paralysait l'administration, les écoles et l'université, le général Kérékou mettait le doigt dans un engrenage qui allait emporter son régime. Ce fut alors un « mai 68 » à la béninoise : tout le monde, de l'association « Pour la défense de la cause de Dieu » jusqu'à celle des cheministes retraités, y alla de sa suggestion. Il faut « interdire aux hommes politiques d'avoir un compte en Suisse », proposent les uns, « réglementer les coups d'Etat », avancent d'autres...

Journaux à la criée

La Conférence nationale qui suivit, en février, ce grand débâcle et qui rassembla cinquante-deux « sensibilités » politiques, eût tôt fait de s'ériger en assemblée souveraine. Lors de la séance de clôture, les membres du bureau politique du parti unique au pouvoir, qui lui avaient rédigé un discours pour refuser les conclusions de ces états généraux, cachèrent mal leur dépit d'entendre le président Kérékou en prononcer un autre qui entérinait purement et simplement le processus de renouveau démocratique.

L'ancien régime volait en éclats. Adieu marxisme-léninisme, parti unique, loi fondamentale, assemblée révolutionnaire ! Nicéphore Soglo, énarque et ancien administrateur de la Banque mondiale, était chargé de diriger, pendant onze mois, un gouvernement de transition jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions. Un Haut Conseil de la République (HCR), présidé par Mgr Isidore de Souza, évêque coadjuteur de Cotonou, avait pour mission de...

AFRIQUE DU SUD : un mort dans un attentat à la grenade à Pretoria. Un garde en faction devant un commissariat de police est mort dans un attentat à la grenade, mercredi 22 mai, dans la township de Mamelodi, près de Pretoria, a annoncé jeudi la police sud-africaine. Une autre grenade a endommagé le même jour, à Pretoria, le bâtiment historique de Melrose House. Jeudi, plusieurs attentats à la grenade ont endommagé une centrale électrique, un dépôt de fuel, et les domiciles de deux policiers, à Louis-Trichardt, à Pretoria et à Soweto. (AFP, Reuters.)

ZAIRE : Bruxelles confirme la gravité des affrontements de Lubumbashi. Le ministre belge des Affaires étrangères, M. Mark Eyskens, a déclaré, jeudi 24 mai, à Bruxelles, que « les diplomates belges confirment, sur la base de témoignages divers mais convergents, qu'il y a eu de graves incidents avec des victimes et avec des morts » lors des affrontements qui ont eu lieu le 11 mai sur le campus étudiant de Lubumbashi (le Monde du 24 mai). Par ailleurs, Amnesty International a demandé jeudi au gouvernement zairois d'ordonner immédiatement une enquête indépendante. Selon l'organisation internationale, des membres de la division spéciale présidentielle (DSP) auraient eux-mêmes tué des étudiants après avoir coupé l'électricité sur le campus. (AFP.)

nou, avait notamment mission de contrôler le suivi de la Conférence nationale. Le général Kérékou qui avait, de belle manière, trahi les siens, se voyait confier, pour la forme, le soin d'assurer la continuité de l'Etat. L'armée promettait de regagner, une bonne fois pour toutes, ses casernements.

Après cette thérapie de choc, le Bénin est méconnaissable. Une amnistie générale a été proclamée : les exilés sont rentrés au pays et tous les détenus politiques - environ 240 - ont recouvré la liberté. L'Etat a recommencé de payer ses fonctionnaires qui se sont remis au travail. Les élèves ont repris le chemin de l'école. Dans ce qui fut, jadis, le « Quartier latin » de l'Afrique, on assiste à une floraison de parisi (une vingtaine).

Trop belle la mariée ? L'ouverture du jeu politique a aiguisé les appétits. La campagne pour l'élection présidentielle, prévue en mars 1991, a déjà démarré : on ne compte pas moins de cinq à six candidats potentiels ou déclarés. Les vieux chivages régionaux refont surface. On négocie des alliances et des désistements pour récupérer les voix d'un corps électoral essentiellement « captif » puisque les autochtones, en majorité analphabètes, obéissent aux mots d'ordre de leurs chefs traditionnels.

Instruit par l'expérience du passé, Mgr de Souza craint que cette folie d'empoigner ne conduise à « l'emploi de moyens illégaux qui compromettent la paix sociale » car, explique-t-il, « ici, un ennemi politique devient facilement un ennemi tout court ». Les candidats assurent qu'une fois tombée la fibre électorale, les choses rentreront dans l'ordre, que l'on saura utiliser les compétences de chacun, distribuer des « lots de consolation » aux vaincus.

Pour l'heure, le premier ministre, qui entend travailler « dans la transparence », a hérité d'un lourd passif, d'une économie sinistrée, en pleine décomposition. « Aucun secteur ne tient plus debout, pas même l'agriculture », souligne-t-il. « Tout est cassé. Nous avons sur le bras 47 000 fonctionnaires civils ; il nous en suffirait de 20 000 pour gérer un pays d'environ quatre millions d'habitants. »

Un lourd passif

La remise au net sur le plan politique et le redémarrage de la vie économique ont déjà provoqué une augmentation des recettes du Trésor (56 millions de francs en avril au lieu de 34 en janvier). Le Bénin attend des bailleurs de fonds qui se réuniront, début juin à Paris, quelque 600 millions pour boucler l'année en cours et faire notamment face au paiement de sa dette, au plan de restructuration bancaire et au programme de « dégraissage » de la fonction publique. Quant à récupérer les sommes faramineuses qui ont frauduleusement pris le chemin de l'étranger, cela tient du vœu pieux.

La commission de vérification des comptes ne s'est pas encore mise au travail. Et les Béninois s'étonnent que ceux qui ont parti-

cipé au pillage des richesses de la nation, et auxquels M. Soglo a promis « une justice sans faille et sans faiblesse », mènent une vie de paisibles rentiers. Toutefois, deux anciens ministres des finances et deux anciens directeurs de banque viennent d'être inculpés. Un mandat d'arrêt international vient, d'autre part, d'être lancé contre Amadou Cissé, jadis âme damnée du président Kérékou et escroc de haute volée.

Il faudra de sept à dix ans pour remettre le pays sur pied », estime le premier ministre, dont certains commencent déjà à critiquer, *mezza voce*, la « nonchalance », inconscients des pesanteurs auxquelles il se heurte. Pas d'autre moyen, pour le moment, que de composer avec l'incompétence, l'inertie, les inévitables, les prétentions des uns et des autres.

Pas facile de tenir le langage de la raison à des gens qui s'imaginent qu'à la faveur du renouveau démocratique, l'on va « raser gratis ». Les étudiants n'ont-ils pas demandé que la limitation d'âge pour l'attribution des bourses soit repoussée à... 39 ans ? « S'habiller à sa taille, se chauffer à son pied, voilà la vraie sagesse », déclare un candidat à l'élection présidentielle.

Le danger : l'impatience

Parce que M. Soglo est un ancien de la Banque mondiale et qu'il s'en vante, beaucoup feignent de croire que l'argent va bientôt couler à flots. « Le plus grand danger qui nous guette, c'est l'impatience », insiste le premier ministre. « Les choses sérieuses ne se font pas dans la précipitation », renchérit Mgr de Souza.

Tout le monde avoue que la période de transition est trop courte. On veut tenir le pari, a affirmé le président du HCR. La campagne de « popularisation » de l'avant-projet de Constitution, qui doit être soumise à référendum à la mi-août, vient de commencer avec un mois de retard. Les Béninois qui, par tempérament, sont discutailleurs, ont risqué d'être verbeux, vont s'en donner à cœur joie.

Les dernières vraies élections remontent à une vingtaine d'années. Le rattachement de la démocratie n'est pas si simple. Le risque existe de tomber, en cours d'exercice, d'un excès dans l'autre. Mais, une chose est acquise : ce débat houleux et parfois brouillon se déroule dans un climat de liberté dont les Béninois avaient perdu le goût.

Nous ne voulons donner de leçon à personne. Nous n'entendons pas exporter notre expérience », avait indiqué le premier ministre, dans son discours d'investiture. Il n'empêche que certains pays voisins du Bénin surveillent, d'un œil torve, ce qui s'y passe au nom du renouveau démocratique. Ainsi, les autorités togolaises, qui n'ont pas encore mis leurs pendules à l'heure, essayent-elles, tant bien que mal, de filtrer les nouvelles en provenance de Cotonou. Des nouvelles qui sentent un peu trop le souffre...

JACQUES DE BARRIN

## LIBÉRIA

### Monrovia de plus en plus menacée par l'avance des rebelles

ABIOJAN

correspondance

La situation reste très tendue à Monrovia, où le régime du général Doe paraît de plus en plus menacé. Les troupes des rebelles du Front national patriotique du Libéria (NPFL), dirigé par M. Charles Taylor, sont à une heure de route de la capitale.

D'autre part, des témoignages accablants semblent confirmer la multiplication de crimes contre des soldats gouvernementaux des ethnies Ojio et Mano qui peuplent la région du Comté de Nimba, où a débuté la rébellion, le 24 décembre dernier. A Monrovia, plusieurs épouses de militaires ont affirmé à des journalistes que des hommes en uniforme avaient enlevé leurs maris. Elles ne les ont jamais revus depuis. Pour sa part, la police a annoncé la découverte d'une

dizaine de corps de soldats de ces ethnies, la tête tranchée. Le président Samuel Doe a dénoncé publiquement ces meurtres « insensés et atroces » et ordonné une enquête.

Flambée des prix

La crainte d'une offensive du NPFL contre la capitale pousse aujourd'hui les ressortissants guinéens de l'ethnie mandingue à rentrer dans leur pays. Des enseignants invitent leurs élèves à venir en classe avec leurs effets personnels et des conserves alimentaires. La semaine dernière, les habitants de Monrovia ont fait d'importantes provisions entraînant une véritable flambée des prix.

R. M.

## EUROPE

POLOGNE : premières élections municipales libres sur fond de tensions sociales

### Solidarité veut mettre fin au pouvoir des « mafias locales »

La grève des cheminots polonais s'est étendue jeudi 24 mai, paralysant désormais un cinquième du réseau ferroviaire. M. Lech Walesa, dont l'appel à la reprise du travail n'a pour l'instant pas été entendu, a annulé un déplacement en Scandinavie en raison des « tensions sociales », au moment où les Polonais s'approprient à étir, pour la première fois librement, de nouveaux conseils municipaux dimanche 27 mai.

RADZYMIN

correspondance

Les affaires vont lentement ce matin au marché aux bestiaux de Radzymin, bourg rural de la région de Varsovie. Au lieu de négocier le prix des vaches, des paysans, réunis autour d'une camionnette, ont entamé un débat animé sur les élections municipales prévues dimanche 27 mai.

Je ne vois pas la différence entre tous ces candidats. Boycotter, c'est le seul moyen d'influencer le gouvernement », estime Zbigniew Malinowski. A côté de lui, Jerzy Malinowski affirme qu'il attendra dimanche pour décider s'il ira voter : « L'an dernier, j'ai voté, mais la situation n'est pas meilleure et peut même empirer. » Le troisième est le plus pessimiste : « Les conseils municipaux n'auront aucun pouvoir, dit-il. Les gens d'emploi doivent agir, sinon il n'y aura pas de changements. » Difficile de bouleverser les comportements d'une population accoutumée à quarante ans de centralisation administrative. Pourtant, ces élections municipales vont donner la possibilité au gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre de Solidarité, de faire participer les élus locaux aux réformes politiques et économiques.

A Radzymin, le Comité civique, émanation politique de Solidarité, domine la grand-place de ses

affiches et banderolles. En face, un autre panneau, beige et bleu, avec douze candidats sans étiquette, passe presque inaperçu. Qui sont-ils ? « Aucune idée », répond une passante. « Une coalition quelconque », dit un autre. Ils savent, en revanche, ce qu'ils attendent de leurs vingt-quatre conseillers municipaux. Les téléphones publics de la poste sont en panne, les maisons ne sont pas toutes équipées en eau courante, l'approvisionnement en gaz est problématique. A travers tout le pays, les 52 000 membres des quelque 2 300 conseils municipaux qui vont être élus dimanche doivent faire face à ce genre de problèmes dans une période d'austérité budgétaire sévère.

La plupart des candidats sont soutenus par les comités civiques de Solidarité, qui assurent l'an dernier la victoire du mouvement de Lech Walesa aux élections parlementaires de juin. A part Solidarité, seuls les divers partis paysans présentent des listes importantes. On se trouve guère de trace du Parti communiste, rebaptisé Social-Démocratie et scindé en deux en janvier. Contrairement aux élections législatives « semi-démocratiques » de 1989, le scrutin de dimanche est entièrement libre et offre la possibilité de balayer légalement une bonne partie de la nomenclature encore en place dans l'administration locale.

Chasser les incompétents

Il existe beaucoup d'ennemis de l'ordre démocratique », écrit cette semaine Adam Michnik dans son quotidien Gazea Wyborcza : « Parmi les plus dangereux figurent les mafias locales qui constituent l'ancienne nomenclature. Voilà l'enjeu des élections de dimanche : nous seuls allons choisir ceux qui gouverneront au sein des conseils. Nous seuls allons chasser les incompétents, ceux qui se sont compromis avec la mafia de la vieille nomenclature. »

Malgré l'importance qu'il accorde à ces élections, le gouver-

nement n'a pas pu consacrer beaucoup de temps à la campagne électorale : il a tout simplement trop d'autres soucis. Le problème politique qui l'a le plus préoccupé est la détérioration des relations entre le gouvernement et Lech Walesa, le président de Solidarité, qui, après avoir joué un rôle-clé dans la formation du gouvernement l'an dernier, a lancé des attaques répétées contre lui afin de forcer l'accélération des réformes. Cette fissure a rendu nécessaire une réunion entre M. Walesa et les principaux dirigeants nationaux du Comité civique de Lech Walesa, à l'issue de laquelle un proche de Lech Walesa constatait : « Les divergences existent encore et vont réapparaître. » Toutefois, avertissait Adam Michnik, « l'échec de ce gouvernement serait l'échec de Solidarité tout entier, et une défaite personnelle de Lech Walesa ».

Mais l'enfer polonais, comme on appelle ici la situation politique, est encore compliqué par la situation économique et le début d'une vague de grèves. L'urgence a contraint Lech Walesa à abandonner son rôle de critique des lenteurs gouvernementales pour passer à celui, crucial, de « pompier » sur le front social : le président de Solidarité vient d'appeler les cheminots, dont la grève paralyse le nord-ouest du pays depuis le 20 mai, à cesser leur mouvement - sans succès pour l'instant - et a demandé un délai de grâce d'un an pour le gouvernement Mazowiecki. Les cheminots ne sont affiliés à aucun syndicat, et n'ont jamais soutenu les grèves précédentes de Solidarité ; leurs revendications sont strictement salariales, mais le gouvernement maintient que céder à leurs demandes ferait capoter la réforme économique, qui a déjà réussi à freiner l'inflation.

Cette grève pourrait n'être qu'un début. Les mineurs sont mécontents et menacent le gouvernement. Le nombre de chômeurs - 240 000 en avril - continue d'augmenter. Et l'été, une période toujours dangereuse en Pologne, arrive.

HELEN GORDON

GRANDE-BRETAGNE : le nouveau programme politique du Labour

### Les travaillistes renoncent à toute doctrine socialiste de l'économie

Entouré du « cabinet fantôme » au grand complet, M. Neil Kinnock a présenté jeudi 24 mai le programme que les travaillistes appliqueront si, comme les sondages l'indiquent actuellement, ils remportent les prochaines élections. Ce document constitue une conversion sans ambiguïté à l'économie de marché, et la politique de défense n'est plus un sujet de controverse.

LONDRES

de notre correspondant

C'est essentiellement sur leur capacité à redresser l'économie du pays que M. Neil Kinnock et son équipe seront jugés. Le miracle britannique était, selon lui, un mirage : l'Etat n'a plus assuré son rôle de régulateur du marché et de protecteur des industries, et a renoncé aux investissements indispensables dans des secteurs tels que les transports, l'éducation et la santé ; l'apogée des privatisations et le pactole du pétrole de la mer du Nord se sont évanouis sans laisser de traces. « La Grande-Bretagne a désormais la plus forte inflation, les plus hauts taux d'intérêt, la plus faible croissance et la plus basse niveau d'investissement des grands pays industrialisés », constate-t-il.

Les travaillistes sont désormais acquis au marché et réconciliés avec l'entreprise. Ils ont abandonné, en l'espace de deux ans, des expressions telles que le « plein emploi » et même toute référence au socialisme comme doctrine économique. Mais ils veulent que l'Etat assume ses responsabilités et appellent de leurs vœux un régime d'économie mixte, où cohabiteraient secteurs public et privé. Le programme électoral du Labour cite comme modèle le financement en partie privé du TGV en France. Il s'agit d'une attitude très nouvelle, qui rompt avec une insularité traditionnelle.

Les privatisations ne sont donc pas remises en cause, à l'exception

de celle de l'eau (les compagnies régionales seront indemnisées à un « juste prix »), du téléphone (où l'Etat cherchera à acquérir une majorité de 51 %), et, pour l'électricité, du réseau national de distribution (mais pas des centrales elles-mêmes, qui pourront demeurer privées). Aucune promesse n'est faite aux mineurs de charbon que les fermetures de puits cessent. Il est seulement envisagé de réduire les importations de charbon étranger. Quant aux centrales nucléaires, qui n'ont jamais été populaires en Grande-Bretagne, il n'est pas question d'en construire de nouvelles mais plutôt de mettre progressivement hors service les plus anciennes.

Pas d'augmentation des impôts

La même prudence vaut en matière fiscale. Pas question de revenir au taux d'imposition maximum de 83 % qui existait avant l'arrivée de M<sup>re</sup> Thatcher au pouvoir. La tranche supérieure de l'impôt sur le revenu passerait de 40 % à 50 %. La plus basse descendrait de 25 % à 20 %. Mais l'accent est mis sur le refus d'une augmentation de la pression fiscale.

La nécessité d'un passage à un type d'économie mixte est un des leitmotivs du programme travailliste. L'autre est une meilleure participation de la Grande-Bretagne aux institutions de la CEE. Les travaillistes affirment leur désir d'adhérer au mécanisme de change du système monétaire européen (SME) « le plus tôt possible » mais y mettent quelques conditions pour tenir compte notamment du rôle de la livre comme monnaie de réserve. Ils sont totalement opposés, en revanche, à l'idée, contenue dans le plan Delors, d'une banque centrale européenne. Celle-ci serait selon eux trop puissante et échapperait au contrôle des élus politiques.

Les travaillistes proposent enfin des réformes constitutionnelles considérables telles que la suppression de la Chambre des lords (un des serpents de mer de la vie politique britannique) et son rempla-

cement par une seconde assemblée élue, la création d'un Parlement écossais et d'assemblées régionales pour le Pays de Galles et les diverses régions d'Angleterre.

La présentation de ce programme a eu lieu conformément au nouveau style, axé sur la personne de leur leader, adopté par les travaillistes depuis leur défaite de 1987. M. Kinnock, tout sourire, était assis devant son pupitre et répondait le premier aux questions, quitte à faire compliquer ses réponses par un des membres du « cabinet fantôme », lesquels étaient assis également à quelques distances comme les élèves d'une classe bien tenue. Les stratèges du parti sont persuadés que cette personnalisation est électoralement payante. Les sondages, qui créditent les travaillistes d'une avance de l'ordre de quinze à dix-huit points sur les conservateurs, leur donnent jusqu'ici raison.

DOMINIQUE DHOMBRES

## EN BREF

MALAISIE : appel en faveur de huit condamnés à mort. - Amnesty International a lancé jeudi 24 mai un appel urgent aux autorités malaisiennes pour qu'elles épargnent la vie de huit résidents de Hongkong qui doivent être pendus le 30 mai pour trafic de drogue. (AFP.)

Une cinquantaine de personnalités américaines appellent Washington et Moscou à cesser la production de matières fissiles à usage militaire. - Cinquante-quatre personnalités américaines dont M. Cyrus Vance, ancien secrétaire d'Etat, M. Robert McNamara, ancien secrétaire à la Défense, sept lauréats du prix Nobel, et MM. William Colby et Stansfield Turner, anciens directeurs de la CIA, ont appelé les présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev, dans une lettre envoyée mercredi 23 mai, à faire cesser la production de matières fissiles à usage militaire. (AFP.)

# EUROPE

## Italie veut mettre fin des « mafias locales »

Le gouvernement italien a annoncé mardi 22 mai qu'il allait lancer une vaste opération pour éradiquer les « mafias locales » qui ont prospéré dans les régions du sud du pays. Cette opération sera menée par la police et les services de justice, avec l'appui des forces armées. Les autorités ont déclaré que ces groupes criminels sont responsables de nombreux crimes, y compris des assassinats, des extorsions et des trafics de drogue. Elles ont promis de ne laisser aucune pierre sous le tapis et de poursuivre les responsables jusqu'au bout.

## Les socialistes renoncent à un socialisme de l'économie

Le parti socialiste italien a annoncé mardi 22 mai qu'il renonçait à un socialisme de l'économie. Cette décision a été prise lors d'un congrès tenu à Rome. Les dirigeants du parti ont déclaré qu'ils voulaient se concentrer sur des questions sociales et culturelles, plutôt que sur des questions économiques. Ils ont également promis de soutenir les réformes économiques du gouvernement. Cette décision a été accueillie avec surprise par certains observateurs, car elle marque un tournant important dans l'histoire du parti socialiste italien.

*On peut habiter le 16<sup>e</sup> sans vivre forcément  
dans une boutique d'époque.*



### renoma 2

DES MONTRES, DES SACS, DES CRAVATES, DES BAGAGES, DES PORTE-CLEFS,  
DES CENTURES, DES LUNETTES, DES BLAIREAUX,  
DES FOULARDS, DES BIJOUX, DES RASOIRS, DES PORTE-CARTES.

118, RUE DE LONGCHAMP, PARIS 16

هكذا من الأصل

## EUROPE

### ROUMANIE

**Les organisateurs appellent à la fin de l'occupation de la place de l'Université à Bucarest**

La quasi-totalité des mouvements à l'origine de l'occupation de la place de l'Université à Bucarest ont décidé jeudi 24 mai de mettre un terme à leur mouvement, commencé le 22 avril. Les « barricades » symboliques, définissant la « zone libérée du communisme » dans le centre de la capitale roumaine, devaient être retirées vendredi, a déclaré à l'AFP M. Alexander Nancu, le président de l'association « 21 décembre ».

L'occupation de la place, qui en était jeudi à son trente-troisième jour, « a atteint son but », a déclaré M. Nancu. Il a ajouté qu'il espérait que la décision des organisations inciterait les grévistes de la faim à leur mouvement. Une manifestation sera désormais organisée chaque jeudi sur la place de l'Université.

La décision de mettre fin à cette manifestation permanente n'a pas été annoncée par les orateurs qui se sont succédé pour haranguer la foule. Depuis l'après-midi de jeudi et jusque tard dans la nuit, huit à dix mille personnes ont manifesté dans le centre de la ville, criant « A bas le communisme » et contestant le résultat des élections qui se sont soldées par la victoire écrasante du président Ion Iliescu. (AFP)

### Les réformes économiques en URSS provoquent une fronde

Suite de la première page

L'opposition dite de gauche va offrir ainsi une nouvelle démonstration de sa propension à se perdre dans des batailles inutiles plutôt que de s'affirmer en force de gouvernement crédible. Au prix sans doute d'amendements, M. Rykov fera adopter ses propositions mais il vient de perdre l'occasion de parler vrai à l'Union soviétique, de lui dire, cartes sur table, que l'avenir était moins rose que jamais mais qu'il fallait abandonner tous les dogmes d'hier pour recréer une véritable économie.

Ce langage, le pays était pourtant prêt à l'entendre pour la simple raison que toute famille soviétique

peut constater chaque jour l'ampleur de la faillite. Notion désormais aussi magique qu'obscur, le « marché » lui-même est parfaitement admis par une majorité de la population qui sait que c'est dans cette direction-là qu'il faut aller. Cinq ans après les débuts de la perestroïka, le pays est prêt pour passer de la révolution politique à la révolution économique, mais il n'a pas même pu s'apercevoir, jeudi, qu'il y était au bout du compte arrivé.

Car à lire et relire l'indigeste discours de M. Rykov, toutes les propositions de changement radical formulées ces dernières semaines par les conseillers économiques de M. Gorbatchev sont là. Il n'y a

reculé ni sur le fond ni sur les délais, puisqu'il s'agit de passer, sur cinq ans, du tout État actuel à une économie de marché. La démonopolisation de l'industrie par l'émission d'actions, la diversification des formes de propriété, la restructuration des prix, la décentralisation complète des décisions de politique économique par l'affirmation des pouvoirs locaux, tout y est, mais rien ne se voit.

Concrètement parlant, trois grandes étapes sont prévues dans le plan de M. Rykov. La première court jusqu'à la fin de cette année et devrait permettre de faire adopter l'ensemble des nouvelles dispositions légales permettant le développement d'une économie de marché. Dans la deuxième, les années 91 et 92, on passerait à l'application des nouvelles dispositions sur les prix, les impôts et le crédit et les deux années suivantes seraient enfin celles de la « démonopolisation active ».

Première mesure à entrer en application, dès le premier juillet prochain, l'augmentation du prix

du pain a visiblement été choisie comme mesure-test des réactions de la population. Elle interviendra sans consultation d'aucune sorte, mais toutes celles qui suivront seront soumises, à l'exception du premier ministre, à « consultation » de l'ensemble des Soviétiques. Le mot désigne-t-il le référendum dont d'autres officiels avaient annoncé, la veille, l'organisation ? C'est possible, mais seulement possible et une ambiguïté notable a été là introduite.

#### La valeur des choses

La décision finale, c'est clair, sera ainsi prise plus tard, au lendemain non seulement de ce triplé du congrès du Parti communiste qui s'ouvre le 2 juillet. Beaucoup de choses pourront se passer d'ici là et les possibilités de succès de ce référendum, comme la formulation de la question à soumettre aux électeurs, dépendront largement du type d'alliance qui aura été conclue à ce congrès.

En tout état de cause, la véritable réforme des prix n'interviendra que l'année prochaine avec, en moyenne, un doublement des prix alimentaires et une augmentation de moitié des prix des produits de consommation. Les tarifs des transports et des services seront également relevés et le gouvernement s'apprête à passer au bout du compte d'un système où les prix fixés par l'État s'appliquent à 92 % des échanges commerciaux à une situation dans laquelle ces prix d'État ne concerneraient plus que 60 % des échanges, tandis que 15 % des prix seraient libres et 25 % « régulés » - c'est-à-dire modifiables mais sous contrôle.

As total, l'augmentation prévue de prix de détail représenterait quelque 191 milliards de roubles dont 70 % seraient compensés par des augmentations de salaires. Quoique non négligeable, l'aven-

tage sera très relatif pour les finances publiques mais politiquement le changement sera important puisque dans ce pays où le prix du pain n'a pas bougé depuis 1954, les gens vont commencer à avoir une idée, même vague, de la valeur des choses. Sans cela, il n'est pas d'économie, mais était-il vraiment indispensable d'introduire l'ensemble des compensations salariales de la seule hausse du prix du pain ? S'il s'agit de gagner, par référendum ou autrement, l'assentiment populaire, peut-être. S'il s'agit de faire comprendre les réalités et de cesser de traiter les Soviétiques en démunis irresponsables, certainement pas.

On touche là toute la limite psychologique-politique d'une démarche qui comprend également le développement d'un secteur bancaire privé et de banques d'investissement, le relèvement, l'année prochaine, des prix de gros qui feront un bon moyen de 46 % et aussi l'augmentation (plus 55 %) des prix d'achat des produits agricoles. Techniquement, la copie n'est pas mauvaise, mais quand le premier ministre annonce que le marché devrait s'équilibrer ainsi en dix-huit mois, personne ne le croit et ce n'est pas en mentant, même pour rassurer, qu'on obtient un soutien politique. Politiquement parlant, M. Rykov s'est trompé d'époque et il n'y a pas grand risque à parier qu'il ne restera pas très longtemps dans ses fonctions actuelles.

Ce qu'il faut faire est maintenant dit. Reste à M. Gorbatchev à trouver une majorité et des hommes pour reformuler le tout en termes d'objectifs et se mettre au travail.

BERNARD GUETTA

### M. Gorbatchev évoque un délai de deux ans pour l'indépendance de la Lituanie

M. Mikhaïl Gorbatchev a proposé jeudi 24 mai un compromis aux Litoniens, annonçant qu'ils pourraient être indépendants « d'ici à deux ans », si leur Parlement acceptait de geler provisoirement sa déclaration d'indépendance. « C'est quelque chose de nouveau, je sens un rapprochement lent et très prudent de nos divergences », a déclaré à des journalistes M. Nikolai Medvedev, un des quatre députés litoniens auxquels le président soviétique a fait cette ouverture lors d'un entretien d'une heure au Kremlin en marge d'une session parlementaire. M. Gorbatchev affirmait jusque-là que le processus menant à une éven-

tuelle indépendance lituanienne devait se conformer à la loi votée en avril sur les modalités de sortie de l'Union pour les Républiques, qui fixe notamment un délai allant jusqu'à cinq ans. « M. Gorbatchev n'a pas mentionné la loi sur la sécession », a précisé le député lituanien.

Lors de l'entretien, M. Gorbatchev a par ailleurs indiqué qu'« en cas de vote d'une suspension de l'indépendance, le blocus serait immédiatement levé et des discussions ouvertes ». Mais les menaces ne sont pas pour autant abandonnées : « Si ces propositions ne sont pas étudiées, les pouvoirs présidentiels sont prêts à être appliqués en Lituanie », a-t-il

affirmé selon les députés. Ceux-ci ont confirmé que M. Gorbatchev jugeait « insuffisant » le vote mercredi du Parlement lituanien suspendant les décisions découlant de la déclaration d'indépendance, mais pas l'indépendance elle-même, comme l'avait indiqué le premier ministre, M. Nikolai Rykov (Le Monde du 25 mai). Mais les quatre députés, qui ont remis au chef de l'État le texte de la résolution votée par leur Parlement, ont retiré de la rencontre l'impression que M. Gorbatchev était « prêt au dialogue et connaissait parfaitement la situation en Lituanie ». (AFP, Reuters)

## DIPLOMATIE

Alors que le Conseil de sécurité se réunit à Genève

### Israël fait face à un isolement croissant

Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a résumé la situation d'une petite phrase : « L'isolement diplomatique du pays est presque sans précédent ». Alors que se réunit, vendredi 25 mai à Genève, le Conseil de sécurité de l'ONU et à la veille du sommet arabe de Bagdad, Israël est plus que jamais sur la défensive, et passablement en froid avec son grand allié américain.

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le pays a déjà connu des moments semblables, notamment durant la guerre du Liban. Mais si l'on ajoute à cette situation diplomatique un climat politique intérieur des plus déprimants et une situation dans les territoires occupés qui n'est à peu près « maîtrisée » que parce que l'armée y est massivement déployée et que des centaines de milliers de Palestiniens y vivent à l'heure du couvre-feu, on comprendra que l'humeur soit des plus maussades à Jérusalem.

Aussi, le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, avait-il l'air encore un peu plus triste qu'à l'habitude lorsqu'il s'est efforcé, devant la presse jeudi 24 mai, de déramatiser et de dire que « non », il n'emploierait pas exactement le mot « déviation » pour caractériser l'état des relations avec les États-Unis. Mais rien n'y a fait. La mini-bombe du secrétaire d'État James Baker, évoquant, la veille, la disponibilité de Washington à débattre d'un éventuel stationnement d'observateurs de l'ONU en Cisjordanie et à Gaza, a fait un sacré bruit à Jérusalem.

L'important n'est sans doute pas le refus catégorique par lequel M. Arens - tout comme les dirigeants travaillistes - a accueilli cette suggestion, dont devait débattre le Conseil de sécurité ce vendredi. L'important, vu de Jérusalem, est que la petite phrase de M. Baker vienne s'intégrer dans un processus d'érosion constante des positions israéliennes à Washington. Si les dirigeants israéliens n'étaient pas inquiets, M. Arens n'aurait pas convoqué, dès mercredi soir, l'ambassadeur américain, M. William Brown, et, le lendemain, une conférence de presse qui s'adressait prioritairement à la presse étrangère.

Même si le département d'État a entre-temps atténué les propos de M. Baker en rappelant que les États-Unis étaient toujours opposés à l'envoi d'observateurs « permanents » dans les territoires, l'inquiétude est bien réelle, et tout particulièrement au Likoud (droite), le parti du premier ministre M. Itzhak Shamir. Car chaque évolution sémantique compte au Proche-Orient et marque, en général, un début d'évolution politique. Or, que les États-Unis envisagent de « discuter » de l'envoi d'observateurs de l'ONU dans les territoires, c'est incontestablement un pas nouveau et de nature à heurter le parti de M. Shamir. Que l'ONU remplisse des missions humanitaires en Cisjordanie et à Gaza - UNDP, UNRWA, etc. -, passe encore. Mais qu'elle y dépêche un corps politico-militaire ne pourrait être interprété que comme un début de prise en charge par la communauté internationale de territoires dont le Likoud ne veut pas se séparer.

#### Le mauvais souvenir laissé par les observateurs de la paix

Si la requête devait être formulée devant le Conseil de sécurité, M. Arens a dit qu'Israël non seulement « espérait » mais « comptait » bien que les États-Unis y mettraient leur veto. Il a ajouté qu'Israël avait gardé un fort mauvais souvenir des observateurs de la paix placés par l'ONU dans le Sinaï après la campagne de 1956, et qui en étaient « très rapidement repartis » onze ans plus tard, à la veille de la guerre de juin 1967. Il a affirmé que rien ne justifierait la présence d'observateurs étrangers dans des « territoires où la présence israélienne est légitime », l'État hébreu, a-t-il poursuivi, en ayant « pris le contrôle après la guerre provoquée par les pays arabes en 1967 ». Et il a conclu en annonçant qu'Israël n'accepterait pas l'envoi de tels observateurs si le Conseil votait une telle décision.

Certains milieux officiels reçoivent un autre signe de dégradation des relations entre les deux pays. Ils rappellent qu'il avait fallu une semaine au département d'État et à la Maison Blanche pour dénoncer en juillet dernier l'attentat commis par un Palestinien contre un bus israélien qui avait causé la mort de quinze personnes sur la route Tel Aviv-Jérusalem. Cette fois, les États-Unis, dans la foulée du massacre de Rishon-le-Zion, ont immédiatement incriminé un climat favorisé par

l'absence de processus de paix et critiqué, à demi-mot, la répression des émeutes qui ont suivi dans les territoires - vendredi, un adolescent palestinien a été tué cependant qu'un bébé israélien de cinq mois était grièvement blessé à la tête par des pierres lancées sur la voiture de ses parents.

La réaction de Washington à l'affaire de Rishon-le-Zion ne constitue que la dernière en date d'une longue série de polémiques. Il y a eu les manifestations répétées de l'irritation américaine à la suite de l'installation de colonies juives dans le quartier chrétien de la vieille ville de Jérusalem, après la mise sous couvre-feu de toute la ville de Naplouse - (120 000 habitants) pour permettre à un groupe d'ultra-nationalistes d'y agrandir une colonie de peuplement, après les violences du gouvernement de transition du Likoud de créer subrepticement de nouvelles implantations.

Une partie de la presse assure que M. Shamir est bien conscient que la constitution d'un gouvernement de droite, dans ces conditions, ne pourrait qu'exacerber un peu plus la tension israélo-américaine et accroître l'isolement international du pays. C'est pour cela qu'il tarderait à mettre sur pied une telle coalition. Il caresserait l'espoir de reconduire la majorité d'union nationale avec les travaillistes - dont les dirigeants, MM. Pérès et Rabin, se laisseraient volontiers tenter. Vrai ou faux, le résultat est le même : cette valse-hésitation suscite une manière de paralysie politique, d'étouffement de la vie politique.

#### ALAIN FRACHON

La visite de M. Kouchner dans les territoires occupés. - En visite dans la bande de Gaza à la suite des incidents de ces derniers jours, M. Bernard Kouchner a exprimé le souhait, jeudi 24 mai, que « des conversations de paix s'engagent » entre Israéliens et Palestiniens. « Nous ne cherchons pas à utiliser la situation, ni à engager une épreuve de force avec le ministère israélien des affaires étrangères », a également dit le secrétaire d'État à l'action humanitaire, dont la visite a été présentée, de source proche du gouvernement israélien, comme étant de caractère privé. Une délégation soviétique est, également, arrivée jeudi en Israël pour une visite d'information dans les territoires occupés.

POINT DE VUE : la visite-éclair de M. Mitterrand en Union soviétique

### Un message pour Moscou

par Joseph Rovin

Le voyage du président de la République en URSS revêt une importance considérable, à quelques jours de la nouvelle rencontre Bush-Gorbatchev. M. Mitterrand est le dernier interlocuteur européen de son rang à s'entretenir avec le président de l'Union soviétique avant le nouveau sommet à deux qui va s'insérer dans la ligne des dialogues de Reykjavik et de Malte. Il est donc primordial que M. Gorbatchev reçoive du président français un message qui soit celui de l'union européenne tout entière. De cette Europe qui aurait dû être présente en Islande comme à Malte, et qui sera toujours présente au prochain tête-à-tête des deux Grands. Car l'Union soviétique, en dépit de la crise épouvantable qu'elle traverse, occupe toujours sa place de superpuissance. Elle conserve des armées militaires formidables, une diplomatie à la hauteur des plus grandes ambitions, et une situation géographique, comme voisine immédiate de l'Europe, qui impose aux Européens et aux Américains de rester étroitement unis.

Cette situation rend illusoire et dangereuse toute politique qui tendrait à faire de l'URSS un élément, voire un partenaire de l'équilibre au sein de notre continent. En s'unissant - l'union de l'Europe a effectué des progrès considérables depuis que M. Mitterrand se trouve à la tête des affaires françaises - l'Europe doit et peut équilibrer l'URSS, grâce à l'appui des États-Unis (qui eux aussi ont besoin de l'alliance européenne pour rester une puissance mondiale), mais l'Union soviétique ne saurait être, avec sa taille énorme, un facteur inhérent à l'équilibre européen. Cela signifierait une recrudescence de la politique d'avant 1914 (et aussi hélas de la politique européenne d'après 1918), quand l'idée d'un équilibre à maintenir entre les cinq grandes puissances, toutes européennes pour l'essentiel de leur être, correspondait aux besoins vitaux de la politique mondiale.

Au cours des décennies qui précèdent 1914, il devint de plus en plus clair que dans la course aux empires intercontinentaux l'Allemagne devenait l'élément le plus déstabilisant. C'est donc contre l'Allemagne qu'il fallait alors rétablir l'équilibre, mais dès 1918 les dirigeants européens et notamment les Français auraient dû chercher non pas à isoler la République de Wei-

mar mais à la ramener sans humiliations excessives dans le concert européen. Celui-ci, de toute façon, avait par ses divisions sanglantes perdu le rôle dominant qu'il avait été le sien pendant un court moment de l'Histoire.

Dès 1918, ce n'était donc pas contre l'Allemagne mais avec l'Allemagne qu'il fallait rétablir l'équilibre européen. Il en est de même aujourd'hui. Ce n'est pas contre l'Allemagne unifiée, qui ne sera toujours qu'une moyenne puissance un peu plus forte ou un peu plus faible que d'autres moyennes puissances en Europe, selon le secteur qu'on prend en compte, économique, social, démographique, militaire, étendue du territoire, mais avec elle qu'il faut bâtir une Europe capable de mener dans le monde une action qui lui soit propre, dans l'alliance avec l'Amérique, et autant que possible - dans l'amitié avec l'URSS ou la Russie.

L'équilibre, aujourd'hui et surtout demain, ne saurait être que mondial, et dans un monde polycentrique mais voué à une progressive unification (ne fût-ce que pour assurer la survie matérielle de la Terre et de l'humanité) l'Europe retrouve par son unité sa mission et sa vocation.

#### Le jeu ambitieux de M. Gorbatchev

A l'heure où nous sommes, M. Gorbatchev et le groupe dirigeant de l'URSS dont il est l'émancipation même avec très peu de bonnes cartes en jeu ambitieux ; obtenir en tablant sur l'inquiétude qu'il réveille de l'incertitude aussi bien que sur des tendances pacifistes et neutralistes, sur un certain antiaméricanisme et sur la popularité personnelle du président soviétique hors de ses frontières, un droit de regard et de veto sur l'ensemble des affaires allemandes et européennes. En tentant de séparer, lors de la rencontre « 2 + 4 », les aspects intérieurs et extérieurs de l'unification allemande, et en essayant de prolonger les négociations sur ce dernier point, M. Gorbatchev vise plus haut et plus loin que Staline lui-même, dans sa fameuse proposition de 1952. Ce jeu doit évidemment être replacé dans la politique soviétique qui vise à donner un caractère institutionnel permanent à la CSCE. Cette politique ne veut pas seulement faire éclater l'alliance atlantique en obtenant le départ des troupes et des

armes américaines (comptant à la fois sur l'intelligence des Européens et sur une réaction de dégoût des Américains), elle veut aussi détruire ce qui est et demeure pour Moscou l'obstacle majeur : la Communauté européenne.

En adressant en conjonction au président en exercice du conseil européen une lettre dans laquelle il propose la convocation d'une conférence pour la réalisation d'une union politique comportant une politique extérieure et une politique de défense communes, MM. Kohl et Mitterrand ont montré à M. Gorbatchev que ce n'est qu'en acceptant l'existence de l'alliance et de la Communauté qu'il peut établir des liens de coopération confiants et stables avec une Europe qu'il est hors d'état, désormais, de ramener à son état de division antérieur. Et ce n'est qu'ainsi que l'URSS pourra obtenir la sécurité, dont elle a besoin autant que nous. Les dangers que l'instabilité résultant de la décomposition de l'empire soviétique font incontestablement naître en Europe orientale ne pourront être conjurés que par une Europe forte, et seule une Europe forte pourra répondre positivement aux propositions d'un président Bush qui tendent à organiser entre l'Europe et l'Amérique des relations elles aussi mieux équilibrées.

En se rendant en URSS dans ce contexte qu'il a contribué lui-même à créer, le président de la République peut faire avancer à la fois, avec tout le poids qu'il peut être celui de la France, la construction de l'union européenne, la solidarité dans l'alliance, la stabilisation dans une Europe orientale sur la voie de la démocratie, et l'entente avec une Union soviétique qui a besoin de notre solidarité pour sortir de sa crise d'une manière qui ne favorise pas un renouveau d'ambitions impérialistes. Dans un tel dessein, la France retrouve une vocation digne de tous ses passés, à condition bien sûr de ne pas chercher à se distinguer ni de la Communauté ni de l'alliance dont elle fait partie, et de s'interdire des jeux de bascule qui, étant donné son poids spécifique, ne se soldent jamais en sa faveur.

# POLITIQUE

## Dans un avant-projet de loi remis au premier ministre M. Joxe envisagerait l'institution d'un « parlement » et d'un « gouvernement régional » en Corse

Conformément à ce qu'il avait annoncé à Ajaccio, au terme de sa dernière visite en Corse, M. Pierre Joxe s'est attelé à l'élaboration d'un avant-projet de loi global sur la Corse qui devrait, notamment, prévoir des aménagements du statut particulier de l'île, ainsi que l'avait souhaité le comité interministériel sur le développement de la Corse, en janvier dernier (le Monde du 18 janvier). Les premières conclusions de M. Joxe, déjà remises à l'Hôtel Matignon, devaient être soumises rapidement aux élus corses, avant que le ministre de l'Intérieur revienne lui-même discuter sur place, avec eux, de ses propositions.

Si le cabinet du ministre de l'Intérieur reste, pour le moment, silencieux sur le contenu de ces propositions, voire sur l'existence même d'un texte remis au premier ministre, M. Laurent Croci, l'un des élus régionaux, qui est aussi premier secrétaire fédéral de la fédération socialiste de Haute-Corse et l'un des membres de la « bande des quatre » (1), a levé un coin du voile.

M. Croci, qui fait partie des partisans de l'autonomie interne de la Corse, a notamment indiqué : « La loi Joxe prévoit un statut d'autonomie locale. (...) Nous aurons de très bonnes surprises. » (Il semble toutefois que la formule même de « gouvernement corse », qui divise la classe politique insulaire, ne figure pas explicitement dans le texte déjà remis au premier ministre.)

M. Croci a encore affirmé que M. Joxe envisage d'ériger l'actuelle assemblée régionale en « parlement composé de quarante-cinq membres élus au scrutin régional proportionnel avec barre minimum à 5 % ». Ce parlement « formerait un gouvernement régional chargé de conduire la totalité de la

politique économique, sociale et culturelle de la Corse ».

Quant à la reconnaissance du peuple corse, cheval de bataille des nationalistes, M. Croci a affirmé qu'« elle sera juridique et donnera satisfaction à ceux qui en font une condition préalable ». Ainsi, estime le dirigeant socialiste, « des nationalistes pourraient trouver solidement leur place dans la ligne du consensus que Pierre Joxe dessine depuis plusieurs mois en Corse ». En fait, les orientations proposées par le ministre de l'Intérieur dans le « document de travail » remis à l'Hôtel Matignon ne se retrouvent pas nécessairement dans leur intégralité au bout du processus. M. Joxe, qui, en mars dernier à Ajaccio, avait effectivement souhaité « aboutir à un maximum de consensus », a bien vu pour mandater le premier ministre de défricher des « voies d'extension des responsabilités autonomes de la Corse », selon la formulation prudente retenue à Matignon.

Mais, tout en réclamant des compétences accrues, le MRG et le RPR, qui représentent les forces politiques classiquement dominantes sur l'île, s'opposent catégoriquement à toute idée d'autonomie de la Corse et, plus généralement, à la politique de M. Joxe qui reconnaît autonomistes et nationalistes comme des interlocuteurs à part entière, au même titre que les autres forces politiques insulaires.

### Eviter tout « affrontement »

Cette opposition s'est même radicalisée, récemment, avec deux votes successifs de l'assemblée régionale - acquis sur la base d'une majorité droite-MRG - qui s'est prononcée contre toute réforme institutionnelle dans le sens de l'autonomie (le Monde du 13-14 mai). Il paraît donc, a priori, difficile de trouver un terrain d'entente à partir de positions de départ aussi éloignées. Or Matignon veut éviter tout « affrontement ».

Peut-être, selon une analyse développée par le cabinet du premier ministre, les partisans de l'autonomie pourraient-ils, au fil des discussions, baisser la barre de

leurs prétentions, tandis que le débat interne, dans le camp des opposants à l'autonomie, pourrait faire évoluer les choses : à l'intérieur de la droite insulaire, M. Jean-Paul de Rocca Serra, président RPR de l'Assemblée de Corse, pourrait écouter les arguments de M. José Rossi, député FR de Corse-du-Sud, plus sensible aux arguments de M. Joxe. De même, à l'intérieur du MRG, les positions de M. Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse et maire de Bastia, ne peuvent pas être assimilées à l'opposition résolue de M. François Giacobbi, sénateur du même département, à la politique de M. Joxe.

Matignon souhaite donc laisser le ministre de l'Intérieur mener à bien une concertation sous ces aspects. C'est seulement à l'issue de ce processus que M. Rocard portera une appréciation sur les propositions finales de M. Joxe, qui ne devront pas provoquer de « rejet ». Pour le cabinet du premier ministre, l'impératif est clair et conforme à la ligne générale de conduite de M. Rocard : le contenu du projet de loi-cadre sur la Corse devra être « sinon consensuel, au moins largement toléré ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et MICHEL CODACCIONI

(1) La « bande des quatre » est constituée de quatre élus de l'assemblée régionale ou parlementaires corses, d'origines diverses, qui, dans les derniers mois, ont été les interlocuteurs réguliers de M. Joxe à propos de la politique à définir pour l'île. Il s'agit de MM. Henri Amoua (RPR), Laurent Croci, José Rossi (UDF-PR), Max Siméoni (autonomiste).

## Réunion mouvementée, à Nîmes, pour M. Benassayag Les associations de rapatriés sous la pression du Front national

NÎMES  
de notre envoyé spécial

Le délégué du gouvernement aux rapatriés, M. Maurice Benassayag, s'est rendu à Nîmes, mercredi après-midi 23 mai, avec l'intention de présenter au Comité de liaison des associations nationales de rapatriés le bilan de son action (1). Il avait préparé un discours à la mesure de cette circonstance et il ne manquait pas d'arguments pour démontrer qu'il prend une part sincère - étant lui-même pied-noir - à l'impossible travail de fournir à une communauté pour laquelle le mot « équité » a perdu tout sens depuis vingt-huit ans. Un beau discours qu'il n'a pas eu le loisir de prononcer.

Tout avait pourtant bien commencé. Le président du comité, M. Jacques Augarde, avait même donné à son hôte un magistral coup de chapeau en affirmant que dans l'histoire du contentieux entre l'Etat et les rapatriés d'Afrique du Nord il avait « rarement rencontré autant de compréhension et d'aide » que de la part de M. Benassayag. Cet hommage avait été d'autant plus remarqué que l'une des plus turbulentes composantes de la communauté, le groupe Jeune Pied-Noir, satellite du Front national, avait exprimé l'intention d'en découdre avec le délégué du gouvernement.

Les tracts répandus à Nîmes « exigeaient » la démission de M. Benassayag et son remplacement, à la tête d'un vrai ministère des rapatriés, par... M. Jacques Soustelle, l'ancien gouverneur général de l'Algérie. La présence dans la salle du secrétaire général de Jeune Pied-Noir, M. Ber-

nard Coll, laissait prévoir un esclandre. Mais l'incident ne s'est produit qu'au terme de trois heures de travaux.

### « Est-ce qu'il faudra redevenir terroriste ? »

On avait entendu le général Edmond Jouhaud, très applaudi, faire l'éloge des anciens membres de l'OAS (Organisation armée secrète), diffusés, selon lui, par les dernières émissions télévisées sur la guerre d'Algérie. Dans la foule, le président de la MAFA (association des agriculteurs rapatriés), M. Jean-Louis Burgat, s'était exclamé : « Jusqu'à quand abusera-t-on de notre patience ? Est-ce qu'il faudra redevenir terroriste pour être reconnu français ? »

On avait vu le général Khelifa faire un tabac en exhortant ses jeunes coreligionnaires à assumer leur identité nationale et à se défaire des islamistes étrangers (« On ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la Méditerranée. On ne peut pas avoir un pied dans la mosquée et l'autre dans la discothèque. »).

On avait constaté, à travers toutes les interventions, que les rapatriés d'Algérie vivent douloureusement, aujourd'hui, deux sujets d'actualité : d'une part, l'émotion provoquée par l'affaire de Carpentras, parce qu'elle leur donne l'impression, par contraste, que les profanations commises dans les cimetières abandonnés en Algérie laissent la France indifférente ; d'autre part, le débat sur l'intégration de étrangers parce que les rapatriés n'admettent pas qu'on fasse tant de cas des immigrés alors que l'intégration de beaucoup d'entre eux,

en particulier celle des familles d'anciens harkis, reste à faire.

Les interpellations d'une partie de la salle, composée de près de six cents personnes, avaient confirmé, à plusieurs reprises, la persistance d'une forte tonalité d'extrême droite au sein de la communauté pied-noir : « Quand on s'attaque à Jean-Marie Le Pen, c'est le mensonge qui continue ! » « Nous sommes gouvernés par des pédés ! » « Il faut reprendre les miraillettes ! » Et l'on avait aussi remarqué que les dirigeants des associations les plus modérées n'étaient pas, eux non plus, imperméables à cette influence. Le président de l'ANFANOIMA, M. Jean Augat, par exemple, se référa sans détour à ses « amis du Front national ».

### La main sur le cœur

M. Benassayag, qui connaît bien son monde, ne fut donc pas surpris quand, in fine, le secrétaire général de Jeune Pied-Noir et un quatuor de ses amis tentèrent de « imposer à la tribune pour rectifier le gouvernement en accusation. Il s'ensuivit un moment de désordre. L'on vit M. Augarde résister vaillamment à la pression de M. Coll. M. Coll invita l'auditoire - sans être suivi - à quitter la salle pour protester contre cette atteinte à la liberté d'expression, une jeune fille de harki apostropher avec violence le délégué du gouvernement, l'un de ses jeunes compagnons partir à l'assaut de M. Benassayag, une chaise à la main, sans parvenir à son but... »

C'est l'intervention du général Jouhaud qui permit enfin au délégué aux rapatriés de s'exprimer. M. Benassayag évoqua alors, la main sur le cœur, ces jours maudits de 1962 où avec tant d'autres il guettait, en compagnie de sa grand-mère, les bateaux de l'exil sur les quais d'Alger, et la salle en fut toute rassemblée. Il lui suffit d'ajouter qu'il avait été le premier dirigeant socialiste à dire ouvertement que l'exercice du droit de vote « n'est pas la panacée de l'intégration », pour que, en conclusion de cette *Fria* d'un genre spécial, l'assistance apparût prête à le porter en triomphe aux Arènes proches...

Il n'en subsistait pas moins une impression de malaise. Un trouble qui risquerait de peser sur les relations entre le gouvernement et le Comité de liaison des associations de rapatriés si cette structure de coordination n'était complètement dans l'orbite du Front national.

ALAIN ROLLAT

## Adoption en commission du projet sur le travail précaire

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 23 mai, le projet de loi favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime de contrat précaire. Seuls les communistes ont voté le texte de M. Soisson, qui, après amendements, constituait une base d'accord avec le gouvernement (le Monde du 24 mai). Comme prévu, les députés socialistes ont obtenu l'insertion

d'un article additionnel qui précise que le gouvernement déposera au Parlement, avant le 31 décembre 1991, un rapport sur l'évolution du volume et des conditions du recours aux formes du travail précaire. Compte tenu des conclusions de ce rapport, des mesures législatives « déterminant les mesures correctives nécessaires si les objectifs énoncés dans la loi n'étaient pas atteints ».

PHILIPPE BOUCHER

D'autre part, un amendement du gouvernement a été adopté. Il inscrit en tête du projet une déclaration de principe rappelant que la règle en matière de droit de travail restait le contrat à durée indéterminée et que les dérogations à cette règle étaient limitées.

Les députés créent une commission de contrôle du Fonds d'action sociale. - Les députés ont décidé de créer, mercredi 23 mai, à l'initiative du groupe UDF, « une commission de contrôle de la gestion du fonds d'action sociale » (FAS), contre l'avis de M. François Massot (PS), rapporteur de la commission des lois saisie de la proposition de résolution UDF.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

**P**AUVRE Parti socialiste ! Déjà qu'il était sans crédit pour orienter la politique du gouvernement, voilà qu'il lui est maintenant interdit de rêver.

Alors que le Parti communiste a encore droit à quelques égards comme on en témoigne à un vieux serviteur pour modérer les accès d'humeur dus à l'âge, le PS est ravalé par M. Rocard en dépit du mépris où Charles de Gaulle tenait l'UNR, son parti-godillot passé en mode de parti majoritaire.

Non seulement le PS se tenait figé sur le terrain de l'action, n'avançant qu'avec crainte les suggestions les plus timides, voilà qu'il doit reculer sur le terrain des idées, y compris pour celles dont il n'y a rien à craindre.

Qu'il faille, dans certaines conditions, donner un droit de vote partiel aux étrangers lors de scrutins locaux, ou qu'au contraire la préférence doive être donnée à la nationalisation, on pourrait en discuter à perdre haleine, un tel choix étant par nature aléatoire pour ce qu'il peut apporter d'avantages ou d'inconvénients, pour la France et pour les communautés étrangères. C'est plus qu'un choix, c'est un pari.

Le PS, soutenu par certains mouvements comme la Ligue des droits de l'homme, s'était prononcé pour le vote des étrangers. Cela ne tirait pas à conséquence. Combien d'autres souhaits qui soulevaient les foules il n'y a pas si longtemps sont si bien enfouis dans les cartons qu'il serait même impossible de se les rappeler. Ce n'était rien, mais c'était encore trop. Le PS ne doit pas seulement se taire, il doit aussi abjurer. Le PS n'a pas changé d'avis ; tel Gallée, il lui est intime de proclamer qu'il n'en a plus.

**O**N savait depuis belle lurette que la droite inspirait la politique économique de la gauche. C'est maintenant l'extrême droite qui dicte ses conditions à propos des étrangers.

Car s'il est vrai que c'est la droite qui réclame cet engagement contre le droit de vote des étrangers (mais du gouvernement et non pas du Parti socialiste), c'est bien entendu sous la pression de l'extrême droite dont elle est, notamment sur ce point, le porte-parole apeuré.

La stratégie des dominos continue d'animer la politique française, et M. Le Pen a, concrè-

tement, sur le gouvernement, plus d'influence que le principal parti qui le compose.

Dans quel but cette politique de la retraite, celle qui permet à M. Juppé de dire avec quelque apparence de raison que le premier ministre n'a pas de politique ? Pour aboutir à l'élaboration d'une « charte minimale ».

Passons sur le sabir. On n'en est plus là. Mais au nom de quoi cette politique du minimum ? Pour faire plaisir à qui ? Pour se concilier quel parti ? Quel courant de pensée, en affaiblissant le sien ?

Qu'est-ce que cela veut dire, « charte minimale » ? Quelle est sa signification sur le plan de l'action gouvernementale et pour l'action politique en général ? Si compromettre et transiger deviennent des maîtres mots en ce domaine, quels sont les sujets qui n'ont pas vocation à la transaction et - restons aimable - au compromis ?

## Minimum

**A** quelque moment de l'histoire que la mémoire remonte, dans quelques Etat que ce soit, encore debout ou balayé par les siècles, le statut des étrangers, qu'on l'ait voulu sévère ou qu'il ait été libéral, est un critère de civilisation.

La Grèce a eu beau être, selon l'image convenus, le berceau de la démocratie, on sait bien que c'était, même pour les Grecs, une démocratie restreinte. La situation du métèque d'Athènes, au moins dans les textes, n'était pas enviable.

C'est dire que l'actuel débat sur le statut de l'étranger en France n'est pas du second ordre, mais du premier. Or, l'idée de « charte minimale » le ramène au rang de marchandise négociable, quelque part entre les stocks de beurre communautaires et les fonds propres des sociétés commerciales. Jusqu'où peut-on aller sur cette pente ?

Que ferait-on si, véhiculées par la droite pour les rendre, *stricto sensu*, discutables, de nouvelles exigences étaient formulées par l'extrême droite, dans cette forme d'ultimatum qu'elles revêtent à présent ? La peine de mort, par exemple.

Si aujourd'hui venait à expiration l'engage-

ment de la France à ce propos vis-à-vis de la Convention européenne des droits de l'homme, engagement par lequel elle s'interdit de rétablir la peine de mort durant une période d'au moins cinq ans, quelle serait l'attitude (on n'ose dire la politique, encore moins la morale) du gouvernement de M. Rocard ?

Essayerait-il, parce que le Front national l'exigerait et que la droite, se joignant au concert, le rendrait audible, de parvenir à une « charte minimale » sur la peine capitale ? Proposerait-il, à titre de bonne volonté, mais de ferme bonne volonté, bien sûr, qu'on ne rétablisse pas la dégoûtante guillotine mais l'injection mortelle parce que, ainsi que nous l'apprennent si volontiers les Etats-Unis, ces professeurs de droits de l'homme, cette méthode est plus propre, plus acceptable et représente un juste milieu entre l'honneur et l'indignité ?

La question n'est pas si théorique qu'il y paraît. C'est à partir de 1991 que la France pourra dénoncer son engagement à l'égard de la Convention européenne des droits de l'homme. Que fera-t-on ?

Dans ces conditions, y a-t-il une valeur qui ne soit pas négociable ? Mais ce qui est négociable peut-il être encore tenu pour une valeur ? Ou ira-t-on chercher les critères indiquant sans conteste que ce gouvernement n'est pas nul part, mais à gauche ? Intéressante entreprise pour qui voudrait s'y risquer.

Est-il une seule des mesures soumises au Parlement par le gouvernement qui n'aurait pu être votée, sinon même proposée, par la droite si les lois du genre ne l'avaient obligée à se prononcer contre ? Les lois du genre... voilà bien tout ce qui reste de la différence entre la droite et la gauche quand la gauche est aux affaires : les simagrées. Dès lors, est-ce qu'il ne serait pas plus clair et plus loyal que la droite occupe un pouvoir dont elle n'est exclue qu'apparemment ?

Toute bousade mise à part, la gauche paie bien cher son défaut de majorité au Parlement. Ne le paie-t-elle pas au-dessus de son prix ?

**PS chic.** - Rapé du Cercle Montherlant une invitation à assister à la causerie de M. Louis de Beauchamp, « auteur du livre Le Petit Groupe et le Grand Monde, sur le thème Marcel Proust était-il snob ? ». Enfin un débat pour la France.

## Diallo Telli

Cette biographie de Diallo Telli, la première à ce jour, raconte la vie et les engagements d'un grand Africain qui a marqué de son empreinte le continent au lendemain des indépendances. Ambassadeur puis ministre de Sékou Touré, dont il sera finalement la plus illustre victime au camp Boiro, il fut surtout, et pendant huit ans, comme premier secrétaire général de l'OUA, l'homme qui incarna l'Afrique.

Jeune Afrique informe ses lecteurs que Monsieur André Lewin dédicacera son ouvrage « Diallo Telli, La tragédie d'un grand Africain », le mardi 29 mai, de 16 h. 00 à 18 h. 30, à la Librairie L'Harmattan (21 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris).

JEUNE AFRIQUE LIVRES

Diallo Telli



226 pages  
abondamment illustrées  
Format : 16 x 23,5 cm.

Vente et renseignements :  
JAPRESS  
57 bis, rue d'Autouil  
75016 PARIS  
Tel. : 44.30.19.60

# POLITIQUE

## Divorce à l'italienne au RPR

Suite de la première page

Depuis quatre mois, si les relations ne se sont pas envenimées entre ce courant et la rue de Lille, elles demeurent difficiles. MM. Pasqua et Séguin ont renoncé - provisoirement - à l'offensive frontale et à des actions d'éclat, mais ils poursuivent leur action de façon de plus en plus autonome et maintenant, même, une attitude critique constante. La publication d'une Lettre bimensuelle, l'installation dans Paris d'un Centre de documentation et d'édition, l'organisation de tournées en province prouvent que le président du conseil général des Hauts-de-Seine possède de gros moyens et a de la suite dans les idées.

« Le plus crédible, c'est moi »

Quelles sont, précisément, ses idées, quelles sont ses arrière-pensées et ses motivations, quel est l'objectif de M. Pasqua ? Tout le monde, parmi ses partisans, parmi ceux du maire de Paris et dans l'opposition en général, comme dans la majorité, se pose de telles questions, et chacun y apporte des réponses qui sont plutôt des convictions intimes ou des suppositions. Car le président du groupe RPR du Sénat sait entretenir toujours deux fers au feu, éluder les questions ou leur apporter des réponses évasives, contradictoires ou énigmatiques.

C'est pour cette raison qu'on lui prête toujours l'intention de rouler pour lui ou de jouer pour d'autres. Il affirme que « le gaullisme n'est ni de droite, ni de gauche, puisqu'il mêle les valeurs des deux camps : la nation, la patrie, l'ordre, la liberté, la justice et le social ». Or, n'est-ce pas ce que proclame aussi M. Chirac ?

M. Pasqua ajoute, cependant, que, depuis quelques années, une certaine dérive s'est produite, qui paralyse l'opposition, puisque, explique-t-il, « nous sommes enlisés dans un accord général, qui consiste à dire que le RPR n'est rien sans l'UDF, que l'UDF ne peut rien sans les centristes et que le centre ne veut rien faire qui fasse de la peine au gouvernement ». L'organigramme actuel étant ainsi figé, donc inadapte, M. Pasqua en propose un autre : avec un RPR modernisé dans ses structures et dans son action, consistant autour de lui une grande force centrale, « mais

non centrée », pour devenir une majorité nouvelle.

« Il faut, affirme-t-il, que le mouvement gaulliste récupère la partie de l'électorat du Front national qui n'est pas d'extrême droite et reste républicaine, et qu'il séduise aussi les déçus du socialisme, les petits salariés qui ne profitent pas des progrès de l'économie ». Et lorsqu'on demande à M. Pasqua qui peut réaliser cette tâche, il laisse échapper : « Le plus crédible pour conduire cette campagne, c'est moi », mais il ajoute aussitôt : « Je ne veux pas la récupérer pour moi ».

Certains en doutent, qui prêtent à M. Pasqua, sinon des ambitions présidentielles, du moins celles de concourir dans les « primaires » pour l'Elysée, dont il est l'inventeur. Sinon, pourquoi s'appliquerait-il tant à soigner son image, à tenter de reprendre en main les sénateurs, à multiplier les contacts avec les élus locaux, avec les cadres du RPR et - plus discrètement - avec les dirigeants des autres partis ?

Pourquoi, aussi, trouverait-il si fréquemment à redire à toutes les initiatives de M. Chirac, lui reprochant même, non sans quelque mauvaise foi, de ne pas suffisamment expliquer aux électeurs du Front national qu'ils font fausse route ? Pourquoi insisterait-il encore, dans sa lettre du 31 mai, sur les « stratégies contradictoires » de M. Chirac et de lui-même, c'est-à-dire celles de l'union des États-majors et celle du pôle central à vocation majoritaire, stratégies entre lesquelles « toute synthèse serait illusoire » ?

### Double langage

Le président du RPR ne cache pas sa déception devant les critiques de son ancien conseiller, qui l'ont surpris, puis blessé. Il s'interroge, lui aussi, sur ses intentions, sans trouver de réponse qui le satisfasse vraiment. Il s'indigne que M. Pasqua lui reproche de ne pas assez tenter de convaincre les électeurs égarés, alors, rappelle-t-il, qu'il n'a jamais cessé de le faire, qu'il a toujours eu une attitude catégorique envers M. Le Pen et qu'il n'a jamais - au contraire - parlé, lui, de « valeurs communes » avec le Front national, comme M. Pasqua l'a fait entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988.

Pour M. Chirac, les menagements de certains éléments du RPR et de l'UDF à l'égard du Front national n'ont profité qu'à ce dernier. Il convient donc de

convaincre toute l'opposition de ne s'embarasser désormais, vis-à-vis des dirigeants de l'extrême droite, d'aucune précaution. Les critiques de M. Pasqua à ce sujet lui semblent, en conséquence, tout à fait dépassées et sans objet.

M. Chirac ne souhaite pas rompre avec son ancien ministre de l'Intérieur. Il subsiste toujours, entre les deux hommes, des sentiments d'affection personnelle, qui se manifestent en certaines occasions de la vie privée. Sans se soucier des états d'âme de M. Pasqua, M. Chirac a cependant déterminé sa riposte à l'extrême droite en se plaçant sur le plan de la morale et de la philosophie de la société. Et, tout comme le souhaite M. Pasqua, il a clairement désigné son ennemi de droite et son adversaire de gauche, de la même façon que le sénateur des Hauts-de-Seine accuse M. Mitterrand d'être « l'allié objectif de Le Pen ».

Le maire de Paris s'entonne, aussi, que M. Pasqua dément oralement les éditoriaux qu'il signe dans sa Lettre : qu'il affirme publiquement que M. Chirac est « le meilleur et le seul présidentiable du RPR » et que, en privé, il estime que celui-ci n'a plus de chances d'être élu ; qu'il donne dans les instances du mouvement son accord pour une confédération de l'opposition et que, devant ses proches et dans ses écrits, il s'y dit hostile. On n'est donc pas loin, dans l'entourage du maire de Paris, de soupçonner M. Pasqua de duplicité ou, pour le moins, de double langage. On se demande s'il n'est pas dépité de ne plus être, comme il le fut un temps, le mentor unique du président du RPR.

### Les séguinistes s'interrogent

On assure que, contrairement aux affirmations de M. Pasqua, le RPR ne se porte pas mal, puisque le nombre des adhérents à jour de cotisation augmente légèrement, mais régulièrement, depuis deux ans, puisque les sondages enregistrent une amélioration, bien que modeste, de son image, et puisque les élections partielles soulignent le maintien de ses positions et, parfois, quelques progrès. Il est donc faux, selon M. Chirac, de parler d'un tassement du mouvement.

Le président du RPR en veut aussi pour preuve le fait que l'entreprise de M. Mait, avec la création de la Force unie, n'a pas connu le succès escompté, à partir du moment où elle est apparue comme une opération sédition, dirigée contre la direction du mouvement. Le maire de Lyon n'a pas pu, en effet, recruter de personnalités importantes au sein du RPR, et celles qui l'avaient rejoint au début, comme MM. Carignon et Devoulin par exemple, veulent à conserver de bonnes relations avec M. Chirac. Ce dernier décèle-t-il, aussi, des fissures dans le courant Pasqua-Séguin ? L'alliance des

deux hommes, si différents par certains côtés, continue de poser bien des questions à leurs partisans respectifs, qui peuvent se résumer en une double interrogation : « Qui a absorbé qui, et pourquoi ? »

Le conflit interne, qui serait latent entre le sénateur des Hauts-de-Seine et le maire d'Epinal, procéderait de deux stratégies opposées en vue de la conquête du pouvoir. M. Pasqua, en cherchant à placer M. Séguin à la direction du RPR pour remplacer M. Juppé, espérait s'assurer ainsi la maîtrise de l'appareil. Le sénateur souhaitait, parallèlement, que M. Chirac se mit en dehors du parti pour, disait-il, « rassembler plus largement ».

### Préparer 2002

Ce schéma s'inscrirait dans celui de l'organisation des « primaires » pour l'élection présidentielle. M. Pasqua

aurait pu, au même titre que M. Chirac, mais avec un parti tenu par lui, s'offrir à la candidature. Cette hypothèse avait sous-tendu la fronde du mois de janvier et la tentative de prise de contrôle du RPR aux assises du 11 février, avec le projet de « nouveau rassemblement », qui avait alors recueilli le tiers des voix.

Cette solution ne semble pas totalement séduire les « séguinistes », loin de là, puisqu'ils veulent préparer leur champion pour l'élection présidentielle de 2002 (M. Séguin aura alors cinquante-neuf ans), en comptant sur un échec de M. Chirac en 1995. Encore faudrait-il que, dans cinq ans, la voie ne soit pas bouchée par M. Pasqua. Certains proches de M. Séguin se demandent aujourd'hui si, devant les ambitions supposées de M. Pasqua, ils ont vraiment fait le bon choix, et ils envisagent soigneusement de rompre les ponts avec M. Chirac. Est-ce un signe que le député des Vosges envisage avec

le maire de la capitale une exposition commune sur « Paris dans l'image d'Epinal » et qu'il adhère au très chicsien Club 89 ?

Il est vrai que le spectacle des querelles personnelles, des luttes d'influences, des rivalités entre dirigeants produit un effet délétaire sur les cadres et les militants du RPR, qui ne sont décidément pas habitués aux subtilités des combats entre courants. Car l'autorité et la légitimité de M. Chirac auprès des adhérents du mouvement ne sont pas mises en cause, comme l'a montré sa réélection à la présidence du RPR, à l'unanimité, le 11 février. Les courants sont perçus comme l'expression de nuances, comme des moyens de pression, mais non comme des leviers de désaffiliation du chef. La séparation n'est pas admise entre « compagnons ». Reste le divorce « à l'italienne ».

ANDRÉ PASSERON

« De Gaulle au soir de sa vie », de Pierre-Louis Blanc

## Les souvenirs d'un confident

Lorsque de Gaulle quitte l'Elysée - cette fois-ci sans esprit de retour - en avril 1969, sa rupture avec les Français qui l'ont désavoué par le référendum du 27 et surtout avec ses successeurs est claire et totale.

Retiré à Colombey, voyageant en Irlande et en Espagne, il entreprend la rédaction de ses « mémoires » qu'il s'appelleront « d'espérance ». Il n'accepte après de lui que quelques rares fidèles. L'un d'eux, M. Pierre-Louis Blanc raconte aujourd'hui comment fut « de Gaulle au soir de sa vie » en publiant les souvenirs qu'il avait rédigés en 1975. Ce témoignage est d'autant plus intéressant qu'il vient de l'homme qui, pendant cette ultime traversée du désert à en les plus fréquents contacts avec le général au point de devenir son confident en l'aidant dans la publication de ses œuvres. Il est aussi le fait d'un collaborateur récent, étranger à toutes les pesanteurs historiques du gaullisme puisque ce diplomate de carrière n'est devenu chef du service de presse de l'Elysée qu'en 1967, à 41 ans.

La lecture de ses souvenirs montre de façon éclatante non seulement que M. Blanc a été fasciné par de Gaulle mais qu'il en a même reçu une sorte de foi de charbonnier. Son admiration frise

l'idolâtrie lorsqu'il finit des pages les qualifiant les plus flatteurs de s'accompagner jamais de la moindre nuance. La force, la vitalité, la fierté, le courage, le sang-froid, la vaillance, l'imagination, la sensibilité, l'audace, la finesse sont parmi les innombrables vertus appelées à la rescousse pour tout justifier, même les moindres actions de de Gaulle.

Mais heureusement, Pierre-Louis Blanc a su également saisir, écouter et retenir. Il fait revivre avec talent la vie quotidienne et le comportement intime du général aussi bien à l'Elysée qu'à Colombey grâce à quelques détails inédits et révélateurs qui humanisent le héros solitaire.

### Le général rédigeait « dans la douleur »

Dans un style agréable, agréablement de référence, il livre quelques confidences du général. Ce sont tout à tour des fresques lucides sur l'état du monde, des réflexions désabusées sur l'ingratitude ou sur « la faillite des élites françaises en juin 40 et en mai 68 », et des saillies goussardes ou vengeresses sur certains hommes. La remarque du général sur Georges Pompidou « qui n'a pas été correct » explique pour M. Blanc « le drame de l'amitié trahie » avec « la déchirure de 1968 » et il insiste lourdement sur ce divorce. Il note aussi quelques réactions « vachardes » de de Gaulle à l'égard de la presse en général et du Monde en particulier. On sent bien que l'auteur est tenté d'épouser et parfois d'amplifier les querelles et les rancœurs de celui qu'il sert si dévouement.

Enfin cet ouvrage apporte de précieuses indications sur de Gaulle écrivain et éditeur. N'appréciant réellement que la littérature comme forme d'art, le général rédigeait « dans la douleur » et il a déploré sans modestie de ne pas avoir, contrairement à Napoléon, trouvé son Chateaubriand dans le monde des lettres. M. Blanc explique (page 275) comment de Gaulle s'est décidé à publier les recueils de ses « discours et messages » après la parution d'ouvrages qui y étaient déjà consacrés (1) car il souhaitait que ne soient retenus pour l'avenir que les textes qu'il avait écrits et non ceux qu'il avait improvisés. Et pourtant cette règle a subi quelques entorses notables. C'est pour se venger du Conseil d'Etat « qui s'est trop mal conduit » que de Gaulle supprime le 28 janvier 1960 devant cette assemblée. C'est parce qu'il ne l'avait pas expressément rédigée qu'il n'y a la fameuse formule tant attendue lancée à Montargis le 6 juin 1958 « Vive l'Algérie française ! » alors qu'il laisse subsister en revanche le « Vive le Québec libre » improvisé au balcon de l'hôtel de ville de Montréal le 24 juillet 1967. Le général ne serait-il pas aussi parfait que l'image d'Epinal que veut en donner son zélé portraitiste ? Cette histoire qui se veut édifiante est d'abord celle d'une passion éblouie pour un homme d'exception.

A. P.

(1) Il s'agit de deux volumes « de Gaulle parle » par André Passeron parus en 1962 chez Plon et en 1966 chez Fayard.

► Fayard, 385 pages, 120 F.

### POINT DE VUE

La saisine du Conseil constitutionnel

## Les libertés ne seraient-elles plus garanties par la loi ?

par Alain Pöher

Après l'adoption en première lecture, le 26 avril, par l'Assemblée nationale, du projet de saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables, le Sénat examinera cette réforme les 12 et 13 juin. Auparavant, la commission sénatoriale des lois, dont le rapporteur du texte n'est autre que son président, M. Jacques Larché (Rép. ind.), en discutera le 6 juin.

LA DÉFENSE des libertés concerne chacun d'entre nous et au premier chef les responsables politiques de notre pays. Le projet de révision constitutionnelle, engagé voici peu par le gouvernement et soumis maintenant au Sénat, mérite donc une attention particulière. La faculté de contester la constitutionnalité d'une loi qui serait reconnue aux justiciables est-elle de nature à faire progresser nos libertés ?

Le Sénat a déjà commencé sa réflexion sur ce sujet afin d'en débattre au début du mois de juin. Comme à son habitude, la Haute Assemblée entend examiner les dispositions proposées avec sérieux et dans la sérénité, à l'abri des querelles partisans. Aussi ne puis-je que regretter de voir cette importante question touchant nos libertés être ramenée par certains commentateurs à un simple débat politique.

Comment admettre, en effet, qu'exprimer ses interrogations ou suggérer un amendement au projet puisse être interprété comme une opposition au chef de l'Etat ou au gouvernement ou encore comme la volonté de faire obstacle à la réforme ? A l'évidence, il n'en est rien, d'autant moins que

la pensée de la gauche sur ce sujet a elle-même beaucoup évolué ces trente dernières années.

Qu'on en juge ! En 1958, lors des débats au sein du comité consultatif constitutionnel, le principe même de la création d'un Conseil constitutionnel a fait l'objet de longues discussions. Un consensus ne s'est dégagé que sur la mise en place d'un organe de régulation des institutions et non sur celle d'une juridiction. Les plus ardents opposants à cette deuxième conception étaient les représentants de la gauche, juristes de renom ou hommes politiques.

L'adhésion aux institutions d'une partie des forces politiques qui les avait rejetées s'est réalisée en une trentaine d'années. La désignation au sein du Conseil constitutionnel de mon prédécesseur et la décision que j'ai obtenue en 1971 sur la question fondamentale de la liberté d'association ont grandement contribué à rapprocher l'opposition de l'époque de nos institutions. Enfin, la gauche accédant au pouvoir en 1981 a épousé nos institutions de la même manière qu'elle a fait sienne la politique de défense poursuivie depuis trente ans.

Si donc en 1958 le principe d'une « Cour suprême » a été clairement rejeté, c'est que son institution soulevait des difficultés qui auraient rendu nécessaires certains aménagements. Certes, depuis trente ans, le contexte politique a évolué, mais les mêmes interrogations subsistent, que les dirigeants d'aujourd'hui, opposants d'hier à l'établissement d'une véritable cour constitutionnelle, ont trop tendance à taire, voire à nier.

Pour quelqu'un qui participe

depuis plus de trente ans au fonctionnement des mécanismes mis en place en 1958, il est satisfaisant de constater que les institutions de la V<sup>e</sup> République ne sont plus contestées et que personne n'en suggère plus la bouleversement. C'est sans doute parce qu'elles ont permis le déroulement normal de l'alternance politique comme le souhaitait le peuple de France.

Compte tenu de cet acquis institutionnel, le seul débat sérieux qui puisse prospérer, aujourd'hui, est un débat sur les libertés. On l'a bien vu en 1984, où, lors d'une divergence radicale d'appréciation entre les deux Assemblées sur la question de la liberté scolaire, il n'est resté au président de la République qu'une solution : la démission du gouvernement assortie du retrait du texte.

### Rien de fondamental

Il est donc naturel qu'on s'interroge sur les moyens à mettre en œuvre pour garantir et étendre les libertés. En 1974, le président Giscard d'Estaing a proposé et fait adopter une modification de la saisine constitutionnelle, désormais ouverte à soixante députés ou soixante sénateurs, conférant ainsi à la minorité parlementaire un droit nouveau. A l'époque, la gauche s'y était opposée farouchement. Et pourtant à l'usage, seize ans plus tard, le résultat apparaît largement positif quand on observe le nombre de recours que chacune des minorités parlementaires successives a déposées depuis cette date.

Cette fois, le débat qui nous est proposé ne revêt pas un caractère fondamental. Les institutions ne

sont pas en jeu, pas plus que les libertés ne sont menacées.

Je fais confiance à la commission des lois du Sénat et à son rapporteur pour qu'ils examinent ce texte avec toute l'attention nécessaire afin de lever les réserves qui subsistent et de répondre aux interrogations légitimes qu'il suscite. Si, par exemple, le Conseil constitutionnel devient une juridiction à part entière, les justiciables doivent pouvoir bénéficier de garanties supplémentaires, clairement définies dans le texte constitutionnel et dans la loi organique.

Interrogation légitime également sur la définition des droits fondamentaux ainsi que des lois susceptibles d'être déferées. Problème enfin d'équilibre des pouvoirs au sein de nos institutions. Personne n'a jamais souhaité l'avènement d'un gouvernement des juges. La meilleure garantie pour les libertés publiques réside dans le bon fonctionnement de nos institutions, et principalement du Parlement. Imagine-t-on dans quelle situation juridique se trouverait le justiciable, comme le Parlement, si la loi, objet de la contestation, était déclarée anticonstitutionnelle ? Ne risquerait-on pas d'avoir de nouvelles querelles dans des domaines inattendus alors que l'alternance a permis d'établir l'existence d'un consensus sur l'ensemble de notre patrimoine législatif ?

Dans cette affaire, il faut donc prendre son temps et faire en sorte que l'Assemblée nationale et le Sénat engagent un véritable dialogue sur ces questions de fond en essayant d'échapper aux pré-occupations politiques quotidiennes.

► Alain Pöher est président du Sénat.

Selon un sondage « l'Express »-Louis Harris

## Les cotes de MM. Mitterrand et Rocard remontent

L'Express, daté 25-31 mai, publie les résultats des quatre derniers sondages réalisés par l'institut Louis Harris (1), depuis celui des 5 et 6 avril qui avait été marqué par une baisse (par rapport au mois précédent) de douze points de la cote de M. François Mitterrand.

### Au conseil des ministres

### Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 23 mai a approuvé les promotions et nominations militaires suivantes :

« TERRE. - Est nommé inspecteur de la défense opérationnelle du territoire (DOT), le général de division Jacques Favreau.

Sont promus : général de division, le général de brigade Jacques Leroy ; général de brigade, le colonel Henri Clappier.

« ARMEMENT. - Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe, Nicolas Du Pré de Saint-Maur ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef René Gaudry, Jacques Guimonez, André Moulier et Michel Nicolas.

Sont nommés : chargé de mission auprès du directeur des armements terrestres, l'ingénieur général de première classe Michel de Launay, directeur de la section d'études et de fabrications des télécommunications, l'ingénieur général de première classe Michel Colin de Verdère.

rand et de sept points de celle de M. Michel Rocard.

La plus récente de ces nouvelles enquêtes, organisée au moment où était connue la profanation des tombes juives de Carpentras, indique une nette remontée des cotes de MM. Mitterrand et Rocard : 51 % de Français approuvent leur action, contre respectivement 36 % et 34 % qui la désapprouvent. L'action du gouvernement de la République était approuvée par 48 % en avril, et par 46 % entre les 4 et 6 mai, tandis que celle du premier ministre recevait l'acquiescement de 49 % en avril et de 47 % début mai.

Le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, qui avaient pâti des effets négatifs du congrès socialiste de Rennes, repassent du terrain avec le choc de Carpentras, principalement dans deux catégories : les personnes âgées et les femmes.

Depuis la création du baromètre mensuel l'Express-Louis Harris, en janvier 1989, les courbes de popularité des deux hommes restent quasiment parallèles : stables dans l'électorat de gauche, elles fluctuent, en revanche, chez les électeurs du centre droit. Devant la montée du Front national et la résurgence de l'antigamisme et du racisme, cet électoral semble plutôt conforter les positions de MM. Mitterrand et Rocard.

(1) Les quatre sondages ont été effectués les 19 et 20 avril auprès de mille cinq personnes ; du 26 au 28 avril auprès de mille cinq personnes ; du 4 au 7 mai auprès de mille cinq personnes ; et les 10 et 11 mai auprès de mille huit personnes.

12 Musique : Roberto Carlos, le romantique  
- M<sup>me</sup> Cresson renonce à s'occuper du dossier THD

Les ordures ménagères sont un véritable casse-tête pour les élus locaux. En France, à Montpellier notamment, et à travers le monde, les expériences se multiplient

batardeaux d'acier de 45 mètres de haut, qui servent de parois à des digues de 20 mètres d'épaisseur, emplies de sable. Ces murs de forteresse doivent résister aux cyclones et aux tremblements de terre. Car il faut éviter à tout prix la moindre fuite. Pas question, pour les Japonais, de polluer la mer qui baigne leur capitale.

A raison de 10 000 tonnes d'ordures non combustibles par jour, c'est en aujourd'hui à une hauteur de 20 mètres au-dessus du niveau de mer. L'exploitation de Yumenoshima, l'« île du rêve », en japonais, durera jusqu'en 1996, lorsque la couche de déchets entreposés au-dessus de 20 mètres d'altitude.

A Kawaguchi, une commune de banlieue « chic » de Tokyo. On y trouve encore pour le traitement des déchets. On a demandé aux 400 habitants de la cité de séparer le ordure ménagères en quatre p belles distinctes : l'une pour le v l'autre pour les boîtes métallique troisieme pour le papier et la trisme pour le reste. La ménagère pose donc de deux petits sacs pou récipients (verre ou métal), crier pour les vieux journaux. d'une poubelle sous l'évier, la ramassée par les éboueurs (deux nar, semaine).

leur qualité (ferreux ou non). « Nous avons ainsi économisé 3 milliards de yens depuis 1980, explique M. Ozawa, le directeur de l'environnement de Kawaguchi. Nous avons gagné 600 millions de yens en vendant nos matériaux recyclables et surtout économisé 2,4 milliards en ordures à incinerer ou mettre en décharge. »

En France, les expériences de collecte sélective et de tri « à la source » sont encore bien timides. Seule la récupération du verre s'est généralisée, mais seulement sur une base volontaire, avec des conteurs stationnés aux endroits stratégiques. La Ville de Paris prévoit de tester le principe des trois poubelles dans certains arrondissements, mais on est encore loin des appartements disposant de trois vidés-poubes distincts.

Dans le Nord, un pas important a été fait, le lancement, en septembre dernier, de l'opération « pour le bleu ». Quelque 15 000 ménages de la banlieue pavillonnaire de Dumbéville ont reçu une deuxième bombe de couleur bleu, où les résidents ont été invités à déposer tout ce qu'ils ont en métal, verre ou plastique. Ramassée une fois par semaine, la poubelle est dirigée vers une usine, baptisée Trissteel, où toutes les sornes sont occupées à trier les métaux qui défilent sur un convoyeur électrique, aidés par un aspirateur électro-aimant.

Après quelques mois de fonctionnement, le bilan est déjà bon : matériaux ainsi récupérés peuvent être vendus dans un rayon de 100 km autour de Dunkerque. Le tissu trié est dense, si polluant par ailleurs, qu'il permet de valoriser les ordures ménagères.

**ROGER CANS**

En annonçant devant le congrès de l'ASCO (American society of clinical oncology) qui a lieu actuellement à Washington qu'il avait réussi à introduire des gènes étrangers dans les cellules sanguines de cinq patients, le docteur Steven Rosenberg (National Cancer Institute, Bethesda) a démontré que le temps n'était sans doute pas loin où l'on pourrait mettre en oeuvre de véritables thérapies géniques.

L'étude dont le docteur Rosenberg a présenté les résultats préliminaires, consistait à prélever, sur cinq patients atteints de mélanome (cancer de la peau) au stade terminal, des globules blancs (lymphocytes) qui étaient ensuite « marqués » au moyen de l'insertion d'un gène facilement identifiable dans leur patrimoine génétique. Une fois cette opération délicate accomplie – et après avoir vérifié que le gène, en l'occurrence un gène bactérien de résistance à un antibiotique, néomycine, s'était bien incorporé dans le matériel génétique des lymphocytes – les cellules étaient éliminées « dopées » *in vivo* avec l'interleukine-2 de manière à renforcer leur capacité naturelle à attaquer

issus cancéreux. Par la suite, les phagocytes étaient rejets dans l'organisme des patients opérés. Cette étape initiale de la manipulation génétique réalisée officiellement sur l'homme a été finie le 22 mai 1989 en collaboration avec les docteurs W. Freeman (de Anderson) et Michael Blasie (*le Monde* du 24 mai 1989).

Aujourd'hui on recule donc il peut disposer sur place, le docteur Rosenberg a révélé à Washington qu'il avait bel et bien retrouvé ces cellules manipulées dans le sang circulant de ses patients et, mieux encore, qu'à 189 jours, avaient survécu jusqu'à 189 jours. Des biopsies ont permis, 64 jours après l'opération, de constater la présence de l'infection des cellules manipulées, de retrouver la présence des lymphocytes modifiés au niveau même des tissus tumoraux. Une preuve, donc, possible qu'il est possible, de mettre au point de nouveaux traitements de cancer.

« C'est la première étude qui montre que des gènes étrangers introduits dans des cellules humaines peuvent survivre in vivo » a déclaré mardi 22 mai le docteur Rosenberg. L'illustre chercheur américain d'aujourd'hui ajoute qu'une étape venait d'être franchie avant d'introduire des gènes pouvant

méliorer la survie de patients atteints de cancer. Dans un second temps, et après avoir obtenu toutes les autorisations de ses comités de tutelle, le docteur Rosenberg se propose en effet d'introduire dans les lymphocytes de quelques patients atteints d'un cancer pour la « façetter » (c'est-à-dire de les rendre sensibles à l'attaque) d'une substance susceptible d'être détruite par les cellules cancéreuses. Une fois dopées et réinjectées dans l'organisme des patients cancéreux, ces lymphocytes manipulés devraient en effet produire du TNF en grande quantité au niveau même de la tumeur (ce tropisme particulier des lymphocytes pour la tumeur cancéreuse s'explique par le fait que Rosenberg, pour conduire son expérience, a eu l'idée d'utiliser des lymphocytes prélevés sur la tumeur elle-même et que l'on appelle TIL (tumor infiltrating lymphocytes).

A ce jour, sur les cinq hommes ayant participé à cette première expérience et qui, étant donné la gravité de leur cancer, étaient initialement condamnés à mourir dans les trois mois tant leur cancer était à un stade avancé, trois sont morts et deux ont bien réagi à ce traitement expérimental. A tel point que leur mélanome a disparu dans les dix mois.

**FRANCK NOUCHI**

Mais où est donc passée l'icône du quartier creusois à Toulouse ? Depuis mercredi 23 mai, la « Vierge Marie de la Porte du ciel » a quitté l'appartement de la rue Darquès pour une destination inconnue, emportée par une personne dont Mgr Collini, l'archevêque de Toulouse, se refuse à donner l'identité. Néanmoins, il a voulu soustraire à la curiosité publique, à la présence ostentatoire de quelques milliers de pèlerins, l'icône « miraculeuse » qui exsudait une huile odorante (Le Monde du 22 mai). M. de Saint-Garde de Soos, le propriétaire du appartement où était exposé l'objet, s'était déjà plaint de succès soudain et incontrôlé rencontré par son icône, une statue en bois réaliste, au Mont-Athos.

Prudente comme à l'accoutumée devant de tels phénomènes, l'Egypte s'est contentée de diligenter

enquête canonique dont les résultats ne sont toujours pas connus. Mais le tapage médiatique fait par cette « manifestation » la semaine dernière et l'afflux de visiteurs ont certainement conduit les autorités religieuses à le soustraire à la curiosité publique.

Il est vrai que le quartier s'était transformé en un « petit Lourdes », comme disait l'une des croyantes venue chercher son carré de coton odorant. Ces jours derniers, ils étaient des centaines, surtout des femmes, à attendre pendant des heures pour pénétrer dans le « lieu saint », jeter un regard sur la statue touchée sur une commode et repartir avec un carré de papier alu minium contenant le coton imbibé de la précieuse huile à laquelle le nez aversé trouvait un parfum d'Orient. Le phénomène avait pris une telle ampleur que, certains marchés même à manquer, certains commerçants se contentent de

quelques bonnes paroles dist

buées généralement par un animateur du Renouveau charismatique dont M. Garday de Soos, soixante-treize ans, est lui-même membre. Il paraît que « l'affluence dérangeait le miracle ».

Le phénomène demeure toutefois inexplicable à ce jour. Et Mgr Collini fait simplement remarquer qu'une certaine de phénomènes semblables, et qui demeurent tout aussi mystérieux, se sont déjà produits en France. L'archevêque ne veut rien dire de plus, ni sur la réaction de la foule ni sur la personnalité de M. Gardey de Soos, dont le nom de « Gardey » veut dire « gardien de Dieu ». Cat ancien directeur d'une compagnie d'assurances avait été condamné en 1988, après huit ans de procédure, à deux ans de prison avec sursis et à 125 000 francs d'amende dans une affaire de détournement de fonds dans un maison de retraite de Colomiers dans la banlieue de Toulouse.

**GÉRARD VALES**

**MONTPELLIER**  
notre correspondant

« Le 26 mai, dites ce qu'il vous plaît », peut-on lire sur des affiches vertes placardées sur les murs de Montpellier depuis que seize communes de l'agglomération ont accepté, à la demande du district présidé par le maire socialiste de Montpellier M. Georges Frêche, de se prononcer par référendum sur le mode de traitement des ordures, et sur le site où devront être stockées dans la future les déchets municipaux.

Cette consultation témoigne de la difficulté de trouver une solution alternative à l'actuelle décharge de Lattes, vieille de vingt-trois ans. Une verrerie située dans une zone touristique, au bordure de littoral près de Palavas, qui est aujourd'hui saturée par cent quarante mille tonnes de déchets annuels, et provenance de vingt-quatre communes. Prévue à l'origine pour ne pas dépasser deux mètres cinquante de hauteur, elle

En mai 1989, M. Frêche avait présenté un projet baptisé Déméter impliquant, d'une part, le tri des ordures en vue de leur recyclage accompagné de fabrication de compost, et d'autre part, l'enfouissement des résidus au fond d'une fosse étanchéisée sur la commune de Montmarnaud, dans la garrigue à l'ouest de Montpellier. Ce projet, qui a reçu la bénédiction du bureau de recherches géologiques minières, est évalué à deux

Mais à la farouche opposition des maires des communes riveraines, soutenus par plusieurs scientifiques dénonçant les risques inhérents à la perméabilisation du site et la possible contamination d'une source alimentant l'eau potable la région sud-ouest de Montpellier, s'est ajouté l'opposition des trois commissaires enquêteurs désignés par la prefecture en vue de la déclaration d'utilité publique du projet. Troublés par les incertitudes liées au site, ils ont refusé de rendre avis. Leurs non-positions ont été interprétées, d'un côté, comme un refus d'adhésion à la loi, et, de l'autre, comme un refus d'adhésion à la loi.

fet à demander l'avis du Conseil d'Etat, procédure exceptionnelle qui exige, de la part du district, le renouvellement de sa demande de déclaration d'utilité

Avant de le faire, M. Frêche a donc opté pour un référendum qui posera deux questions. La première permettra de se prononcer sur le procédé du tirage au sort, sur lequel l'unanimité semble acquise. La seconde porte sur la nécessité ou non de maintenir la demande d'utilité publique en vue de créer un centre de traitement des ordures Montamaud. Si le non l'emporte, le président du district envisagerait l'installation d'un centre de tri sur la Sète, maintenant déchargée de la Lattes, maintenant en l'état. Cette solution rapporterait une nouvelle fois la solution au problème dont Frêche s'aggrave, mais M. Frêche exclut pour l'instant la recherche d'un autre endroit qui ne puisse lui, réunir un large consensus. Il ne veut pas non plus entendre parler d'une usine d'incinération.

**JACQUES MONNI**

**EN CINÉMA À PARTIR DU 30 MAI 1990**

**SHOAH**  
LE FILM DE CLAUDE LANZMAN

Cinéma : le Saint Germain des Prés - 22 rue Guillaume Appollinaire  
75006 PARIS - Tél. 42.22.87.23

- Du 30 Mai au 5 Juin : 1ère époque à 13h30 et à 19h00 - durée 4h30
  - Du 6 Juin au 12 Juin : 2ème époque à 13h30 et à 19h - durée 4h50
  - les Samedi 2 et 9 Juin : 1ère époque à 13h30 - 2ème époque à 19h30
  - les Dimanche 3 et 10 Juin : 1ère époque à 13h30 - 2ème époque à 19h
- présenté par Ciné - Classic

présenté par Cine - Classic

## SOCIÉTÉ

La frontière entre justice et politique

### Ces magistrats devenus députés...

Le XXIII<sup>e</sup> congrès du Syndicat de la magistrature (gauche) s'est ouvert jeudi 24 mai à Paris pour débattre notamment du positionnement de l'organisation par rapport au gouvernement. Quelques magistrats ont franchi un jour la frontière entre justice et politique : sans trop de regrets.

Un jour, « monsieur le juge » est devenu « monsieur le député ». Il a troqué ses billets de seconde contre un laissez-passer de première, son modeste salaire contre de confortables indemnités, sa greffe débordée contre deux collaborateurs empressés. Mais surtout, il a franchi cette frontière à la fois si stricte et si perméable entre justice et politique.

A l'Assemblée nationale, ils sont quatre juges à avoir sauté le pas. Deux socialistes, François Colcombet et Jean-Pierre Michel et deux RPR, Pierre Mazeaud et Jean-Louis Debré. Quatre itinéraires très différents les ont conduits au Palais-Bourbon : le syndicalisme militant et une carrière dans les coulisses de la Chancellerie pour M. Michel ; le syndicalisme encore et une forte implantation locale pour M. Colcombet ; le hasard d'une rencontre avec M. Michel Debré et une fascination jamais démentie pour cet homme politique en ce qui concerne M. Mazeaud. Quant à M. Jean-Louis Debré, fils de Michel, il confie volontiers que dans sa famille, la politique fait partie de l'héritage.

Ni M. Mazeaud ni M. Michel n'ont réellement connu les splendeurs et les misères du métier de « petit juge ». Le premier, vétéran du petit canard dans une famille qui a donné à la France des magistrats depuis la Révolution, a fait son droit, « non pas par atavisme, explique-t-il, mais pour emmener ma famille ». L'étudiant, qui en 1959, devient magistrat, ne se presse d'ailleurs pas de faire carrière, contrairement à son grand-père, premier président de la Cour de cassation, ou à son père, conseiller à la même Cour de cassation.

Un jour, il apprend que Michel Debré, alors premier ministre, cherche un professeur pour son

fils, François. Après quelques mois, M. Michel Debré lui propose d'entrer à son cabinet. Il ne le quittera plus, l'aidant dans ses campagnes électorales, jusqu'à sa candidature à l'élection présidentielle de 1981. A l'exception d'un cours passage en juridiction, la carrière de M. Mazeaud se fera donc très vite dans le milieu politique : cabinets ministériels, député - de 1968 à 1978, et depuis 1986 - ministre chargé des sports, sous les présidences de Georges Pompidou et de M. Valéry Giscard d'Estaing.

#### Magistrats « gauchistes »

Autre génération, autre choix politique : l'année même où Pierre Mazeaud accédait à la députation en 1968, Jean-Pierre Michel sortait de l'Ecole de la magistrature. Son rang, parmi les tout premiers, lui donnait alors le droit de prétendre directement à un poste à la Chancellerie. Il fait ses premières armes à la direction des affaires criminelles et des grâces, sous la conduite du directeur d'alors, M. Pierre Arpaillange. Quelques mois plus tard, avec des camarades de promotion, M. Michel participe à la fondation du Syndicat de la magistrature. Il en sera le secrétaire général de 1972 à 1974. La section du syndicat, à la Chancellerie, devient très vite l'une des plus actives et les gardes des sceaux successifs voient d'un très mauvais œil cette équipe de magistrats trop « gauchistes » à leur goût.

En 1974, contre la volonté du syndicat qui prônait alors une stricte séparation entre le militantisme professionnel et le militantisme politique, M. Michel figure, avec un autre magistrat, sur la liste du comité de soutien à M. François Mitterrand. A l'autisme, il franchit un pas de plus en adhérant au PS et rejoint le courant Chevènement. Il sera élu député de Haute-Saône en 1981. Entre-temps, son engagement politique lui aura valu, sous le ministère Peyrefitte, un déplacement d'office au tribunal de grande instance de Créteil.

Ce sont, à l'inverse, deux vives carrières de juges d'instruction qu'ont connues MM. Colcombet et Debré. Et tous deux parlent aujourd'hui avec passion, de leurs « affaires », de ces gros dossiers

qui marquent un magistrat. Sorti de l'ENM quelques années avant M. Michel, M. Colcombet a, lui aussi, adhéré, dès sa création, au Syndicat de la magistrature, dont il deviendra président en 1973. Après plusieurs années passées dans des juridictions de province, Bourg-en-Bresse puis Lyon, M. Colcombet va escalader, un à un, les échelons hiérarchiques : parqueter à Paris, puis conseiller référendaire à la Cour de cassation en 1977, substitut général à la cour d'appel de Paris en 1981, directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice en 1983, président de la 24<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel en 1986.

La politique, pour M. Colcombet, se limite encore à l'engagement local. En 1983, il est élu maire de sa commune natale, Dompièrre-sur-Besbre (Allier), puis conseiller général en 1985. Le « provincial-parisien », comme aime à se définir cet homme au cheveu rebelle et au flegme vieille France, militant dans une « foultude » d'associations, devient député de la première circonscription de l'Allier en 1988 au titre des « personnalités extérieures » soutenues par le PS, auquel il adhère ensuite.

#### Convoquer le ministre

Quand les bonheurs du scrutin proportionnel font de Jean-Louis Debré un député de l'Eure, en 1986, le fils de l'ancien premier ministre du général de Gaulle, lui aussi, le sentiment d'avoir, à quarante-deux ans, la plus belle partie de sa carrière de magistrat derrière lui. Juge d'instruction à Paris, M. Debré s'était porté volontaire, au début des années 80, pour travailler avec la 14<sup>e</sup> section du parquet qui deviendra la fameuse « section anti-terroriste ». Il hérite aussi de l'affaire Joffo, ce célèbre coiffeur receleur de bijoux, et de l'affaire Virgil Tanase, cet écrivain roumain « enlevé » par les services secrets français.

Il goûtera alors l'un de ces plaisirs irremplaçables dans la carrière d'un magistrat : convoquer à son bureau de « petit juge » tout ce que la hiérarchie policière et le pouvoir politique comptent de personnalités - jusqu'au ministre de l'Intérieur - pour démonter les

mécanismes d'une étrange affaire d'Etat. M. Debré livra même ses souvenirs dans un roman policier qui, à l'exception des noms des protagonistes, laisse peu de place à la pure fiction. Et en 1986, il décide d'abandonner ce métier, qui lui avait « tout donné » pour se mettre « à la disposition » de M. Jacques Chirac.

De leurs parcours, de leurs expériences très différentes dans la magistrature, ces quatre hommes gardent pourtant la même passion et le même attachement à leur corps d'origine. Tous ont gardé des liens très étroits avec leurs anciens collègues. M. Michel continue de payer ses cotisations au Syndicat de la magistrature et participe à ses congrès. M. Debré rencontre très régulièrement des magistrats au titre de sa nouvelle fonction de secrétaire national du RPR à la justice. M. Colcombet sensibilise les habitants de sa circonscription aux problèmes de la justice, et collabore avec son tribunal, pour l'accueil des petits délinquants condamnés à des travaux d'intérêt général.

Leurs compétences en droit leur ont valu à tous quatre, une inscription d'office à la commission des lois de l'Assemblée nationale et la lourde charge de rapporter ou d'intervenir au nom de leur groupe, sur tous les textes relatifs à la justice ou à ses satellites. Mais pour eux qui furent pendant un temps, chargés du respect et de la stricte application de la loi, la satisfaction est grande d'être devenus eux-mêmes, des législateurs.

Si tous affirment ne pas vouloir se transformer pour autant en hommes de lobby, leur ancienne profession les conduit parfois à s'opposer aux réformes envisagées par leur propre majorité. Ainsi M. Debré s'est-il violemment affronté à M. Alain Chalon, au propos du projet de loi sur le statut des juges d'instruction, en annonçant officiellement à la tribune de l'Assemblée qu'il ne voterait pas son texte, contre l'avis de son groupe.

PASCAL ROBERT-DIARD

Au tribunal de Paris

### Publicité tapageuse et journalisme sincère

Madeline Franck, journaliste à l'hebdomadaire le Point, et M. Jacques Duquesne, directeur de la publication, ont été relaxés mardi 22 mai par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris des poursuites engagées par un laboratoire d'électrothérapie qui s'estimait diffamé par les propos contenus dans un article publié le 10 avril 1989 sous le titre « Charlatans à gogo » (le Monde des 29 et 30 avril).

Dans cet article, le journaliste dénonçait en termes sévères plusieurs entreprises spécialisées dans la vente d'objets ou d'appareils présentés dans de nombreuses publicités comme capables de soulager les douleurs ou même d'avoir un effet thérapeutique. Le Laboratoire d'électrothérapie appliquée (LEA), qui commercialise l'ET 720, avait engagé des poursuites, et le tribunal constate dans son jugement que les termes utilisés dans l'article pour caractériser l'action de cette entreprise ont un caractère diffamatoire. En outre, les magistrats estiment que malgré les témoignages de plusieurs professeurs de médecine qui ont, eux aussi, employé les termes d'« escroquerie » et de « charlatanisme » la journaliste n'a pas apporté la preuve de ses affirmations.

Cependant, le tribunal, présidé par M. Alain Lacabaret,

déclare : « La légitimité du but poursuivi par Madeline Franck ne saurait prêter à discussion : la journaliste avait parfaitement le droit, dans un domaine aussi sensible que celui de la santé publique et des conditions dans lesquelles peut être pratiquée l'automédecine, de dénoncer ce qui lui est apparu comme étant une exploitation scandaleuse à des fins commerciales de malades insuffisamment informés, rendus de surcroît particulièrement vulnérables en raison de leur âge et des maladies invalidantes dont ils pouvaient être atteints ».

Enfin le tribunal se montre à son tour sévère avec l'administration en affirmant que « l'article incriminé est la réaction indignée mais sincère d'un journaliste devant l'impudence des autorités étatiques, incapables malgré des avertissements d'interdiction d'écouter, d'empêcher la diffusion de campagnes publicitaires tapageuses auprès d'un public rendu particulièrement crédule par l'âge et la maladie ».

MAURICE PEYROT

La cour d'appel de Lyon et le « viol » conjugal. Dans un arrêt de renvoi récemment rendu, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a retenu la prévention de « viol » contre un homme accusé d'avoir imposé par la violence des relations sexuelles à son épouse. Dans leurs attendus les magistrats soulignent notamment que « la liberté sexuelle de la femme, si elle mariée, doit être respectée ». Les « coups et

blessures avec arme, accompagnés d'actes de barbarie », retenus par le parquet général, justifiaient, à eux seuls, le renvoi du prévenu devant une cour d'assises. Le 8 janvier 1989, Nicolas C., résidant en état d'ivresse sa villa de la banlieue lyonnaise, s'en était pris à sa femme pour lui faire « avouer » de précédentes infidélités et lui avait fait subir des actes de torture avant de lui imposer un rapport sexuel. (bureau régional)

## ÉDUCATION

Devant les parents d'élèves de la PEEP

### M. Jospin se donne un an pour réformer le baccalauréat

Le ministre de l'éducation nationale a renoué le dialogue avec les parents d'élèves de la PEEP (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public) à l'occasion de leur 71<sup>e</sup> congrès, qui s'est ouvert à Epinal, le jeudi 24 mai.

EPINAL

de notre envoyée spéciale

Lionel Jospin avait, in extremis, l'an dernier, privé les parents d'élèves de la PEEP de sa participation à leur congrès. Motif : le vote négatif de la Fédération lors de la présentation de la loi d'orientation au Conseil supérieur de l'éducation nationale. « Un choc et

une déception » pour le ministre, qu'il s'est montré tout à fait prêt à oublier.

Répondant au discours inaugural du président de la PEEP, Jacques Hui, M. Lionel Jospin a en effet, quasiment fait sien le projet de réforme du lycée de la Fédération, fondé, comme l'a rappelé M. Hui, sur la suppression des « filières rigides » et de la « hiérarchisation démesurée des différents baccalauréats ».

« Je sais que la PEEP a mené une réflexion sur le lycée, a reconnu Lionel Jospin, fondé sur une organisation modulaire de la scolarité, avec notamment l'idée d'un bac par unités capitalisables, ce projet est intéressant et novateur sur bien des points. Il fera donc par-

tie de la discussion. » Le ministre a profité de l'occasion pour prendre date. Le Conseil national des programmes rendra ses propositions sur le lycée au mois d'octobre 1990. La concertation avec les différents partenaires devant se poursuivre jusqu'au printemps 1991. M. Lionel Jospin sera amené « à faire les choix qui s'imposent » au mois de mai 1991. La réforme, qui devra concerner, a-t-il précisé, tant les structures que les contenus, serait mise en oeuvre à la rentrée de septembre 1992.

Echanges de bons procédés, la PEEP a accueilli « avec satisfaction » le projet de transformation de l'école primaire, annoncé par le ministre au mois de février dernier. Ce projet « inspire d'ailleurs », largement, selon M. Jacques Hui, des propositions formulées par sa Fédération sur « l'organisation en cycles de la scolarité, l'élimination des redoublements et la notion d'une pédagogie différenciée ». Le ministre a en rappelé les modalités et le calendrier de mise en œuvre. Dès la rentrée 1990, dans une trentaine de départements pilotes, trois cycles d'apprentissage de trois ans (incluant la grande section de maternelle) remplaceraient l'actuel découpage annuel. A charge pour les enseignants de mettre en place, au cours du premier trimestre, une nouvelle organisation du travail et des groupes mobiles par matière.

La généralisation des nouveaux dispositifs est prévue pour la rentrée de septembre 1991. « Nous sommes conscients de l'effort d'adaptation qui va être demandé aux enseignants », a souligné le président de la PEEP. Il faut d'ailleurs souligner le rôle fondamental des directeurs d'école, celui des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale. Nous attendons que vous nous précisez comment vous comptez réaliser cette mobilisation générale et exercer la pression qui sera nécessaire. »

CHRISTINE GARIN

## EN BREF

□ Jean-Paul II à Malte. - Jean-Paul II effectuera, à partir du vendredi 25 mai, une visite de trois jours à Malte. Ce pèlerinage sur les traces de saint Paul, qui y fit naufrage en l'an 60, concrétise le rapprochement entre le Vatican et un pays dont presque toute la population est catholique. En 1984, une crise politique et diplomatique importante s'était ouverte sur la question de la gratuité dans les écoles privées gérées par l'Eglise.

□ M. Brice Lalonde contesté sur le nucléaire. - Le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, M. Brice Lalonde, vient d'être vivement attaqué par un de ses anciens compagnons, M. Didier Anger, député Vert au Parlement européen. Dans une lettre ouverte au secrétaire d'Etat, M. Anger s'indigne des dernières décisions gouvernementales - approuvées par M. Lalonde, - qui ont conduit à autoriser le redémarrage du réacteur surgéneur Super-Phénix et la construction de l'usine de fabri-

cation de combustible au plutonium Melox. « Depuis que tu as ajouté les risques majeurs et naturels à tes responsabilités, écrit le député, tu n'arrêtes pas les remèdes (...). Faire de l'écologie en étant au pouvoir, c'est sans doute possible, mais cela reste à inventer. »

□ Profanations au cimetière et dans une chapelle de Thonon-les-Bains. - Une cinquantaine de tombes ont subi des dégradations dans la nuit du 23 au 24 mai au cimetière de Thonon-les-Bains : plaques cassées ou déplacées, croix fichées à l'envers, vases renversés, fleurs arrachées. Les quelques tombes juives du cimetière ont été épargnées. Ces actes, découverts par la concierge du cimetière, n'ont pas été revendiqués. Des faits semblables s'étaient déjà produits au même endroit au mois de juillet 1989. Au cours de la même nuit, une chapelle de la ville a également été visitée par des vandales qui ont renversé bancs et confessions et brisé trois carreaux. - (Corresp.)

## SPORTS

FOOTBALL : à quinze jours de la Coupe du monde

### Le triomphe européen des clubs italiens

La victoire du Milan AC en Coupe d'Europe des clubs champions devant le Benfica Lisbonne (1-0), mercredi 23 mai, à Vienne (Autriche), a consacré la suprématie des clubs italiens, au niveau européen, quinze jours avant le début du Mondial.

VIENNE

de notre envoyé spécial

Silvio Berlusconi porté en triomphe par ses joueurs, trente cinq mille supporters lombards tout de rouge et de noir vêtus chantant la gloire du Milan AC... L'Europe du ballon rond roulerait-elle plus vite que celle de la politique ? Elle s'est faite italienne avant l'heure. Sans attendre que la présidence de la Communauté lui revienne le 1<sup>er</sup> juillet prochain, ce pays domine déjà le continent par l'intermédiaire de ses équipes de football. Mercredi 23 mai, à Vienne (Autriche), le Milan AC a remporté pour la deuxième année consécutive la Coupe d'Europe des clubs champions en dominant les Portugais de Benfica (1-0).

La Coupe de l'UEFA ayant été enlevée par la Juventus de Turin aux dépens de la Fiorentina (une autre équipe italienne !), et la Sampdoria Gênes s'étant adjugé celle des vainqueurs de coupes, l'Italie vient de réussir un triple historique. Le Calcio ne pouvait rêver meilleure mise en appétit à deux semaines de l'ouverture de son Mondial (8 juin - 8 juillet).

La Sampdoria s'était imposée sans forcer son talent. La Juventus avait vaincu dans un style qui lui est propre depuis toujours, sobre et efficace. Le Milan AC a opté pour une troisième voie : celle d'un « minimum vital » et de la médiocrité. Un style qui ne lui ressemble pas.

#### Conquérir l'Italie

Il faut avoir vu cette même équipe lombarde s'amuser l'an dernier des malheureux Madrildés du Real (5-0 à Milan) puis des Roumains du Steaua Bucarest (4-0) à

Barcelone en finale, pour comprendre qu'elle a raté sa finale de Vienne, même si celle-ci lui a permis d'enlever la quatrième Coupe des champions de son histoire après celles de 1963 contre Benfica, 1969 contre l'Ajax d'Amsterdam et 1989 contre Bucarest.

L'entraîneur milanais, Arrigo Sacchi - un inconnu que Silvio Berlusconi est allé chercher à Parme (seconde division) en 1987 - déclarait, mardi 22 mai, dans France-Football que son équipe avait d'ores et déjà « laissé une trace » dans l'histoire du football. Sans doute est-ce vrai. Dans un grand jour, cette formation obnubilée par le spectacle est superbe de facilité comme l'était l'Ajax d'Amsterdam au début des années 70. Mais la finale contre Benfica a quelque peu altéré cette image. Milan, fébrile et maladroit, a gagné en étant tout juste moyen pendant une vingtaine de minutes en seconde mi-temps.

Et c'est sans doute le plus inquiétant. Cela signifie que l'insolente réussite des clubs transalpins traduit autant l'impuissance de leurs adversaires que le véritable talent des Milan AC, Juventus et autres Sampdoria. Un fossé s'est en effet creusé entre les équipes italiennes et les autres formations européennes. Même des clubs allemands ou espagnols disposant de moyens financiers importants sont aujourd'hui relégués au second plan par les représentants du Calcio, qui, sans se forcer, parviennent à s'imposer. Le prestigieux Real Madrid, jadis considéré comme un maître d'indépendance, ne vient-il pas de se vendre à un géant espagnol de la publicité (Dorna) pour pouvoir rivaliser dans les années à venir avec les nouveaux maîtres du continent ?

Seul un retour des clubs anglais, exclus des coupes d'Europe depuis le drame du Heysel en 1985, pourrait permettre de rééquilibrer les compétitions continentales. Comme ce retour paraît peu probable, l'Italie continuera de dominer l'Europe. Au point d'entretenir cet étonnant paradoxe : pour une équipe du Calcio, il est devenu plus facile de s'imposer sur la scène continentale face à des

Belges, des Portugais ou des Allemands, que de remporter son propre championnat ! « Notre ambition, c'est de conquérir l'Italie. Etre sacré au niveau européen n'est qu'une étape, importante certes, mais une simple étape », avouait d'ailleurs Vojvodin Boskov, l'entraîneur yougoslave de la Sampdoria, avant la finale victorieuse contre Anderlecht.

Le discours des Milanais après leur succès face à Benfica allait peu ou prou dans le même sens. Cette victoire n'avait rien que de très normal. Le Milan de Silvio Berlusconi, qui a échoué cette année en finale de la coupe d'Italie contre la Juventus mais aussi et surtout en championnat contre le Naples de Maradona, ne pouvait se permettre de laisser filer ce trophée qui était, après tout, beaucoup plus à sa portée que les deux précédents...

PHILIPPE BROUSSARD.

□ Montpellier en finale de la Coupe de France. - L'équipe de Montpellier s'est qualifiée, jeudi soir 24 mai, pour la finale de la Coupe de France en battant, sur son terrain, l'A.S. Saint-Etienne grâce à un but marqué à la 36<sup>e</sup> minute par Eric Cantona. Le club de l'Hérault sauve ainsi sa saison et rencontrera, le 2 juin, en finale au Parc des Princes, le vainqueur du match qui devait opposer, vendredi 25 mai, l'Olympique de Marseille au RC Paris-1.

□ RUGBY : victoire « historique » du XV de Roumanie contre la France à Auch. - L'équipe nationale de Roumanie a, pour la première fois dans l'histoire des rencontres entre les deux pays, réussi à battre le XV de France chez lui, jeudi après-midi 24 mai à Auch (Gers). Après une rencontre de piètre qualité, les Roumains, plus solides et très volontaires, l'ont emporté (12 points à 6) sur leurs homologues français, incapables de pratiquer un jeu cohérent et, physiquement, dépassés.

## DESIGN

## Les vertus de l'ameublement

Les dix ans du VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement)  
au Musée des arts décoratifs et aux Galeries Lafayette

A Paris, le Musée des arts décoratifs expose jusqu'à la fin de l'été une sélection d'environ deux cents pièces de mobilier illustrant dix ans de « rencontres » entre designers, industriels et éditeurs, favorisées par le VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement).

Créé en 1979 à l'initiative du ministère de l'Industrie et du CODIFA (Comité de développement des industries françaises de l'ameublement), financé par la taxe parafiscale de mille entreprises, le VIA cautionne des projets grâce à toute une série d'actions : appels permanents, appels spécifiques, cartes blanches, labels, aides à la création dans les entreprises.

En dix ans, les interventions ont porté sur environ six cent cinquante projets créateurs. Le grand public teste à l'écart - le mobilier dit de création ne représente pas plus de 2 % du marché. Un best seller, comme la chaise Costes de Starck, a atteint 30 000 exemplaires depuis son lancement en 1983. A côté des figures comme Philippe Starck, Christian Dae, Pascal Mourgue, Jean-Michel Wilmotte qui ont tiré à eux la couverture médiatique du design dans les années 80, de nombreux « créateurs » voient leur célébrité ne durer que le temps d'un vernissage.

« Le design pour tout le monde est possible, le design par tout le monde ne l'est pas », affirmait récemment

Philippe Starck, qui ne fait que dénoncer ici l'une des principales tendances de la dernière décennie : celle qui consiste justement, au nom de la sensibilité, du « moi je », à privilégier l'effet de style au détriment du projet (adéquation entre forme, fonction et prix).

A défaut de se vendre en France, le design trône dans les salons. Entre 1979 et 1989, le VIA a organisé plus de quarante manifestations à l'étranger, dans des Musées (le Victoria and Albert de Londres, le Cooper Hewitt à New-York) ou des grands magasins (Harrods à Londres, Seiba à Tokyo, Bloomingdale's à New York).

Aujourd'hui, sous l'impulsion de son président, Jean-Claude Maugard, enseignant aux Arts Décoratifs, cet organisme semble décidé à mener en France une action en profondeur auprès des fabricants : création, en 1988, d'un club des éditeurs et d'un club des tendances, participation avec les Galeries Lafayette à l'exposition-vente « Scène de maison » où sont montrés, à travers une quinzaine d'« appartements », une sélection de meubles « VIA ».

« Ici donc, la bergère à oreilles voisine avec une chaise en « chataigner non décorté » de Lou Fagotin. Ailleurs, une table en médium chahute une marmite en bois d'ancien. Une sorte d'exploit dans ce grand magasin où le changement s'effectue avec la plus grande prudence. A Paris, la moitié du nouvel espace sera consa-

cré au style patrimonial adapté à la clientèle traditionnelle. On élimine le rustique comme la création trop moderniste.

Mais, tandis que l'on inaugurerait l'exposition VIA, un nouveau café « international » ouvrirait ses portes face au musée. Une pale et tardive copie du Café Costes des Halles avec bar en métal brossé et chaises pour touristes-faïti. Le design serait-il condamné au musée ?

## Adieux colorés aux années 70

C'est dans celui des Arts déco qu'André Putman a mis en scène l'exposition du VIA, une série de boîtes, des miroirs univers qui illustrent bien ce cloisonnement : moustiquaires et grilles permettent au visiteur d'apercevoir les meubles... en ombres chinoises. Le parcours s'ordonne autour des clans successifs qui ont marqué la dernière décennie : 1982, les adieux colorés aux années 70 avec les meubles peints de Pierre Sola (table Clairfontaine), ou Totem (table Zig-zag).

1985, l'audace et la fascination pour New-York avec les meubles minimalistes de Székely et Starck. Un socle « gâteau d'anniversaire » accueille le mobilier d'architecte et les commandes de l'Etat (meubles de rangement en forme de caisse à outils de Jean Nouvel), tandis que le thème du « retour » (nostalgie, manie de la citation) est évoqué

dans un long couloir digne d'un corridor haussmannien.

Aussi fragiles que des biscuits de porcelaine, les meubles-objets y sont disposés dans des niches individuelles. Il y a les clowns conçus dans le goût de l'artifice et d'un « spectacle » très fin de siècle. Ici, le maquillage brouille la ligne, parodie jusqu'à la caricature, le fauteuil « Roxane, princesse des Djins », en aluminium verni et velours frappé, de Sylvia Corsetti. D'autres, à force de rigueur, de maîtrise technique, tirent leur épingle du jeu : table « Divine », de Christian Gavaille, (Néot), bureau « 1989 », de Sylvain Dubuisson (Fourniture), étagère Hoggar en verre sablé, de Yamo (Bernard Picot), canapé Parade de Garouste et Bonetti (Edition BGH).

André Putman apparaît in fine dans une vidéo-bilan pour juger la décennie. « Aujourd'hui, tout est visible, tout est signe. Non seulement la cafetière doit être signée par un créateur, mais on doit savoir son nom. Les années 80 ont installé des codes. On aimerait que les années 90 soient plus sincères. »

LAURENCE BENAÏM

► Les années VIA. Musée des Arts Décoratifs. Jusqu'au 26 août. Tél. : 42-60-32-14.

► Scènes de maison. Exposition-vente aux Galeries Lafayette. Jusqu'au 28 août.

## Garouste et Bonetti en route pour Munich

Canapé corbeille en velours bleu Etoile, table Afrika au généreux plateau de chêne, lampadaire Nuage tout en argent massif... Deux jours après le vernissage, la dernière collection Garouste et Bonetti était entièrement achetée par la galerie munichoise Wunderhaus.

Édités en trois et en huit exemplaires, la commode Belgravia (80 000 F), le cabinet Musiques en fer forgé (26 000 F), étaient déjà épuisés. Un succès donc, pour les chantres du style « primitif », lancés en même temps que Christian Lacroix, après qu'ils eurent décoré son salon de couture rue du Faubourg-Saint-Honoré.

On retrouve ici la fantaisie des mûbles et un sens du

chic digne de la grande époque, celle des artistes-décorateurs. Courtisés, copiés, Garouste et Bonetti s'éloignent des miroirs tendus comme des pièges et s'en vont voir ailleurs : un coup de crayon plus ample, des courbes voluptueuses témoignent de cette évolution. Il y a là une façon de regarder son époque et de la rendre aimable, une sistance qu'on appelle le style.

L. B.

► Garouste et Bonetti. Galerie Néot, 25, rue du Renard. 75003 Paris. Tél. : 42-78-96-97. Jusqu'au 11 juin.

► Egalement : Bijoux de Mattia Bonetti, Galerie Naïa Monbrison, 6, rue de Bourgogne. 75007 Paris. Téléphone : 47-05-11-15.

## ARCHITECTURE

## Aldo Rossi lauréat du prix Pritzker

Un théoricien bâtisseur

Le Pritzker Prize, le « Nobel » de l'architecture, a été attribué pour 1990 à l'architecte Aldo Rossi. Selon la tradition léguée par cette institution annuelle, dotée par ailleurs d'une récompense de 100 000 dollars (environ 600 000 francs), la cérémonie de remise du prix aura lieu au Palazzo Grassi de Venise le 16 juin prochain.

Aldo Rossi, 56 ans, architecte, théoricien, professeur, philosophe avant d'être architecte, appartient à la génération du renouveau architectural des années 60 et 70. Un renouveau qui s'inscrit en rupture avec les dogmes et recettes du style international, qui se fonde à la fois sur une relecture de l'histoire et sur la recherche d'un vocabulaire formel libre de toute attache, jusqu'à l'inversion des valeurs les plus ancrées. La décaison d'une trame carrée, carrée, est ainsi, chez Rossi, la marque d'une joyeuse créativité, tandis

qu'au contraire les chapéaux pointus qui donnent souvent leur forme à ses toits, comme à ses cafetières, sont à prendre avec un sérieux de pape.

Les emblèmes et la signification de l'œuvre de ce Milanais sont flous, mais sa verve et la sûreté de son dessin sont incontestables. Associés à quelques écrits théoriques à ne pas mettre entre toutes les mains (*L'Architecture de la cité*, 1966, *Une autobiographie scientifique*, 1981), ils lui ont donné une aura durable chez les étudiants et les jeunes architectes du monde occidental et sans doute du Japon.

Jusqu'aux récents projets pour la vallée de L'Isle-d'Abea, près de Lyon, ou pour le musée d'art moderne de Clermont-Ferrand, personne en France n'avait pris le risque inspiré de faire construire Rossi. Son influence se limite donc pour l'instant à ce qu'il peut véhiculer les expositions ou une bonne

production de mobiliers et d'objets.

Cela n'interdit pas de voyager. On trouve des œuvres de Rossi partout en Italie, même si la commande n'a pris vraiment d'ampleur que depuis deux ou trois ans, et à peu près partout dans le monde. Depuis son premier quartier d'habitation, Gallarate, à Milan (1969-1973), au théâtre, Carlo Felice, à Gênes (1983), ou au complexe hôtelier Il, à Fukuoaka (Japon, 1987), Aldo Rossi a exercé dans tous les secteurs de l'architecture, mais sans doute l'essentiel de sa carrière se trouve-t-elle encore devant lui, si l'on en croit le nombre de projets en cours d'étude ou de réalisation par l'équipe qu'il dirige. Le jury du prix Pritzker n'a donc pas souhaité attendre cette œuvre de la maturité, préférant tabler dès à présent sur l'éventuelle certitude d'une postérité.

## Prime aux Américains

Depuis 1979, le prix d'architecture Pritzker a été attribué douze fois (dont un doublé en 1988), sans qu'aucun critère de cohérence et de continuité ne paraisse particulièrement inspirer un jury qui fonctionne avec le même système de présélection, de sélection et de théorisation indépendante que le prix Nobel. Aucun critère sauf un : un lauréat sur deux est citoyen des États-Unis, patrie, il est vrai, de la Fondation Hyatt, qui a créé, organisé et sponsorise le prix.

Parmi les lauréats *made in USA* : Johnson, Roche, Pei, Meier, Bunschaft et Gehry. Un Mexicain (Barragan), un Anglais (Stirling), un Autrichien (Hollein), un Allemand

(Boehm), un Japonais (Tange), enfin un Brésilien (Niemeyer), complètent la liste.

Si l'on en juge par cet ensemble, une vieille notoriété internationale, ou au contraire un solide « avant-gardisme » allié à d'efficaces relations publiques, paraissent être des qualités utiles pour qui souhaite obtenir le Pritzker.

FRÉDÉRIC EDELMANN

## EN BREF

► Hommage à Luigi Nono. - Le Festival de Saint-Denis et l'Opéra Bastille consacreront le 30 mai, à 19 heures, « une heure de musique à la mémoire de Luigi Nono ». Le violoniste Gidon Kremer interprétera des œuvres du compositeur italien disparu récemment (le Monde du 11 mai), de Bach et de Schmitt.

► Tél. : 42-43-30-97. Entrée libre.

► Huit jours de théâtre pour les jeunes à Mantes. - Les Premières francophones théâtrales pour les

jeunes réuniront à Mantes-la-Jolie, du 25 mai au 2 juin, une cinquantaine d'artistes qui s'adressent au jeune public en langue française. Le Théâtre du Mantois, qui est à l'origine de la manifestation, présentera les Rois mages, d'après Michel Tournier. La Compagnie Lucian de Bucarest jouera les Contes d'Eugène Ionesco. Des compagnies de Bruxelles, Genève, Montréal, Ouagadougou et Tunis seront également présentes.

► Renseignements : 30-33-02-28.



## DICTIONNAIRE DE LA PSYCHOLOGIE

Par Norbert Sillamy

De Freud à Piaget, de la psychanalyse à la parapsychologie, des rêves à la passion.

Un volume broché, 290 pages, 120 FF.

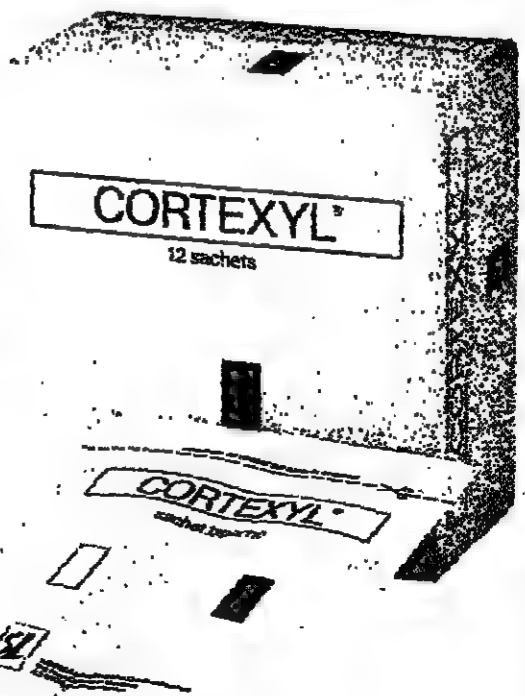
Déjà paru dans la même collection : Dictionnaire de la sociologie.

LES ESSENTIELS DE LAROUSSE

# POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®

Cortexyl est un antiasthénique dit psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.



SOEKAMI-LEFRANCO laboratoires  
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret

VISA GP 457 B 461

## CULTURE

### MUSIQUES

## Roberto Carlos, romantique de base

La star brésilienne révélée dans les années 60 est pour deux jours à Bercy face à ses aficionados

Rio, 1964. Tandis que les militaires font leur entrée sur la scène politique brésilienne, la jeunesse petite-bourgeoise se laisse pousser les cheveux, écoute Elvis Presley puis découvre la télévision par le biais d'une émission festive diffusée sur TV-Record de São Paulo, « Jovem Guarda », sorte de « Salut les copains » version tropicale.

Catalyseur et porte-drapeau de cette jeune garde tapageuse, plus portée vers la recherche du plaisir immédiat que vers l'urgence de la contestation politique, Roberto Carlos, beau jeune homme un tant soit peu provocateur, roule en scooter, parle un argot sexy, se balade sur les plages du sud au bras des jeunes filles, et chante en portugais des histoires d'amours adolescentes sur des airs de rock américain.

Il a derrière lui, déjà, à vingt et un ans, tout le back-ground du chanteur yé-yé : un radio-crochet gagné à neuf ans, une maman couturière et bossueuse, un premier groupe fondé à quinze ans (The Snacks, bientôt transformés en The Sputniks), l'usage facile de la guitare électrique et deux tubes, *Spish Splash*, adaptation en portugais d'une chanson de Bobby Darin, et *Calhambeque*.

Un an plus tard, *Eu Quero que tu tudo pro inferno* bat les records de vente au Brésil, mais aussi au Portugal, où il devient l'idole des jeunes. Idem en 1967, avec *Negro Gato* et *Namoradinho do amigo meu*, qui furent respectivement repris ici par Sylvie Vartan et Sheila.

### Une plume de perroquet dans les cheveux

Dans les quinze ans qui suivront, aucun de ses albums ne passera sous la barre du million d'exemplaires vendus. Ni la montée de la bossa-nova, ni le raz de marée tropicaliste des Bahianais Caetano Veloso et Gilberto Gil, qui lui empruntèrent beaucoup (la guitare électrique et une certaine liberté de ton), n'ont suffi à ébranler Roberto Carlos. Avec son charme et son air de toujours, le compositeur Erasmo Carlos, il sut abandonner sa MG sport pour une sage conduite intérieure au

moment de négocier le virage de l'après-yé-yé.

A la fin des années 60, Roberto devient le crooner guimauve qui plaît à toutes et que les maris envient. Roberto et Erasmo trident leurs chansons de messages d'amour et de bons sentiments. Un album par an, une rengaine déversée sur toutes les radios du pays, sans cesse jouée sur les juke-boxes des boîtes populaires. Méprisé mais aimé par les intellectuels brésiliens en mal de kitsch. Aujourd'hui, Roberto Carlos a enfourché le cheval de l'écologie. Le voilà donc sur la pochette de son dernier album, *Amazonia*, flanqué d'une plume de perroquet dans les cheveux. Et ça passe.

Le roi fut bien mal accueilli hier soir à Paris. Le producteur, Lusoproduction avaient pourtant imaginé un Bercy plein à craquer pour son premier passage en France. Ils avaient rêvé d'une grande fête de la lusophonie. Mais voilà, méconnu du public français, victime du peu de l'empressement à le promouvoir de sa maison de disques (CBS, à laquelle il est pourtant fidèle depuis quinze ans, et

vingt-huit disques), n'ayant pu paraître aux émissions prévues, Roberto Carlos a commencé son tour de chant devant une salle à moitié vide, mais remplie d'aficionados qui prennent des photos au flash malgré les contrôles et sortent leur briquet à la première mesure.

Le ton est d'emblée très comédie musicale, à l'américaine. Avec les quinze musiciens, cuivres, violons, guitares et chœurs menés par un chef responsable, Roberto Carlos rappelle ses succès présents et passés. Mais le désir n'y est pas. Le mythe s'effondre. Le roi est juste capable de chanter au fado, une samba, un slow et un twist sur un tempo à peu près identique. Et cette voix mâle légèrement tremblante sur les fins de phrases, qui fit son charme, se lasse avant de conclure.

VERONIQUE MORTAIGNE

► Palais omnisports de Bercy, le 25 mai à 20 heures.

► CD *Jovem Guarda*, compilation, CBS/Dam-Tropicalis

## Examens de marxisme au Conservatoire de Moscou

Un « Passeport musical pour Paris » bien gagné par Isabelle Aboulker et Alain Maratrat

EVIAN

de notre envoyé spécial

Le petit Théâtre Antoine-Riboud, dont l'amusante décoration rappelle le goût du Second Empire finissant, médine de Troisième République, a retrouvé sa destination première. Le patron de BSN lui ayant donné carte blanche, Mstislav Rostropovitch a commandé un spectacle d'opéra de chambre à une jeune équipe : le compositeur Isabelle Aboulker et Alain Maratrat, metteur en scène assistant de Peter Brook et de Louis Erlo.

Même jeunesse chez les comédiens, les chanteurs et les instrumentistes, emballés par le plus juvénile de leurs camarades, Rostropovitch lui-même. « Camarades » était bien le terme, car le petit opéra, créé jeudi soir à Evian avec un succès total, prend prétexte des souvenirs cuisants de Slava, de Galina et de leur fille Olga, quand ils devaient passer leurs examens de marxisme au Conservatoire de Moscou. Sans satisfecit politique, pas de diplôme artistique et pas de voyage à l'étranger.

Alain Maratrat a imaginé que des examens dépendaient en 1949 le départ des musiciens et chanteurs pour des représentations de Yevgeny de Tchekhov à Paris, Paris qui fait rêver les étudiants russes amoureux de Balzac et de Flaubert, ou en quête de chaussures à talons et de bas nylon... D'où une série de

sketches brefs, rythmés à la manière des comédies musicales américaines, où les chanteurs, accablés par l'apprentissage des dates des congrès, du rôle des kolkhozes et de l'esthétique marxiste-léniniste, se vengent en bernant l'inénarrable examinateur (Bruno Boëlle), finalement conquis par les « camarades artistes ».

Maratrat et Isabelle Aboulker ont élaboré toute l'œuvre ensemble, et même sur mesure avec les chanteurs principaux (Isabelle Poulenard, Thierry Dru, Malcolm Walker, etc.) qui improvisaient sur un thème telle scène d'où jaillissait la musique. Ainsi est née, des mots et des situations, cette musique d'une telle spontanéité, où l'on passe de Broadway à la Scala de Milan, de Rossini ou Donizetti à Bizet et à Poulenc, avec cet irrésistible caractère théâtral devenu si rare chez les compositeurs d'aujourd'hui (1).

Quelle que soit la franchise gaie de cette pièce, elle dépasse la simple blague d'étudiants par un mélange singulier d'instants magiques, d'épisodes mystérieux ou mélancoliques, qui voient l'ironie d'un souffle léger de poésie ; des plans de réalité différents, comme dans la vie, avec ici, sous-jacente, la pensée de tant d'années où l'humour se détachait sur un fond d'entre, où les blagues n'étaient pas aussi innocentes ni sans danger que celles-ci : Slava ne nous disait-il pas qu'il avait eu la chair de poule à

son pupitre en voyant débouler sur la scène l'examinateur borné, accompagné de la terrible directrice sanglée par son ceinturon (Monique Stalens) ?

### Assimil en folie et ordinateur détraqué

Mais toute l'assistance fond d'attendrissement lorsque arrive une petite violoncelliste de huit ans qui demande au maestro de l'aider à jouer un concerto de Popov, le musicien interdit (alias Chostakovitch), Adorable duo quasi chaplinesque, qui précède le départ du Conservatoire pour Paris, aux accents « ferroviaires » et endiablés de *Qui va lentement va sûrement* pour double chœur russe et français.

« Ce Passeport musical pour Paris, Rostropovitch le complète en reprenant (en russe !) pendant le grand festival qui lui doit d'être à Leningrad en 1993... »

En lever de rideau, on retrouvait avec délices les Exercices de conversation et de diction françaises pour étudiants américains, d'Eugène Ionesco, mis en musique par Isabelle Aboulker, que Jean-Claude Malgoire avait créé à Tournai en 1982. Une sorte d'Assimil en folie ou d'ordinateur détraqué (« Ma maison est plus grande que ma sœur, mais elle a moins de fenêtres. — Oui, mais mon frère est plus petit que la tour Eiffel : il a plus de fenêtres »), dont la musique accentue le côté saugrenu et délicieux ; la mise en scène de Maratrat est drôle mais implacable comme une mécanique de précision : un mélange de Buster Keaton et de René Clair.

Impossible de détailler les mérites de tous les chanteurs et comédiens, l'éblouissante amoureux et marquis d'Isabelle Poulenard, Thierry Dru, le ténor cocoriciant traînant les cœurs après lui, Malcolm Walker et ses variations acrobatiques sur la gamme, Jacques Schwarz, l'étonnante basse géante, et sa pulpeuse Douvcha, Doris Lamprich, non moins touchante, Wen Juan Wang, la princesse aveugle, Aristide Legrand le régisseur, et tous les autres, sans oublier Valérie Pley (la pianiste explosive), les costumes de Ferdinand Bruni et les éclairages malicieux d'Enrico Bagnoli.

Comme on aimerait voir ce spectacle (impossible pour deux soirs !) venir à l'Opéra-Comique ou dans quelque joli théâtre comme l'Athénée (et, pourquoi pas, les Bouffes du Nord).

JACQUES LONCHAMPT

(1) Isabelle Aboulker, petite-fille d'Henry Février, le compositeur de *Monna L'Anna*, à de qui tenir : et elle est professeur au Conservatoire de Paris.

### ARTS

## Rome à Carnavalet

Les pièces gallo-romaines exhumées du sous-sol parisien retrouvent une salle au Musée Carnavalet

M. Magne était inspecteur des fouilles de la Ville de Paris à la fin du siècle dernier. Il se prélassait à l'été, mais avait adopté celui de Charles. Outre le goût des calembours, il avait celui des mystifications. Il exhumait, en effet, dans différents quartiers parisiens, des pièces qui laissent aujourd'hui perplexes les conservateurs du Musée Carnavalet.

Comment des objets aussi différents qu'un Mercure grec du quatrième siècle avant J.-C., un orant miennois du deuxième millénaire avant notre ère ou un miroir phénicien auraient-ils pu parvenir jusqu'à Lutèce, alors inexistante, ou au mieux modeste bourgade de torchis ? Pourtant, Charles Magne ne tira aucune conclusion de ses découvertes. Celles-ci — toutes authentiques — sont exposées avec des vestiges qui ont, à coup sûr, été ramassés dans le sous-sol de Paris.

On sait que la Lutèce gallo-romaine connaît sa plus grande expansion à la fin du deuxième siècle de notre ère. Elle occupait alors l'île de la Cité et, sur la rive gauche, la quasi-totalité de la montagne Sainte-Geneviève. Les grands travaux haussmanniens furent l'occasion des premières fouilles d'envergure, notamment

dans les nécropoles du sud de la ville. Il y a quelques années, la construction d'un parking en face du Palais de justice donna lieu à une riche moisson.

Une sélection de ces vestiges les plus significatifs, rarement présentés, font l'objet d'une exposition au Musée Carnavalet, en attendant que s'ouvrent les salles permanentes qui vont leur être consacrées, en 1991.

Le visiteur est invité à suivre un parcours mythologique. Chaque vitrine est organisée autour d'un dieu du panthéon antique. Autour d'effigies de Vénus, des objets destinés à la parure et aux soins du corps. Mercure, dieu des marchands et des voleurs, est associé à des instruments liés au commerce (balances, seaux de propriétés) et Mars à des pièces d'équipement militaire.

Il faut avouer que les objets les plus impressionnants viennent de la grande banlieue de Lutèce, comme cette tête de bronze assez fruste mais d'une puissante expressivité trouvée à Genainville ou cet Eros presque maniériste, du même métal, exhumé à proximité d'Epiais-Rhus.

E. de R.

### THÉÂTRE

## Un loupard tête

La pièce de Serge Valetti, « Saint Elvis », s'effiloche mais un acteur la sauve : Daniel Martin

« Tout se passe comme si l'acteur qui est censé jouer le rôle d'Elvis Presley se prenait pour Elvis Presley, parce qu'il est marqué sur l'affiche », écrit Serge Valetti en avertissement à sa pièce *Saint Elvis*, que Charles Tordjman a mise en scène et qu'il présente salle Gémier. Là est toute l'histoire, avec ses limites car effectivement, on ne voit pas tellement pourquoi ce garçon sur scène parle d'Elvis. Sinon parce que c'est le titre du spectacle.

Après tout, la raison en vaut une autre. Charles Tordjman cherche depuis longtemps à porter au théâtre une image du fabuleux rocker. Il avait pensé adapter un roman d'Eugène Savitzkaya, *Un jeune homme trop gros*. Un roman prenant, mais qui ne convient pas à la scène. Donc, Charles Tordjman a passé commande à Serge Valetti.

On reconnaît Valetti, son enracinement dans le long d'une forêt de mots qui se nourrissent d'eux-mêmes, fabriquent dans le meilleur des cas un climat de tendresse fantaisie poétique. Mais ici, la fantaisie se fait trop souvent bavardage. André Taisy — la mère — et Alexis Nitzer — le fameux colonel/managé — craquent dans cet agglomérat sans pas venir à placer leur personnage, pas même une silhouette.

A un moment, le colonel et Elvis disent à André Taisy, qu'elle doit disparaître, que la mère doit mourir. Elle refuse, puis se résigne sans comprendre. Daniel Martin hurle alors une vraie souffrance. Juste à ce moment, on entendrait dans l'inextricable enchevêtrement pirandellien du jeu et du vrai, ce qu'il aurait pu être la pièce.

Mais la pièce s'effiloche et le spectacle, dans le décor de Yannis Kokkos, beau avec rigueur — couronnes mortuaires, escalier égypte de H.M. orné de néons — repose sur Daniel Martin, met en lumière son énergie de petit loupard tête et naïvement ambitieux, complètement décalé du réel. Une image possible d'Elvis, colorée chromo comme sur la couverture du livre (Christian Bourgois) et sur le rideau de scène de la fin, à laquelle peuvent s'identifier ses fans.

Daniel Martin est-il un fan d'Elvis ? Manifestement il l'aime, aime sa musique et ce qu'elle représente. Il est chaleureux, vibrant, il a de la force et une gentillesse de même. Grâce à lui, la soirée est bonne.

COLETTE GODARD

► Chaillot, salle Gémier. 20 h 30 du mardi au samedi. Dimanche 15 heures. Jusqu'au 30 juin. Tél. : 47-27-81-15.

## COMMUNICATION

Dans un entretien à « Profession politique »

## M<sup>me</sup> Cresson renonce à s'occuper de la télévision haute définition

M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre des affaires européennes, renonce à s'occuper du dossier de la télévision haute définition (TVHD), dans l'énorme enjeu de la TVHD, mais la France « ne se donne pas les moyens de résoudre les difficultés actuelles pour faire avancer le dossier », a-t-elle déclaré dans un entretien à l'hebdomadaire *Profession politique*.

« Il y a une guerre mondiale pour les normes de télévision, dit-elle, et nous laissons les bras ballants (L.J. On voit ce qu'il faut faire mais on ne le fait pas. » M<sup>me</sup> Cresson estime que personne au gouvernement n'a d'autorité sur ce dossier, et confirme qu'elle a écrit au président Mitterrand pour s'en défaire. Le ministre réclame des moyens administratifs et financiers et souhaite que le premier ministre s'occupe personnellement du dossier ou désigne quelqu'un avec l'autorité nécessaire.

Selon M<sup>me</sup> Cresson, « ils ne veulent pas s'en occuper à Matignon sous prétexte que c'est le domaine de François Mitterrand. De leur côté, les collaborateurs de François Mitterrand disent que changer le bouquet de programmes de TDF 1 ferait de la peine à André Rousselet », le PDG de Canal Plus. M<sup>me</sup> Cresson fait ainsi allusion à la demande des Allemands, qui souhaitent la diffusion sur TDF 1 de chaînes attractives non cryptées.

En outre, M<sup>me</sup> Cresson laisse entendre que l'accord annoncé

récentement entre les groupes électroniques français et néerlandais Thomson et Philips sur un programme de recherche commun sur la télévision à haute définition portant sur un montant de 20 milliards de francs sur cinq ans, avec un soutien des pouvoirs publics, n'offre pas les garanties nécessaires au gouvernement. « Il serait intéressant d'interroger le ministre des finances pour savoir s'il a des garanties sur l'accord entre Philips et Thomson », dit M<sup>me</sup> Cresson.

Il semble bien que le pilotage du dossier TVHD souffre d'un manque de coordination au sein du gouvernement, où plusieurs ministères (culture, communication, recherche, industrie, finances et affaires européennes) sont concernés. Cette dispersion côté pouvoirs publics ne permet pas de créer un dialogue constructif entre les acteurs du projet : producteurs, chaînes de télévision et industriels.

M<sup>me</sup> Cresson reproche à son collègue M. Roger Fauroux de laisser la bride sur le cou à Thomson et d'accorder des subventions sans véritable contrat d'objectifs. Un sentiment qui semble partagé aujourd'hui par l'Elysée. Les conseillers de M. Mitterrand estiment en revanche que le satellite TDF 1 a trop souffert d'incertitudes pour que l'on remette à nouveau en cause le choix des programmes décidés par l'autorité indépendante qu'est le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Un accord dans l'édition de disques

## Carrère s'associe avec WEA International

Carrère, l'un des derniers éditeurs français indépendants de disques, vient de conclure un accord de joint-venture avec l'américain WEA International, filiale du numéro un mondial de la communication, Time-Warner.

Aux termes de cet accord dont les termes financiers n'ont pas été dévoilés, les deux sociétés ont prévu d'épauler mutuellement leurs activités. WEA International assure la diffusion mondiale du label Carrère Disques et le distributeur français, champion du Top30 poursuivra ses activités dans l'Hexagone en y ajoutant la distribution de plusieurs grands catalogues de WEA International dont le prestigieux catalogue américain Atlantic.

Fondée par Claude Carrère, la société française a connu à ses débuts un essor rapide avec Sheila, qui en fait longtemps la chanteuse fétiche avec Claude François. Une étude Eurostat lui attribuait, en

1988, 5 % du marché français. Un pourcentage que la firme dit avoir aujourd'hui doublé et espère encore renforcer après son accord avec WEA International, puisqu'elle espère atteindre 500 millions de francs de chiffre d'affaires en 1991 contre 350 millions seulement l'an dernier.

WEA International, la filiale de Time-Warner, distribue déjà à l'échelle de la planète des labels aussi variés que Warner, Elektra ou MCA et occupe plus de 14 % du marché mondial. En 1988, son chiffre d'affaires pesait déjà 2 milliards de dollars (plus de 11 milliards de francs).

Depuis, le groupe américain s'est encore développé avec les rachats successifs de l'éditeur allemand Teldec, de l'anglais Magnet Records, ainsi que de Birch Tree Music Group Ltd. WEA International possède également 20 % du capital d'Erato (le Monde du 8 juin 1989).

## La parution de « l'Union » toujours suspendue

REIMS

de notre correspondant

Les cent journalistes de l'Union continuent à couvrir l'information, même si leur journal ne paraît pas. La situation au sein du quotidien régional de Reims est aussi inhabituelle que figée depuis la décision prise par la direction, mardi 22 mai, d'interrompre la publication du journal et de fermer les ateliers de composition de l'imprimerie (le Monde du 24 mai), une mesure rarissime adoptée en riposte au procédé « inadmissible » utilisé par les syndicats du Livre CGT et CPDT, visant à insérer un communiqué en première page du journal à l'insu de la rédaction et de l'éditeur.

L'Union, pour la sixième fois en six semaines, n'a pas paru jeudi 24. Les deux parties campent fermement sur leurs positions. M. Pierre-Jean Bozo, le directeur général, pose trois conditions à un déblocage : « Que les syndicats s'engagent formellement à ne plus intervenir dans le contenu rédactionnel ; qu'ils arrêtent toute action ; qu'ils retirent les revendications exorbitantes ».

La CGT, qui condamne « le lock-out et le coup de force » de la direction, demande des « négociations sérieuses » et, en guise de préalable, le retrait des menaces de sanctions à l'encontre des sept rotativistes. Elle entend faire un « exemple national » du conflit de l'Union à un moment où les journaux de province entreprennent leur modernisation. Le Livre CGT évoque en effet le risque d'une extension du mouvement aux autres titres du groupe France-Antilles appartenant, comme l'Union, à M. Philippe Hersant.

Les journalistes SNJ ont estimé que « la direction et le Livre ont spolié la rédaction de la maîtrise du contenu rédactionnel » et réclament une expertise comptable de l'entreprise « devant les menaces de liquidation brandies par la direction ».

DIDIER LOUIS

La revue « Esprit » augmente son capital. La revue *Esprit* vient de procéder en avril et mai à une augmentation de capital de 710 400 francs afin d'éviter toute prise de participation majoritaire. Les collaborateurs d'*Esprit* détiennent environ le tiers des 304 parts nouvellement créées. Deux quotidiens, *Libération* et *Ouest-France*, trois maisons d'édition indépendantes — Le Seuil, Calmann-Lévy, La Découverte —, des revues (*la Recherche*, *l'Histoire*) ainsi que

quelques personnalités comme M<sup>me</sup> Pierre Méhaignerie et Robert Chapuis en possèdent le reste. Quant aux fondateurs de la revue et leurs amis, parmi lesquels figurent M<sup>me</sup> Jean-Marie Domenech, René Fuchen, André Dunas, Paul Ricoeur, Michel Winock, Jacques Julliard, etc., ils conservent 350 parts, soit la majorité du capital. Cette augmentation de capital va permettre à *Esprit*, dont le tirage moyen est de 9 200 exemplaires, de se développer.

Cresson renonce à s'occuper de la télévision haute définition

Le président américain George H.W. Bush a annoncé mardi qu'il ne s'occuperait pas de la télévision haute définition. Cette décision a été prise après une longue consultation avec les membres du cabinet. Le président a déclaré qu'il était trop occupé par les affaires de la présidence pour s'occuper de la télévision haute définition. Cette décision a été accueillie avec satisfaction par les membres du cabinet.

Carrière d'associé avec WEA International

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

La parution de l'ouvrage toujours attendu

# Le Monde SANS VISA

... Le Monde • Samedi 26 mai 1990 13



Etrange pays que cette Birmanie hors du temps, comme assoupie dans sa nonchalance colorée et moite, qui vit sa vie à l'écart du monde.

## Sur la route de Mandalay

**L**a vieille flottille est toujours à l'ancre, et l'on entend encore ses avions battre l'eau de Rangoun jusqu'à Mandalay. Ils seraient bien revenus, ne serait-ce qu'en songe, les soldats anglais hantés par la nostalgie de Kipling, et pour eux, le plus étonnant serait de retrouver le même paysage sur la route de Mandalay.

C'est du moins l'impression qui s'impose dès que l'on pénètre dans le hall central du vénérable hôtel Strand à Rangoun, où une immense peinture murale rappelle la fameuse route chère à Kipling. Dans un style hésitant entre le pompier et le réalisme socialiste à la birmane, un peintre local très estimé, U Ba Kyi, a donné sa propre interprétation de la légende. Elle vaut autant par son charme naïf que par la vivacité des couleurs, qui tranchent sur l'allure savamment alangui de la jeune fille aux aguets.

Et même si le Strand n'est plus que l'ombre de lui-même, s'il ne peut plus rivaliser comme autrefois avec le Raffles de Singapour, l'Oriental de Bangkok ou le Galle Face de Colombo, il ne renie pas sa gloire d'antan, lorsqu'aux beaux jours du tournant du siècle et du Raj britannique, il était un prestigieux poste avancé de l'Occident sur les voies mystérieuses de l'Orient.

### Propos de bateleurs

Même les poissons volants sont au rendez-vous, et si les éléphants se sont faits plus rares, ils n'en continuent pas moins d'empiler pacifiquement le teck dans la crique limoneuse bordée de roseaux. Et l'immuable silence est encore tel que nul n'ose parler sur la route de Mandalay : le clapotis de l'eau ressemble à quelque chant envoûtant quand le bateau file entre les larges berges de l'Irrawaddy, de Mingun à Mandalay, ou sous le pont reliant Sagaing à l'ancienne capitale royale.

Tout un petit monde survit au port qui sent le pétrole, l'encens, le poisson salé et la sueur des hommes. Dans des guinquettes au bord de l'eau, des jeunes filles touillent légumes et nouilles dans des gamelles cabossées fleurant mille épices, tandis que les matrones surveillent une joyeuse marmaille. Barques et chalands accostent ou



partent dans un désordre apparent, les bateliers s'interpellent d'un pont à l'autre, un fanal cinglant sur la rive opposée. Quand le sampan suit sagement la berge pour ne pas s'enliser, l'œil découvre dans les cahutes sur pilotis une activité quotidienne débordante au déclin de la chaleur. Les lavandières sont au travail accroupies sur des planches en équilibre précaire, des enfants s'égaillent en riant dans l'eau boueuse, une silhouette de moine se découpe sur l'horizon incertain, des hommes fument en suivant les volutes de gros cigares verts. Le sampan double une longue

A une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Mandalay, Sagaing a su préserver son charme languissant. C'est une manière de toile peinte qui se dévoile lentement à l'heure déjà incertaine où le ciel déploie de somptueux flamboyements crépusculaires. La blancheur des stupas et l'élégance des flèches dorées peuplent l'ombre naissante de points de repère ouvrant peut-être sur, un autre univers, et les promeneurs contemplant sans mot dire le spectacle chaque jour renouvelé d'un temps hors d'âge.

Là, au pied du petit temple niché dans une débauche de bougainvilliers, la jeune Birmane qui fume, son banjo sur le genou, serait-elle sortie tout droit du poème ? Et pourquoi se trouverait-elle ici, à Sagaing, si loin de la pagode de Moumein au bord de la mer où elle est censée attendre le voyageur volage qui a promis de revenir ?

Au cœur de Mandalay, nul ne franchit plus aujourd'hui les grandes portes cardinales ponctuant le long mur d'enceinte de la cité, qui lui donne un air de citadelle - les militaires y ont pris leurs quartiers, il faut montrer patte blanche pour aller se promener, et les civils sont rejetés hors les murs, comme autrefois les indésirables à la cour du roi.

Que d'intrigues et de complots ont naguère fleuri dans la trouille touffue des soirées alourdies par les senteurs de jasmijn ! Dans les volutes bleues d'encens imprégnant la fraîcheur recherchée des vieux monastères en bois aux décorations exubérantes, oscillant entre la dentelle légère et le délire créateur, que de rivalités nourries de l'ambition des hommes et du machiavélisme des femmes !

L'histoire garde la mémoire de luttes de clans et de familles, sans merci pour les forts et sans pitié pour les faibles. Les temps sont certes apparemment révolus, mais la ville s'est taillée depuis lors une réputation de forte tête qui peut à tout moment défermer n'importe quel pouvoir en place.

Ainsi, c'est avec une jubilation évidente qu'un interlocuteur de rencontre nous a raconté qu'il y a peu - c'était en avril dernier - quelque trois cents moines s'étaient donné le mot pour se réunir sur une place, exprimer publiquement leur res-

sentiment et réclamer une véritable démocratie. Or, en vue des élections du 27 mai, que la junte au pouvoir à Rangoun avait promises « libres et honnêtes », tout rassemblement est strictement interdit, le couvre-feu demeure en vigueur dans tout le pays et la campagne électorale ressemble à s'y méprendre à l'arlésienne.

### Des moines manifestants

Résolus à braver l'interdit, les moines se sont retrouvés comme convenu. Peu après, ils étaient encerclés par des soldats de l'Armée au poing et l'air mal commode. Il en fallait cependant davantage pour intimider les bonzes : en quelques instants, les soldats se sont retrouvés à leur tour pris au piège, encerclés par d'autres hommes vêtus de safran, jadis comme par enchantement de tous les monastères, et décidés eux aussi à manifester leur ras-le-bol des centurions.

Le plus drôle de cette démonstration de force, a ajouté notre interlocuteur dans un éclat de rire, c'est que tout s'est passé très vite, presque en silence, et que les troupiers se sont retirés tête basse entre deux haies couleur d'orange et de tournesol.

Les clochettes du temple, de tous les temples de Mandalay, continuent de joyeusement tintinnabuler au souffle des vents, et les heures sont trop comptées au voyageur pour qu'il puisse

raisonnablement espérer en faire le tour. L'écho en rebondit de colline en colline, d'un bout de l'autre de l'ancienne capitale fondée par le bon roi Mindon. C'était en 1857, quand le monarque décida d'abandonner Amarapura toute proche pour s'installer un peu plus loin, dans son château et dans ses meubles.

Ce n'était d'ailleurs ni hasard ni pur caprice, car le pieux souverain savait qu'une très ancienne croyance locale parlait du passage du Bouddha, le sage de l'Asie, avec son fidèle disciple Ananda dans la région. Les pèlerins se seraient reposés il y a plus de deux mille cinq cents ans au faite de la colline de Mandalay, et l'Eveillé aurait alors prédit un bel avenir à une cité royale qui serait bâtie bien plus tard au pied de la petite montagne. Comme il se doit, le roi Mindon ne pouvait que réaliser cette prophétie, même si sa nouvelle capitale ne devait durer guère plus que son royaume.

Il reste cependant de cette brève époque un somptueux témoin - la pagode de Shwe-nandaw, l'un des joyaux les plus précieux de l'art birman du bois. Elle avait fait partie du palais originel du roi Mindon, qui l'utilisait comme salle de méditation.

JEAN-CLAUDE BUHRER et CLAUDE B. LEVENSON

Lire la suite page 15

**NORWAY Line**

AMSTERDAM - STAVANGER - BERGEN  
ESBJERG - STAVANGER - BERGEN

La route directe pour les fjords

**SCANDITOURS**

Demandez la brochure à votre Agence de voyages ou à :  
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES  
30 rue Tronchet 75009 PARIS - Tél. (1) 47 42 38 65

هكذا من الأصل



## SANS VISA DÉCOUVERTE

# Sur la route de Mandalay

Suite de la page 13

Après sa mort, son successeur la fit démonter linteau par linteau pour la reconstruire à l'emplacement actuel du monastère. Aujourd'hui encore, le visiteur peut y admirer des fresques classiques fort bien conservées, en particulier celles dépeignant les vies antérieures du Bouddha, et quelques statues d'une belle venue artistique.

Dès 1885, Mandalay tombait aux mains des soldats conquérants de Sa Très Gracieuse Majesté, et la cité royale se voyait reléguée au rang d'une simple ville d'arrière-pensée au sein du Raj. Pourtant, c'est à l'autorité coloniale que Mandalay doit, paradoxalement, l'un de ses plus prestigieux trésors : les reliques dites de Peshawar, conservées dans une pagode qui ne paie pas vraiment de mine à mi-chemin du grand escalier de la colline de Mandalay.

Trois os du sage seraient enclos dans un coffret que le grand empereur indien Ashoka aurait mandé à Peshawar à l'époque centre-bouddhiste de grand renom. Un stuppa avait été érigé sur place pour honorer les reliques, mais l'invasion musulmane au onzième siècle devait être fatale au monument, et le trésor fut perdu. Redécouvert lors de fouilles vers 1908, il fut offert par le

gouvernement britannique à la société bouddhiste de Birmanie, qui fit construire un sanctuaire à Mandalay pour le recevoir.

En fait, si Rangoun est officiellement la capitale politique du pays, Mandalay n'a jamais perdu sa stature de capitale intellectuelle et culturelle, et aujourd'hui encore, elle continue d'exercer une influence non négligeable. Ne serait-ce que parce qu'elle abrite certains des monastères les plus réputés de Birmanie, et parce que la communauté monastique — 40 000 bonzes pour 500 000 habitants — y est particulièrement active, sinon franchement turbulente. La jeune place en a pleinement conscience, et à juger par une présence policière significativement appuyée dans la ville.

### L'envers du décor

Etrangement cependant, chacun semble faire semblant d'ignorer ouvertement les maux qui les agitent, les flagrant qu'ils apportent dans la vie de tous les jours : dans la cour de 21 heures à 4 heures du matin, et la surveillance, trop ostensible pour que l'on puisse vraiment ne pas en tenir compte. Il n'empêche : Mandalay vit sa vie au rythme des « tongs » — des charriots en bois tirés

par un cheval — ou des cyclo-pousées désormais cantonnées les uns comme les autres aux petites rues des quartiers populaires.

Seuls camions, voitures, vélos et motos sont autorisés sur les voies rapides quadrillant la ville. Mais l'interdiction a aussi son avantage : pour découvrir l'envers du décor, les ateliers familiaux où l'or est laminé à la main en feuilles fines comme du papier à cigarette, où des artisans cisèlent comme autrefois des statues du Bouddha toutes tailles confondues, où des jeunes filles tissent des soies crissantes aux teintes assourdies sur d'antiques métiers de bois, où une poignée de femmes roulent les cigares de Mandalay — rien ne vaut le petit trot d'un « tonga ».

### Rumeurs autour de Kipling

C'est aussi l'occasion de s'arrêter devant n'importe quelle maison, au seuil de laquelle se trouve immanquablement une imposante jarre d'argile rebondie, où le passant peut à volonté puiser de quoi étancher sa soif : réminiscence d'un passé encore bien présent, quand tout voyageur avait droit à une hospitalité jamais démentie.

De même, la flânerie dans les arrière-cours ou les chemins buissonniers est propice au bavardage entamé à l'improviste, qui avec un moine juste sorti de quelque monastère imprévu, qui avec un adolescent curieux, qui avec un étudiant en vacances forcées — les cours des universités et des instituts supérieurs d'enseignement sont toujours suspendus depuis le coup de force du 18 septembre 1988 — ravi de trouver un interloc-



teur pour pratiquer ses quelques notions d'anglais.

Des prochaines élections, personne n'a envie de parler, librement. La peur s'est insinuée dans la population traumatisée par les mesures d'exception et échaudée par les promesses sans lendemain des militaires au pouvoir.

Alors, on préfère faire comme si, en faisant le gros dos dans l'attente de jours meilleurs. Prenant leur mal en patience, les Birmans n'en pensent pas moins. A Rangoun comme à Mandalay. Et rien n'empêche la folle rumeur de courir de bouche à

oreille, d'une génération l'autre, prétendant que Kipling n'a jamais emprunté la route de Mandalay.

D'ailleurs, quelle route de Mandalay ? Celle qui vient de Moulemein, en passant par Rangoun et Prome ? Pour saluer au passage dans un petit village le Bouddha à lunettes ? Ou celle qui va de Pagan à Mandalay, juste le temps de voir le jour se lever sur la grande pagode d'Ananda et d'arriver au soleil de midi pour découvrir l'étrange flèche d'or de la pagode d'Eindawya et son Bouddha de chalcédoine à

Mandalay ? La route du soldat anglais, fut-elle mythique parce que sortie de l'imaginaire d'un écrivain, n'en demeure pas moins un appel toujours renouvelé au départ, une manière de défi à la routine, une recherche qui peut parfois prendre la tonalité d'une quête.

Car « si vous aviez entendu l'appel de l'Orient, vous ne penseriez plus jamais à autre chose », prétendait joliment Kipling. Peut-être seriez-vous alors simplement sur la route de Mandalay.

JEAN-CLAUDE BUHRER  
et CLAUDE B. LEVENSON

## VACANCES-VOYAGES

### Aquitaine

#### ENTRE MER ET MÉDOC

**HOTEL RESTAURANT \*\*\* NN**  
Paro fleur 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, golf.  
1/2 pension 275 F  
LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES.  
Tél. : 56-58-58-08  
Fax : 56-58-51-01.

### Côte d'Azur

#### 06400 CANNES

**HOTEL LIGURE \*\*\*\* NN**  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES.  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
Fax : 93-39-19-48  
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur, Tél. direct, minibar.

### NICE

#### HOTEL LA MALMAISON

Best Western \*\*\*\* NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 479 418.  
Télécopie 93-16-17-99.

### HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble, téléphone direct, minibar.

### HÔTELS

#### Montagne

##### LA SAVOIE AUTHENTIQUE

**CHALET DE L'ŒIL ROUGE - XVII<sup>e</sup> S. \*\***  
Alt. 1600 m. Logis de France. Guide  
Amo-Journal. Calme, détente, nature.  
Exposition panoramique plein sud.  
Familiale SURIER LA CHAL,  
73350 SAINT-JEAN-D'ARVES.  
Tél. : 79-59-70-99.

#### Paris

##### SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

#### Provence

##### CÉVENNES

**Restaurant - hôtel \*\*\*\***  
**LES DÉMEURES DU RANQUET**  
authentique mas provençal aménagé  
à flanc de colline sous les bois de chênes,  
calme et ressourcement assurés.  
Tél. : 66-77-51-63  
Tornac 30140 ANDUZE

##### DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).  
Site exceptionnel, panoramique, muséum.  
UVA sauna. Cuis. à votre goût.  
On ne fume pas à table.  
Chambres 40 € prix d'hiver. Mireille.  
Colombe. Tél. : 75-26-12-89.  
Auberge du vieux village d'Aubert.  
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

### ROUSSILLON 84220 GORDES

**MAS DE GARRIGON \*\*\***  
Le petit hôtel de charme du Luberon  
est aussi un étape gourmande.  
En campagne,  
face aux coteaux de Roussillon.  
Piscine - Équitation - Promenades.  
Tél. : 90-05-63-22  
Gare TGV et aéroport d'Avignon.

### Suisse

#### LUGANO

**L'HOTEL WASHINGTON \*\*\***  
Situation calme près gare et  
centre-ville - Grand parc et parking  
1/2 pension : FS. 69,- / 179,- par pers.  
Tél. : (1941) 9175-41-56.

#### SILS-MARIA (Engadine)

**L'HOTEL AUX \*\*\*\* ÉTOILES**  
Pour vos vacances d'été ou d'hiver  
Tous les sports  
Tél. : 1941-824-52-22. Fax : 82-4-53-22  
Hôtel et maison d'appartements  
Edelweiss/Alvetera. CH 7514 Sils-Maria.

### TOURISME

#### Home d'enfants

##### Vacances d'été

**HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris**  
par TGV, agrément Jeunesse et Sports.  
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans  
une ancienne ferme XVII<sup>e</sup>, confort, rénov.  
au milieu des forêts et pâturages. Accueil  
fini à 14 € en fin de semaine, piscine, WC.  
chambre 2 ou 3 avec ad. WC. Activités avec  
moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong.  
V.T.T. Init. échecs, peinture s/bois, fabri-  
cation du pain, découverte environnement.  
Tarif 10 € compris : 1 800 F/semaine par enf.  
Tél. : (16) 81-38-12-51.  
Le Crêt-Agneau - La Logeville  
25650 MONTBENOIT.

### RANDONNÉES

### EXPÉDITIONS

### VOYAGES...

#### VERS LES GRANDS ESPACES

#### SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

### MARRAKECH : 1580 F\* A/R

Départs tous les samedis  
à partir du 14 avril  
\* de 1580 F à 1980 F A/R.

Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou :  
V.O. Voyages 181, bd Persée 75017 Paris - Tél. : (1) 40 53 07 11

(Publicité)

## FRANTOUR VOYAGES vous offre des prix promotionnels en GRÈCE

### Partez une semaine pour :

2 315 F, en mai  
2 565 F, en juin  
et 3 345 F, du 3 au 18 juillet 1990

### Ces prix comprennent :

- Le voyage en avion PARIS-ATHÈNES, le transfert aéroport-hôtel et le séjour en pension complète, vin compris.
- Construit en bord de mer au milieu des pins et des oliviers, l'HOTEL FRANTOUR VERVERONDA, vous propose de nombreuses animations et activités sportives (tennis, planche à voile...).

### RENSEIGNEZ-VOUS

- dans toutes les agences de voyages Frantour,
- par téléphone : (1) 45-63-03-14.



Paris Bangkok en 12 h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

23, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. : 44.20.70.15 - Réservations : 44.20.70.80 - 6 av. de Suède, Park Hotel 06012 Nice - Tél. : 95.16.27.77.

هكذا من الأصل







# AGENDA

## Dimanche 27 mai

### RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef d'œuvre ou classique.

### Vendredi 25 mai

#### TF1

20.35 ► Variétés : Avis de recherche. Invité : Antoine.



22.30 Magazine : Et si on se disait tout... Invité : Laurent Fabius.  
23.30 Série : Enquêtes à l'italienne. 0.20 Journal, Météo et Bourse. 0.40 Feuilletton : Mont royal (3<sup>e</sup> épisode). Info revue. 2.25 Téléfilm : Nous sommes terroristes (fin).

#### A 2

20.40 Série : L'ami Giono. Scénario de la pièce de Marcel Blavet, avec Roger Souza, Armand Maffre.



21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Spécial URSS. Invités : Alexandre Avdeychev, éditeur, directeur des Editions du Progrès, Bernard Guetta, notre correspondant à Moscou (Boukhara), ma passion d'Anna Larina (Boukhara). Interviews enregistrées en

22.55 Journal et Météo. 23.15 Cinéma : Le Tête contre les murs ■■ Film français de Georges Franju (1958). Avec Pierre Brasseur, Jean-Pierre Mocky, Anouk Aimée.

#### FR 3

20.35 Magazine : Thalassa. Le Festival International Voyageurs en direct de Saint-Malo : Le méroir aux épices, de Frédéric Solan et Dominique Rabotzou.



21.35 Feuilletton : Les tisserands du pouvoir. 22.30 Journal et Météo. 22.55 Magazine : Faut pas rêver. 23.50 Musique : Carnet de notes. 0.00 Documentaire : Aventures de l'esprit.

#### CANAL PLUS

20.00 Sport : Football. Coupe de France (demi-finale) : Marseille-RP 1, en direct de Marseille. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Documentaire : Monaco sur les éléphants d'Afrique. 23.00 Cinéma : L'Empire du soleil ■■ Film américain de Steven Spielberg (1987). Avec Christian Bale, John Malkovich, Miranda Richardson.

1.25 Cinéma : Baby Boom ■■ Film américain de Charles Shyer (1987). Avec Diane Keaton, Harold Ramis, Sam Wanamaker (v.o.). 3.15 Cinéma : Reanimator Hospital ■■ Film américain de Brett Leonard (1989). Avec Jeremy Slate, Danny Gochman, Cheryl Lawson.

#### LA 5

20.40 Téléfilm : D'Andrew Gottlieb, avec Tim Matheson, Mini Kusyk. 22.20 Téléfilm :

La légion de l'aigle. De Thomas Baldwin, avec Frank Stallone, William Zipp. 0.00 Journal de minuit. 0.30 Rediffusions.

#### M 6

20.35 Téléfilm : Mortelle rencontre. De Christian I. Nyby, avec Patrick Duffy, Lori Anderson. 22.15 Série : Brigade de nuit. 23.10 Série : Destination danger. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Informations : Dazibao. 0.10 Capital. 0.15 Sexy clip. 2.00 Rediffusions.

#### LA SEPT

20.00 Documentaire : La Musée d'Orsay (1). 21.00 Théâtre : Hécube. D'Euripide. 23.00 Danse : Carmen. Ballet de Roland Petit. 23.45 Vidéo danse : La source de Reims. De Bernard Ferry et la Compagnie l'occidentale.

#### FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Pile ou face. Hommage à Roger Piguet par Serge Reggiani. 21.30 Musique : Black and blue. Du piano au berimbau. 22.40 Nuits magnétiques. Hobbit. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Le rock en RDA.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 11 février à Sarrebruck) : Sérénade pour instruments à vent en ré mineur op. 44, de Dvorak ; Der Schwanendreher, concerto pour alto et petit orchestre, de Hindemith ; Symphonie n° 2 en ut majeur op. 81, de Schumann, par l'Orchestre symphonique de Sarrebruck, dir. : David Shallon ; sol. : Tabea Zimmermann, alto. 22.20 Musique légère. Fantaisie, de Ginin ; Les forains, de Sauguet. 23.07 La livre des meslanges. 0.30 Poissons d'or.

#### TF 1

12.55 Traffic infos. Météo et Journal. 13.20 Série : Un fil dans la Mafia. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Tiroc à Longchamp. 15.20 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 de Monaco, en direct de Monte-Carlo. 17.35 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

#### A 2

9.00 Connaître l'Islam. 9.15 Emissions Israéliennes. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe, célébrée en direct de la Foire du trône à Paris, avec les forains. 12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin (suite). 14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 L'école des fans. 16.35 Série : L'homme qui tombe à pic. 17.35 Documentaire : La planète des animaux. Le léopard. 18.20 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Grand Prix de San-José ; Automobile : Grand Prix de Monaco ; Basket : championnat de France ; Cyclisme : Tour d'Italie ; Escrime : National d'épée et de sabre ; Football : Coupe de France et Coupe d'Europe des clubs champions ; Gymnastique : championnats d'Europe ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros.

19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Série : Les cinq dernières minutes. Les bonnés fautes, de Stéphane Kuro, avec Jacques Dubery, Marc Eyraud. 22.05 Magazine : Musiques au cœur. Spécial Régine Crespin. 23.10 Journal et Météo. 23.30 Série : Rush.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarnes. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### FR 3

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Gymnastique artistique masculine : championnats d'Europe à Lausanne ; Tennis : Tournoi international de Strasbourg (finale du simple) et portraits des joueurs américains avant Roland-Garros. 17.30 ► Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Locatelli. L'Annapurna, 40 ans après... de Bernard Choquet. 18.00 Annuaire 3. 19.00 Le 18-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Chapiteau 3.

#### TF1

12.55 Traffic infos. Météo et Journal. 13.20 Série : Un fil dans la Mafia. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Tiroc à Longchamp. 15.20 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 de Monaco, en direct de Monte-Carlo. 17.35 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

#### TF1

12.55 Traffic infos. Météo et Journal. 13.20 Série : Un fil dans la Mafia. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Tiroc à Longchamp. 15.20 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 de Monaco, en direct de Monte-Carlo. 17.35 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding. 0.25 Concert. 0.45 Téléfilm : Le voyage des innocents. De Luciano Salce, d'après Mark Twain.

20.40 Cinéma : Légitime violence ■■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Roger Planchon. 22.20 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Les Amants du capricorne ■■ Film anglo-américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael

# Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

## VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

dans la section C - Economie

### LUNDI (numéro daté mardi)

#### LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

#### LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

#### L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

### UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

#### ► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données...

#### ► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

### MARDI (numéro daté mercredi)

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

#### LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

### MERCREDI (numéro daté jeudi)

#### CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

#### L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

36 15  
**LM**

un mois d'offres  
d'emplois parues dans le Monde.  
Le service télématique expert  
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre  
des grandes ambitions**

22. Les Français et l'aide au tiers-monde  
24. La France et le traité de libre-échange

22. Les notaires et la transmission d'entreprise  
24. La Canada et le traité de libre-échange

26. Marchés financiers  
27. Bourse de Paris

BILLET

Super-alliance pour Super-Concorde

Il n'y a pas tant de projets qui mobilisent la terre entière pour qu'en applaudissent mollement le début de regroupement des constructeurs aéronautiques mondiaux qui doivent définir et construire le successeur de Concorde. Autour des vétérans du vol supersonique que sont l'Aérospatiale française et British Aerospace sont prêts à occuper les américains Boeing et McDonnell Douglas, tout comme l'allemand Daimler-Benz Airbus (le Monde du 24 mai) et l'italien Aeritalia.

Déjà, les motoristes dessinent le réacteur de demain : le britannique Rolls-Royce et le français SNECMA ont reconstruit le tandem qui a construit le réacteur de Concorde ; les Japonais, qui ne connaissent pas grand-chose aux réacteurs, mais qui ont beaucoup d'argent, ont reçu l'accord de principe des autres motoristes pour travailler de concert.

Le successeur de Concorde devrait emporter de 200 à 300 passagers (au lieu de 100) à la vitesse de Mach 2,4 ou Mach 3 (au lieu de Mach 2) sur des distances de 10 000 kilomètres (au lieu de 6 200). Ces performances supposent des réacteurs de réputation technique. Car la température monte vite sur le « peu » d'un avion volant à ces allures : 250 degrés à Mach 2,7, contre 130 degrés à Mach 2. De même, il faudra rendre supportable le bruit des réacteurs au-dessus des zones habitées et maîtriser le « bang » provoqué par le franchissement du mur du son.

Le coût de développement excédera les 100 milliards de francs et aucun industriel n'a, seul, les moyens de cet investissement. L'union fera la force. Au prix de près de 1,5 milliard de francs l'unité - le coût de deux Boeing-747 -, on estime que cinq cents appareils pourraient être vendus. Il serait suicidaire de construire deux superconcorde concurrents. L'union préservera la rentabilité. Il restera à découper le gâteau industriel pour que tous les partenaires aient leur part, et à trouver la forme juridique de la coopération idéale. Super-Concorde sera l'occasion d'étendre à l'échelle mondiale le système Airbus, qui confie aux Allemands le fuselage, aux Britanniques les ailes, aux Espagnols la dérive et aux Français le cockpit... et qui tant fait rager les Américains !

AL F.

INSOLITE

Sexe atypique

A lui seul, le titre de l'étude vaut son pesant de jargon jargonant : « les facteurs d'urgence de trajectoires de sexe atypiques ». Ce qui nécessite une traduction, contenue dans le sous-titre, où il est précisé que le document porte sur « le cas de jeunes filles dans des formations industrielles liées aux nouvelles technologies ». Ouf, on respire ! On pouvait craindre le pire...

Sans surprise excessive, on apprendra que cet exercice de style a été produit par le CNRS, et plus particulièrement par le Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST) d'Aix-en-Provence, par ailleurs d'excellente réputation, il est signé... d'Anne-Marie Daune-Richard. Une femme ! On aura tout vu...

Une étude du Credoc

Se loger, un casse-tête pour les plus pauvres

Revenu minimum d'insertion, loi sur le surendettement, loi sur le logement des plus démunis, on n'en finit pas de chercher des solutions à la situation de ceux qui manquent de tout et particulièrement d'un toit. Une étude du Credoc montre que dans les difficultés qu'éprouvent individuellement et familles en voie de marginalisation, le chômage vient bien sûr au premier rang, suivi des « difficultés de gestion du budget familial », cet euphémisme cachant l'incapacité de certains à maîtriser une vie quotidienne trop dure, suivi du divorce et de la solitude, les problèmes de santé venant en dernier (voir graphique ci-dessous).

Les retards dans le paiement du loyer ou des mensualités d'emprunts débouche souvent, en fin de parcours sur l'expulsion du logement convenable où vivaient l'isolé, le couple ou la famille. Le problème est alors celui du logement (un idéal rarement atteint) et de l'hébergement (avec son côté provisoire). En l'absence de l'une ou l'autre solution, permettant aux membres d'une même famille de continuer à vivre ensemble, c'est, selon la formule des spécialistes du Credoc, « l'isolement de la famille par le placement des enfants dans les foyers de l'enfance ». Solution destructrice pour la famille et très coûteuse pour la collectivité, souvent beaucoup plus coûteuse que n'aurait été l'épousage des déçus de l'emploi.

Il y a d'autres façons pour les très pauvres de perdre leur logement. Dans le centre des villes anciennes, la résorption de l'habitat insalubre est indispensable. Mais « les réhabilitations de ces vieux quartiers entraînent généralement un déplacement des habitants les plus pauvres qui ont leurs racines dans ce quartier ou qui ont trouvé là un refuge provisoire ».

Des procédures à bout de souffle

De la même façon, la réhabilitation des cités d'urgence ou de transit (dans la région parisienne) a recouru, dans la majorité des cas, à une stratégie de changement de la population : les familles étant recueillies dans les communes avoisinantes, dans le département, voire dans un autre département. La disparition des hôtels meublés ou garnis, offrant souvent des conditions de vie « discutables », ne fait que reporter le problème vers d'autres conditions d'hébergement encore moins satisfaisantes (garnis clandestins, habitat insalubre, squat...).

L'hébergement dans la famille ou chez des amis, toujours provisoire, crée des situations de surpeuplement (33,9 % des bénéficiaires du RMI sont ainsi logés ou hébergés gratuitement). Et ce sont surtout les colibataires qui trouvent ainsi à se loger chez des proches.

Que reste-t-il pour ceux qui ont perdu le dernier logement possible ? L'« habitat de fortune » : entrepôt, immeuble abandonné, cave, baraquement, et, bien sûr, la caravane, qui représente souvent la seule solution possible pour les familles avec un ou plusieurs enfants. Et il ne reste aucun espoir de retrouver un logement : il faut verser une somme toujours trop forte à l'entrée, avoir des bulletins de salaire suffisants. Aucune chance, puisque « difficultés de logement et précarité financière vont souvent de pair ».

L'étude du Credoc souligne que les procédures habituelles sont « à

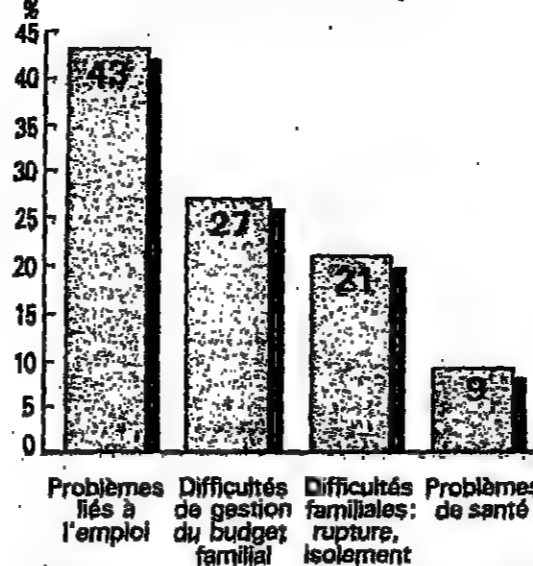
bout de souffle », que « les mécanismes traditionnels » sont en échec, que les prestations et actions sociales ont « une efficacité amoindrie », faute de logements disponibles une fois résolus les problèmes les plus urgents. Un redoutable constat d'échec dans un

pays développé, à la fin du vingtième siècle.

JOSÉE DOYÈRE

► « Consommation et modes de vie » : « Le logement, un des chemins de la précarité », n° 48, avril 1990. Credoc, 142, rue du Chevaleret, Paris 13<sup>e</sup>. Sur abonnement uniquement.

ORIGINES PRINCIPALES DES DIFFICULTÉS LIÉES AU LOGEMENT (selon les CCAS\*)



\* Centres communaux d'action sociale de Seine-et-Marne  
Source : CREDOC

Après le retour des questionnaires

Recensement, deuxième étape

On va connaître dans quelques semaines les grandes tendances de l'évolution de la population française depuis 1982. Revenus fin mai dans les directions régionales de l'INSEE, les questionnaires distribués et recueillis par une armée de près de cent quinze mille agents recenseurs et délégués de l'INSEE, conformément au calendrier prévu, vont maintenant être traités et analysés.

Après les questionnaires, les colles. Le recensement 1990 de la population de la France achève sa deuxième phase. La plus grande partie des questionnaires recueillis sont arrivés par tonnes aux directions régionales de l'INSEE. Le calendrier, pourtant plus serré qu'en 1982, a été mieux respecté, constate-t-on avec satisfaction à l'Institut de la statistique.

Une grande partie des bulletins avaient été distribués et récupérés dans les deux premières semaines, et à Pâques, la récolte était pratiquement achevée. Fin avril, la quasi-totalité des questionnaires et documents des 30 000 communes (sur 36 000) de moins de 2 000 habitants étaient déjà revenus dans les directions régionales de l'INSEE, et 60 % des communes de moins de 10 000, soit plus de 20 millions d'habitants sur 56 millions.

Seules quelques villes ici ou là (La Rochelle, Bourges, par exemple) n'ont pas renvoyé l'ensemble des documents pour la date fatidique du 22 mai. Certaines ont même été en avance : Metz avait terminé le 11 mai, Reims et Troyes, peu après. En Ile-de-France, il n'en manque que quelques-unes à l'appel (Versailles,

Montreuil, Saint-Denis attendues pour les premiers jours de juin), mais Paris est à l'heure, les derniers arrondissements (13<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>) partant vendredi 25 mai. En 1982, il avait fallu une colère de M. Jacques Chirac, début mai, constatant les retards, pour accélérer les opérations.

A l'INSEE, on avait pourtant peur. La publication des décrets sur les fichiers des recensements généraux à la veille de l'ouverture du recensement, et la polémique qu'elle provoquait, n'allaient-elles pas susciter une peur du « fichage » rendant plus difficiles les opérations ?

Il y a eu des inquiétudes sur la confidentialité des données : « Nous avons eu dix postes téléphoniques occupés en permanence pendant deux semaines par des demandes d'information : les trois quarts portaient sur ce sujet », dit-on par exemple à la direction régionale d'Ile-de-France de l'INSEE. Cependant, divine surprise, on n'a pas, semble-t-il, constaté plus de refus de répondre qu'en 1982, c'est-à-dire très peu, et ils émanaient plutôt de « grincheux » classiques que d'inquiets du fichage.

Les discussions sur la confidentialité du recensement, notamment à l'égard du fisc ont même eu quelques effets... surprenants. Citoyens ou disciplinés, quelques personnes ont ainsi... renvoyé leur déclaration de revenus en même temps que le questionnaire du recensement, ou même à sa place... Et quelques citoyens généreux, ayant entendu que le recensement coûtait 18 francs par Français, ont même voulu verser directement la somme à l'agent recenseur...

Un succès de publicité

Les consignes de boycottage d'associations basques ou bretonnes n'ont guère eu d'écho non plus. Quant aux communes qui avaient annoncé qu'elles refusaient le recensement ou ne renverraient pas les bulletins, elles n'ont pas mis leurs menaces à exécution, après discussion avec les conseillers techniques de l'INSEE, ou avec l'administration - comme ces deux localités du Doubs et de Côte-d'Or que l'on privait d'une classe primaire. En fait, elles ont profité de l'occasion pour attirer l'attention sur leurs revendications. Comme le maire de Beaune, qui mécontent du mode de calcul

A l'occasion des embauches d'un premier salarié

Les exonérations de charges sociales ont dégagé 30 000 emplois supplémentaires

Selon un bilan réalisé par le ministère du travail, l'exonération de charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié a dégagé 30 000 emplois supplémentaires en 1989 pour un total de 71 000 recrutements aidés.

La mesure, comme celle qui concerne l'exonération de charges sociales pendant six mois pour l'embauche d'un chômeur de longue durée, dans le cadre des contrats de retour à l'emploi (CRE), faisait partie du plan pour l'emploi de septembre 1988 et a été reconduite dans la deuxième version de 1989. Elle s'intègre dans la politique gouvernementale de réduction du coût du travail, pour faciliter la création d'emplois, et participe de l'objectif d'abaissement des charges. Concrètement, une entreprise individuelle dont le dirigeant n'est pas lui-même salarié peut prétendre à l'exonération de charges sociales patronales pendant deux ans lors de l'embauche de son premier salarié, à condition que la société ait une ancienneté suffisante et que le contrat de travail soit à durée indéterminée.

Pour mesurer l'effet de telles dispositions, alors qu'il existe fort heureusement un mouvement naturel d'embauche d'un premier salarié, il faut distinguer plusieurs situations. Près de la moitié des employeurs concernés (49 %) répondent dans une enquête qu'ils auraient de toute façon procédé à ce recrutement et 19 % affirment qu'ils l'auraient effectué plus tard. Les autres soit n'avaient pas l'in-

tention d'y procéder (17 %), soit avaient besoin de l'aide pour se décider. Au total, on estime que les conséquences sur l'emploi supplémentaire porteraient sur 41 % des embauches exonérées d'un premier salarié et sur 43 % des contrats de retour à l'emploi.

Toutefois, on observe des différences selon le type d'entreprise. Ainsi, l'exonération pour le premier salarié a surtout été utilisée par les services marchands (à 38 %) et le bâtiment (24 %), au-delà de leur mouvement spontané de recrutement. Le commerce en a peu profité proportionnellement (19 %). Ce sont surtout des hommes (62 %) qui ont été sélectionnés, leur âge étant inférieur à quarante ans quatre fois sur cinq, et même inférieur à vingt-cinq ans, deux fois sur cinq. Les emplois offerts sont ceux d'ouvriers pour les hommes (60 %), d'employées (58 %) et d'ouvrières (12 %) pour les femmes.

En revanche, le niveau de formation est relativement élevé étant donné la qualification, puisque 60 % des recrutés se situent entre le CAP ou le BEP et le baccalauréat technique. Toutes durées de travail confondues, le salaire moyen est de 3 000 francs brut par mois, mais de 6 000 francs pour les hommes. Au moment de leur embauche, la moitié de ces nouveaux salariés étaient au chômage...

A. L.

astuces. La municipalité de Rennes, redoutant de perdre 38 millions de francs de « DGF » en quelques années si la ville comptait au-dessous de 200 000 habitants, a offert à ses administrés le 4 mars au soir une représentation gratuite du cirque Zavatza pour que celui-ci puisse être recensé dans la capitale bretonne. Dans la région parisienne, deux communes se sont disputées plusieurs semaines quelques familles de gitans installées sur une voie désaffectée limitrophe, et sans doute surprises de tant d'attentions...

Plus banal : M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, maire de Calmont (Haute-Garonne) près de Toulouse, a invité les possesseurs de résidences secondaires à se faire recenser dans la localité, promettant une réduction des impôts locaux en échange de la baisse éventuelle de la « dotation globale de fonctionnement ». Plusieurs stations de sports d'hiver ont systématiquement inclus les résidences secondaires dans les habitations à recenser, allongeant ainsi les tournées des agents recenseurs...

« Etudiants et résidences secondaires sont les cas les plus difficiles », où le risque de « double compte » demeure, reconnaît M. Loëz Laurent, directeur régional de l'INSEE à Rennes (1). « Les tentations sont fortes ; nous ne sommes pas sûrs de les contrôler : dans le répertoire des communes, on constate une curieuse concentration autour des seuils de population », plaisante son collègue de Lille, M. Nistri.

On en joue particulièrement en Corse : l'INSEE, après contrôles, a ramené la population de 1975 de 320 000 à 220 000 en 1982, de 280 000 à 240 000 en 1982. Cette année, pour éviter la création d'habitants fictifs, la direction régionale a fait apposer des étiquettes numérotées sur les bulletins. Cela a entraîné des conflits avec certaines mairies, avivés par le fait que l'INSEE a conservé les bulletins des étrangers, pour éviter toute confusion, nombre d'entre eux étant en situation irrégulière.

GUY HERZLICH

(1) La « résidence principale » n'est pas toujours facile à discerner lorsqu'on partage sa semaine ou son année entre ville et campagne, et pour le calcul de la « DGF », une résidence secondaire équivaut à un habitat permanent.

501 MONTEVANTO

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8  
12, RUE TRONCHET 8  
41, RUE DU FOUR 6  
74, RUE DE PASSY 16  
TOUR MONTFAVASSE 15<sup>e</sup>  
PARLY 2  
LYON 85, RUE DU PÔT E. HERRIOT

LA BAGAGERIE

# ÉCONOMIE

## COOPERATION

Des fonds publics pour les ONG  
qui rachètent les dettes privées des pays pauvres

### La France innove dans l'aide au tiers-monde

Le geste n'est pas seulement symbolique, même s'il reste modeste. Concluant le 22 mai la table ronde « dette et développement », le ministre de la coopération, M. Jacques Pelletier, a annoncé que, désormais, les pouvoirs publics français soutiendraient les opérations de rachat de dette privée des pays du tiers-monde par des organisations non gouvernementales (ONG).

Le ministre a précisé que chaque opération de ce type serait abondée d'un montant équivalant à celui de l'apport initial des associations. M. Jean-Paul Vigier, responsable de la Société d'investissement et de développement international (SIDI) a estimé qu'en 1990 les ONG pourraient consacrer 30 millions de francs à ces conversions de dette. Cinq pays ont pour l'instant été retenus : Madagascar, la Guinée, le Mozambique, le Guatemala et les Philippines. Une première convention de conversion concernant l'Etat malgache a été acceptée mardi par M. Pelletier.

#### Un marché qui grossit

Concrètement, il s'agit d'échanger des dettes commerciales contre le financement de projets de développement, de santé ou de protection de la nature. Ces instruments encore récents et peu répandus fonctionnent selon des modalités bien précises. D'abord, les créances en jeu sont exclusivement bancaires. Aucune dette publique ne peut faire l'objet de rachats, ni par le pays lui-même, ni par des tiers.

Ensuite, la dette privée susceptible de conversion doit être offerte sur le marché dit secondaire. Ce lieu de transactions existe depuis 1983, lorsque certaines banques ont voulu se débarrasser d'an-

ciennes créances sur des pays douteux ou éloignés de leurs nouvelles orientations stratégiques.

Après des débuts modestes, ce marché fondé sur le principe de la dette a grossi pour représenter en 1989 environ 50 milliards de dollars. Le nombre de candidats à la vente de créances excédant celui des acheteurs déclarés, le papier se traite nettement en deçà du « nominal ». Ainsi la dette privée ivoirienne se négocie-t-elle actuellement à 5 % de sa valeur faciale. Globalement, les créances bancaires du tiers-monde s'échangent à 41 % de leur montant de départ.

#### Matériel payable en devises

C'est cette dette que les ONG et les Etats débiteurs entendent « capturer », au moyen d'un procédé à double détente : une ONG achète d'abord une créance sur le pays visé, avec une décote de 50 % ou plus. Dans un deuxième temps, elle change sa créance contre une somme de monnaie locale plus importante que la dette initiale. Les fonds versés sont alors destinés aux entreprises humanitaires, économiques ou écologiques menées par les associations. Très souvent, les projets mis sur pied nécessitent l'achat de matériel payable en devises. C'est pour répondre à ces besoins spécifiques que le ministre de la coopération s'est engagé à doubler la mise des ONG.

Depuis 1987, plusieurs conversions de dette en mesures pour la protection de l'environnement ont été réalisées. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a ainsi racheté des créances en Bolivie, en Equateur, au Costa-Rica, à Madagascar et en Zambie pour financer ensuite des projets de préservation ou de réhabilitation des milieux.

ERIC FOTTORINO

## SERVICES

Grèves de contrôleurs aériens  
et de conducteurs SNCF

### Transports très perturbés dans le Sud-Est du 26 au 28 mai

Les négociations devaient se poursuivre, dans l'après-midi du 25 mai, entre la direction de l'aviation civile et les syndicats des contrôleurs de la navigation aérienne de Nice qui ont déposé un préavis de grève du samedi 26 au lundi 28 mai. Confrontés à une explosion du trafic aérien de 20 % depuis le début de l'année, les contrôleurs ont jugé efficace de perturber le week-end où se déroule le Grand Prix de formule 1 de Monaco pour faire entendre leurs revendications. Si les discussions, continuant au départ et à l'arrivée de la métropole azurienne (renseignements : (1) 43-20-11-55). Air Inter (tél. : (1) 43-39-25-25) se trouvant dans la même situation et, malgré les services minimums mis en place, tous deux souffrent des vols sur Nice, toutes compagnies confondues, seraient assurés. Plusieurs vols seraient détournés vers Marseille et leurs passagers acheminés par autocar vers les Alpes-Maritimes.

La situation sera d'autant plus critique que les conducteurs SNCF de la région, eux aussi, sont appelés à la grève par la CGT et FO. La SNCF espère pouvoir, malgré tout, acheminer les trois quarts des 40 000 voyageurs qui sont attendus pour le Grand Prix. Le service régional sera réduit à un train sur cinq. La préfecture des Alpes-Maritimes se tient prête à faire évacuer les vols par les forces de l'ordre si les syndicats mettaient à exécution leur menace de bloquer la circulation ferroviaire.

## INDUSTRIE

Malgré de bons résultats en 1989

### La Cogema entend rester « vigilante »

La Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema) a triplé en 1989 son bénéfice net, avec 1 539 milliard de francs, contre 514 millions de francs en 1988. Le chiffre d'affaires passe de 22,2 à 23,6 milliards de francs, soit une hausse de 6,4 %.

Si M. Jean Syrota, PDG de la Cogema, s'est déclaré satisfait en présentant les résultats de son groupe à la presse le 22 mai, il a souligné que la compagnie « demeure vigilante pour les années à venir », ces progrès résultant en partie « d'événements favorables non reproductibles ». Ainsi la facturation du cœur et d'une première recharge pour Superphénix (1,2 milliard de francs encaissés par la Cogema) explique l'augmentation de 140 % du chiffre d'affaires du secteur « fabrication de combustible » (2,2 milliards de francs au total). Et si le retraitement (+ 12 %) et l'ingénierie (+ 12 %) sont en hausse, le marché massé dans le domaine nucléaire a entraîné une chute de 15 % du chiffre d'affaires des activités minières, et de 11 % de celui de l'enrichissement.

Un plan de restructuration des mines d'uranium en France a été mis en place. Plus de cinq cents personnes ont quitté la société (sans licenciement), soit environ 20 % des effectifs miniers du groupe, qui devraient encore diminuer de près de 500 personnes en deux ans, a annoncé M. Syrota. La division minière de Venée va être fermée. Ces « efforts de réduction des coûts et d'adaptation à l'évolution du marché » s'accompagnent cependant de prises de participa-

Réunis en congrès annuel à Lille

### Les notaires souhaitent que les transmissions d'entreprise soient facilitées

Réunis du 20 au 23 mai pour leur 86<sup>e</sup> congrès annuel à Lille, les notaires ont consacré, cette année, leurs débats à la transmission d'entreprise. Ils ont exprimé le souhait que des assouplissements juridiques et fiscaux permettent de faciliter les procédures de transmission.

Une entreprise sur cinq sera confrontée à un problème de succession dans les quinze années à venir. Par le simple jeu de la pyramide des âges. Sur les 1 835 000 chefs d'entreprise recensés actuellement en France, 22 % ont en effet plus de cinquante-cinq ans. Forts de ce constat, les notaires ont fait le point sur les obstacles à la transmission d'entreprise. Les travaux réalisés identifient trois types de problèmes majeurs en matière de transmission d'entreprise.

Des difficultés d'ordre structurel d'abord. Un exemple : l'outil comptable et les concepts juridiques français ne permettent pas de donner une évaluation fine des actifs immatériels (logiciels, brevets, savoir-faire d'une poignée de techniciens) dont la part ne cesse pourtant de croître dans le bilan des entreprises. Résultat : faute d'être fiable, l'estimation de la valeur d'une affaire à transmettre peut prêter à contestation.

La transmission d'une entreprise trébuche, ensuite, sur des problèmes de financement. Ces difficultés sont particulièrement aiguës, estiment les notaires, lorsqu'il s'agit d'une transmission familiale entachée sous le coup de l'urgence (dépôt en maladie de l'entrepreneur, donc sujette à la fiscalité sur les successions. Le montant des droits (qui peuvent attein-

dre 40 % de la valeur de l'entreprise dans le cas d'une transmission en ligne directe pour la part de succession supérieure à 11,2 millions de francs) est souvent dissuasif pour le repreneur familial éventuel.

Les obstacles juridiques sont également importants. Les garanties qui entourent la cession d'une affaire débouchent souvent sur un formalisme excessif qui nuit à la rapidité des transactions, ont estimé les congressistes dans leurs travaux préparatoires. Une partie des problèmes inventoriés peuvent être résolus dans le cadre d'une transmission préparée. La donation-partage permet, par exemple, de réduire les droits à payer dans le cadre d'une succession (25 % de réduction pour les donations-partages organisées avant soixante-cinq ans et 15 % pour celles effectuées entre soixante-cinq et soixante-quinze ans). Elle donne également la possibilité au chef d'entreprise sur le départ de s'acquitter lui-même du paiement des droits et donc de laisser une succession « nette d'impôt » à ses héritiers.

Les notaires n'en estiment pas moins certains aménagements souhaitables. Outre de multiples retouches à apporter au code civil (définition plus serrée du patrimoine de l'entreprise, modifications du régime de cession des baux commerciaux), ils préconisent par exemple l'introduction en droit français du trust anglo-saxon. Disposition permettant la transmission pour une durée déterminée à un tiers, le trust fait l'objet actuellement d'un projet de loi en préparation qui devrait être soumis au Parlement à la session d'automne (le Monde du 11 mai).

C. M.

## SOCIAL

Conflit sur les classifications

### Situation bloquée à la caisse primaire d'assurance-maladie de Seine-Saint-Denis

Quelque 700 000 dossiers d'assurés sociaux sont, selon la CFPDT, en souffrance dans les services de la caisse primaire d'assurance-maladie de Seine-Saint-Denis dont les techniciens des quarante sept centres de paiement sont en grève avec le soutien des syndicats CGT, CFPDT et FO. Mercredi 23 mai une réunion de négociation n'a pas permis de trouver une issue à ce conflit qui paralyse depuis sept semaines l'activité de la caisse.

Les 1 400 techniciens qui gèrent le traitement des feuilles de soins réclament une revalorisation des classifications et des effectifs supplémentaires. Jeudi la fédération de Seine-Saint-Denis du Parti socialiste a demandé la nomination « au plus vite » d'un médiateur.

## REPÈRES

### COMMERCE EXTERIEUR

#### Grande-Bretagne : déficit élevé en avril

Le déficit du commerce extérieur de la Grande-Bretagne s'est élevé à 1,78 milliard de livres (17 milliards de francs environ) en avril, en données corrigées des variations saisonnières, a indiqué l'Office central des statistiques le mercredi 23 mai. Ce résultat est légèrement meilleur que celui de mars, où le déficit avait atteint 2,1 milliards de livres, mais le niveau élevé des importations (10,45 milliards de livres en avril, contre 8,67 milliards d'exportations), notamment dans les secteurs des matières premières, des biens de consommation et des biens intermédiaires, continue de préoccuper les analystes.

### CONJONCTURE

#### Etats-Unis : ralentissement de la croissance au premier trimestre...

Le département du commerce a annoncé le jeudi 24 mai une révision en baisse du taux de croissance du PNB aux Etats-Unis au premier trimestre. L'économie a crû à un rythme annuel de 1,3 %, contre 2,1 % précédemment annoncés. Cette révision ramène ainsi le taux de croissance au cours des trois premiers mois de 1990 à un niveau sensiblement égal à celui des trois derniers de 1989 (+ 1,1 %), qui avait marqué un net ralentissement par rapport au troisième trimestre (+ 3 %).

#### ... et chute des commandes de biens durables en avril

Les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines ont diminué de 4,1 % en avril, après avoir augmenté de 6,5 % en mars et de 2,4 % en février, a annoncé le département du commerce le mercredi 23 mai. Les commandes dans le secteur des transports, traditionnellement soumises à de fortes fluctuations mensuelles, ont diminué de 14,3 % en avril, après avoir crû de 23,4 % en mars.

#### Première faillite en RDA

Bandtabak, société de fabrication d'additifs pour tabac, est la première entreprise de RDA à faire officiellement faillite. Ses dirigeants ont annoncé le jeudi 24 mai la cessation des activités et le licenciement de l'ensemble des 164 salariés. Selon le gouvernement est-allemand, 15 % des entreprises du pays devront être mises en faillite, surtout après l'entrée en vigueur, le premier juillet prochain, de l'union monétaire inter-allemande.

## Le Monde

### ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER (voir note)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	180 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

\* Taux par avion, nous contacter au : (1) 48-80-35-95

**« LE MONDE » ABONNEMENTS**  
1, place HUBERT-BEUVÉ-MERY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_

DU \_\_\_\_\_ AU \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Notre vous propose

**1000 Étiquettes Personnalisées**

Autoadhésives, avec vos NOM, ADRESSE, TÉLÉPHONE... ou le texte de votre choix, papier à 6 lignes, format 19 x 40 mm

**BLANCHES : 95 F** **OR : 105 F**

TTC et frais d'envoi compris

Envoyez des échantillons de votre texte et votre règlement à : **Meunier (Dreux) 15 rue P. Langevin 28130 PLAINVILLE**

Téléphones au 14.11.20 ou 14.76.00

Les échantillons sont non remboursables

(Publicité)

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE**

**OPÉRATION PORTE DU CENTRE**  
appel de candidatures

En vue d'assurer la réalisation de l'opération dite « Porte du Centre » à proximité de la gare RER de Cergy-Préfecture, l'Établissement Public d'Aménagement de Cergy-Pontoise organise un appel de candidatures d'équipes constituées de maîtres d'ouvrages et de concepteurs.

L'opération porte sur un programme total de l'ordre de 20 à 25 000 m<sup>2</sup> de SHON en commerces (1/3), bureaux (1/3), logements (1/3) et d'environ 800 à 850 places de parkings souterrains sur 5 niveaux.

Les candidats devront faire parvenir à Madame le Directeur Général de l'Établissement Public d'Aménagement - BP 47 - 95012 CERGY-PONTOISE cedex, avant le lundi 11 juin 1990, 18 h 00 :

- leur acte de candidature ;
- la liste et les références (administratives, techniques, financières, commerciales) des sociétés et personnes associées pour assurer la maîtrise d'ouvrage complète de l'opération y compris des architectes et bureaux d'études.

A l'issue de cet appel de candidatures, un dossier de consultation sera adressé aux équipes retenues, dans la semaine du 9 au 13 juillet 1990 ; leurs propositions devront être rendues pour le 1<sup>er</sup> octobre 1990 à 18 heures.

D

NON  
ADRESS  
CODE P  
PAYS  
FRANCE  
DOM-TL

# Le Monde

NUMERO HORS SERIE

## DE GAULLE

« C'était à moi d'assumer la France »

Charles de Gaulle

**A** l'occasion du centième anniversaire de sa naissance et du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin, *le Monde* consacre un numéro hors série au général de Gaulle.

**P**eu de personnalités ont marqué comme lui de leur empreinte notre histoire contemporaine. Pour mieux comprendre l'homme, sa fascination pour la France, ses convictions, la portée de son action politique, *le Monde* a effectué une sélection d'articles parus dans ses colonnes depuis sa création.

**L**e *Monde* retrace tous les grands moments de la vie du général : son engagement militaire, son combat pour la France libre, sa volonté de redonner un rang mondial à la nation, son rôle dans la création de nos institutions. *Le Monde* relate aussi ses treize années au pouvoir, la décolonisation, sa détermination dans le choix d'une force nucléaire de dissuasion. Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 et l'héritage qu'il a légué aux hommes politiques d'aujourd'hui.

« **DE GAULLE** », un numéro hors série du *Monde*, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'État.

**30 FRANCS**  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE

### BON DE COMMANDE : DE GAULLE

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : [ ] [ ] [ ] [ ] LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
PAYS : \_\_\_\_\_  
FRANCE (métropole uniquement) \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ x 35 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.  
DOM-TOM et ÉTRANGER \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ x 40 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.

Bulletin et règlement à retourner à :  
*le Monde*, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 Paris cedex 15 - France.

LMPB

هكذا من الأصل

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société Anonyme au Capital de 22.500.000.000 FCFA  
Siège Social : PORT-GENTIL (République Gabonaise)  
R.C. PORT-GENTIL 128 B

Les Actionnaires de la Société ELF GABON sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 14 juin 1990 à 15 heures dans les bureaux de la Société à LIBREVILLE à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 1989 et rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1967 ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes ;
- affectation du résultat ;
- ratification de cooptations et renouvellement de mandats d'Administrateurs ;
- fixation des honoraires des Commissaires aux Comptes ;

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée Générale, déposer au siège de la Société à PORT-GENTIL ou à ses bureaux en FRANCE (Tour Elf - Cedex 45 - 92078 PARIS LA DEFENSE), au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou une Société de Bourse.

Les Actionnaires désirant se faire représenter devront déposer leur pouvoir au siège de la Société à PORT-GENTIL ou à ses bureaux en FRANCE (Tour Elf - Cedex 45 - 92078 PARIS LA DEFENSE), trois jours au moins avant la réunion.

CONVOCAZIONE  
ASSEMBLEE GENERALE  
ORDINAIRE  
DU 14 JUIN 1990

## GROUPES ALAIN DUMENIL GARANTIE DE COURS PORTANT SUR LES ACTIONS DOCKS INDUSTRIELS

### 1. CIRCONSTANCES DE L'OPERATION

Le Groupe Alain DUMENIL a acquis en Bourse 64 026 actions (95,74 %) de Docks Industriels, société cotée au marché au comptant de la Bourse de Bordeaux, au prix de 460 F par action.

Cette acquisition, effectuée dans le respect de la réglementation boursière, est consécutive à l'exercice par SAGA de l'option de vente qui lui avait été consentie par le Groupe Alain DUMENIL, enregistrée auprès de la Société des Bourses Françaises en date du 9 janvier 1990.

L'exercice de cette option a été porté à la connaissance de la Société des Bourses Françaises.

La transaction a, par ailleurs, reçu l'autorisation du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget au titre de la réglementation des investissements étrangers en France.

Par application de l'article 5.4.1 du règlement général du Conseil des Bourses de valeurs relatif aux cessions de blocs de contrôle, le Groupe Alain DUMENIL s'engage à acheter en Bourse toutes les quantités de titres Docks Industriels qui seront présentées au prix de 460 F par action durant quinze séances de Bourse prévues pour la garantie en cours, soit du 29 mai 1990 au 19 juin 1990 inclus.

### 2. ELEMENTS D'APPRECIATION DU PRIX

a) Le prix de 460 F résulte d'une négociation de gré à gré avec les cédants. Il correspond à une valorisation de la société Docks Industriels à 30,8 MF, soit 3,95 fois l'actif net comptable au 31 décembre 1989.

b) Le prix proposé aux actionnaires fait apparaître une prime de 60 F par rapport au dernier cours coté, soit 400 F, le 16 mai 1990, avant la suspension de la cotation. Les cours extrêmes enregistrés depuis le début de l'année ont été de 628 F et de 400 F.

c) Le critère de rentabilité/rendement n'a pas été pris en compte du fait de l'absence de résultats courants bénéficiaires sur les trois derniers exercices : 1987, 1988 et 1989.

### 3. LES MODALITES DE FINANCEMENT

Le montant relatif à l'acquisition du bloc de contrôle représentant 95,74 % du capital de

Docks Industriels, s'élève à 29,4 MF. La procédure de garantie du cours pourrait conduire le Groupe Alain DUMENIL à acquérir 100 % des actions pour un montant total de 30,8 MF.

La procédure de garantie de cours fait l'objet d'une caution consentie par la Banque Dumenil-Leblé.

4. LES INTENTIONS DES ACQUEREURS  
Préalablement à l'acquisition du bloc de contrôle, la totalité des activités industrielles de manutention portuaire et de transit a été apportée ainsi que le nom commercial à une société nouvelle S.D.I. Par suite, la société Docks Industriels a modifié sa dénomination sociale pour adopter celle de « Alliance Développement Capital - A.D.C. ».

Le groupe Alain DUMENIL exerce ses activités dans le secteur financier et immobilier.

La vocation de la société A.D.C. sera orientée vers la constitution et la gestion d'actifs principalement financiers et immobiliers, mais aussi industriels, avec la prise de participations majoritaires dans des entreprises en vue d'en assurer la direction effective.

Parmi les différents projets en cours d'examen, A.D.C. procédera très prochainement à une prise de participation majoritaire au sein d'une société détentrice d'actifs immobiliers et financiers.

A plus long terme, les développements envisagés nécessiteront la recherche de financement. Il sera fait appel aux actionnaires et à l'épargne publique, dans le cadre d'une augmentation de capital ultérieure.

Dans cette perspective le groupe Alain DUMENIL maintiendra la cotation, et assurera la liquidité du marché pour aboutir à terme à une large diffusion des titres dans le public, soit par cession, soit par dilution à l'occasion d'opérations financières.

En vertu de l'article 20 du chapitre IV du règlement de la Commission des opérations de Bourse relatif aux offres publiques et aux acquisitions de blocs de contrôle, ce communiqué a été soumis à l'appréciation de la commission.

## Menaces sur le Canada

Suite de la première page

Le chiffre a été lancé à la tête de John Crosbie, lors d'une réunion tenue au début de l'année à Ottawa, par Shirley Carr, présidente du Canadian Labour Congress, la confédération des syndicats ouvriers. Le ministre du Commerce extérieur l'a démentit, assurant au contraire qu'il avait été créé 193 000 emplois de plus qu'il n'en avait disparu. Les statistiques lui donnent raison. Ce qui est vrai, c'est qu'après sept années de croissance rapide, seul le Japon ayant fait mieux, l'économie canadienne commence à souffler un peu. Le léger ralentissement qui se manifeste dans différents domaines a pour origine la fin d'un cycle de très forte activité.

Ce qui est vrai aussi, c'est que le ralentissement de la marche des affaires dans le grand pays voisin qui absorbe grosso modo les trois quarts des exportations canadiennes se fait cruellement sentir. L'année dernière, l'excédent commercial du Canada vis-à-vis des Etats-Unis - un excédent traditionnel - a été le plus faible jamais enregistré depuis la dépression de 1982. Non seulement la demande intérieure américaine s'est affaiblie, mais le dollar canadien, dopé par des taux d'intérêt élevés, s'est sensiblement apprécié par rapport au dollar américain, réduisant d'autant la compétitivité des produits nationaux. Sur ce point, tout le monde est d'accord : le niveau élevé de la monnaie canadienne, qui n'a faibli vis-à-vis du dollar américain que pendant deux mois au début de 1990, a eu beaucoup plus d'effet jusqu'ici que n'importe quelle disposition du traité de libre-échange.

Quand on additionne toutes ces causes de difficultés, quand on tient compte de l'extrême inquiétude que ressentent beaucoup de Canadiens dans l'attente de la ratification - ou de l'échec - en juin prochain des accords du lac Meech (1) dont dépendront l'entrée du Québec et l'unité du pays, on s'aperçoit qu'il est impossible de rendre au traité de libre-échange ce qui lui appartient et seulement ce qui lui appartient.

Engagé dans une expérience économique lourde de conséquences en même temps que confronté à des problèmes politiques essentiels comme ceux qui ont trait au devenir du Québec, le Canada est incapable de faire impartialement la part des choses.

Un traité de libre-échange n'en a pas moins été signé, auquel les entreprises doivent s'adapter. Faut-il voir dans les nombreuses opérations qui ont eu lieu en 1989 les premiers effets du Free Trade Agreement ? Toujours est-il que le monde des affaires a été secoué à plusieurs reprises durant l'année dernière et que ces secousses ont pu faire croire que déjà apparaissent les effets du traité de libre-échange : rachat de Consolidated Bathurst, numéro deux de l'industrie papetière canadienne (fleuron du groupe Power Corporation dominé par la célèbre famille Desmarais), par l'américain Stone



Container, numéro un mondial du papier d'emballage ; vente de la compagnie aérienne Wardair à Pacific Western Airlines ; prise de contrôle de Texaco Canada (1800 stations-service et deux raffineries) par Imperial Oil, filiale d'Exxon ; vente du groupe Commerce (assurances) à une société néerlandaise.

### Naitre et disparaître

Robert W. Showman, du Business Council, l'association patronale qui regroupe cent cinquante des plus grandes entreprises canadiennes, ne nie pas les turbulences et la disparition de beaucoup de firmes, mais fait remarquer deux choses : la première est que, depuis toujours, les trois quarts des PME disparaissent dans l'année qui suit leur création ; la seconde est que beaucoup de firmes ont tenté de nationaliser leurs équipements et pour cela se délocaliser.

Pour lui le traité de libre-échange fera souffrir certains et sera pour d'autres l'occasion de prospérer. On connaît grosso modo les secteurs menacés : ce sont les industries du meuble, du textile, des formes métalliques, la vigne, certaines industries agroalimentaires. Mais beaucoup de firmes jureront parfaitement leur épiingle du jeu, même dans les secteurs réputés en danger. En revanche, M. Showman estime que les grands constructeurs automobiles, qui ont réalisé de gigantesques investissements (3 milliards de dollars américains pour les seules années 1985-1986), sont menacés par la surproduction. Mais ce danger n'a rien à voir avec le traité. Gordon Ritchie, qui fut responsable pour le Canada des négociations de libre-échange à Washington et s'occupe maintenant d'un bureau de consultant à Ottawa, confirme l'analyse de Robert W. Showman. Il ajoute que de nombreuses firmes canadiennes investissent aux Etats-Unis dans un souci de rationalisation.

« Cela fait partie d'un plan d'attaque dont on jugera les effets dans plusieurs années », Gordon Ritchie souligne que ce genre de décision sera probablement accéléré par l'appréciation du dollar canadien. Mais l'important pour Gordon Ritchie est qu'avant la signature du traité la décision d'investir au Canada n'était prise que pour les projets dont les taux de rendement s'annonçaient nettement supérieurs à ce qu'ils étaient aux Etats-Unis : « De l'ordre de trois points, pour compenser le risque de mesures protectionnistes prises par Washington. » Ce risque est maintenant écarté. En principe du moins.

Les premières statistiques d'investissements pour 1989 montrent un certain ralentissement des flux des Etats-Unis vers le Canada et une certaine accélération en sens inverse (du Canada vers les Etats-Unis). Mais Paul Labbé, président d'Investissement Canada, l'organisme public de contrôle des investissements étrangers, fait remarquer que, outre la place grandissante prise par l'Europe et l'Asie, 80 % des projets au Canada

proviennent de réinvestissements sur place de bénéfices - des filiales d'entreprises américaines notamment - « signe évident de confiance ». D'une façon plus générale, le Canada est et reste exportateur net de capitaux depuis des années.

Emplois créés moins nombreux, balance commerciale moins florissante, investissements hors frontières multipliés : s'il est impossible de rendre au traité de libre-échange ce qui lui revient à coup sûr, on peut du moins s'interroger sur l'efficacité d'une de ses dispositions essentielles, à savoir le tribunal d'arbitrage.

Créé pour réduire les risques de mesures protectionnistes arbitraires, ce tribunal est composé de deux Américains, de deux Canadiens et d'une personnalité indépendante. En cas de conflit, cette institution - un « panel » - dira si les mesures protectionnistes prises par le pays « offensé » sont inventées de toutes pièces pour la circonstance ou relèvent, de règles habituelles. Le tribunal dont la composition doit être renouvelée à chaque affaire devra dans cinq ans énoncer des règles communes qui s'imposeront aux deux pays lors-

dossiers sont en tous les cas ouverts qui concernent l'agriculture, l'un des points cruciaux du traité. Quand les Américains reprochent au Canada de subventionner ses industries agroalimentaires à travers un système ancien de stabilisation des prix du porc, ils relancent la bataille en donnant une nouvelle interprétation de la notion de subvention. Si celle-ci était retenue, les conséquences pourraient en être considérables, les prix de beaucoup de produits agricoles de base étant soutenus. C'est donc l'existence même des offices d'organisation des marchés qui est ainsi posée et à la limite toute une conception de l'agriculture et de sa place dans la société. Le problème dépasse le seul Canada et concerne le monde entier, l'Europe notamment.

### Un pays peut-il organiser ses marchés agricoles ?

Quand les Américains contestent au Canada le droit de contourner les importations de crèmes glacées et de yaourts, sans tenir compte du fait que ces restrictions sont cohérentes avec les limitations autorisées dans le but de régulariser les prix, ils démontrent la possibilité à un pays d'organiser ses marchés agricoles.

Qui l'emportera, des Etats-Unis ou du Canada, des règles d'organisation des marchés ou du libéralisme à tout crin ? Qui l'emportera, de l'esprit de Cairns (2) qui habite certains grands producteurs céréaliers pour lesquels seule est bonne la concurrence à tout prix, ou des intentions confuses exprimées par le GATT dans son article 11 ? Un article qui va faire beaucoup parler de lui parce que, tout en interdisant les restrictions quantitatives à l'importation, il en admet la possibilité pour l'agriculture.

L'idée lancée par John Crosbie, le ministre canadien, de créer une organisation mondiale du commerce ayant de l'autorité et des pouvoirs s'explique par le souci d'empêcher les Etats-Unis d'imposer leur point de vue dans les négociations multilatérales du type Uruguay Round en agitant la menace d'une multiplication d'accords bilatéraux. Et de tribunaux à deux.

Car si le Canada, à cause de sa longue frontière commune avec les Etats-Unis, s'est lancé après bien des hésitations dans l'aventure du traité de libre-échange, sa philosophie reste profondément celle de règles multilatérales, valables pour tous les pays du monde. Et ce n'est pas sans inquiétude qu'Ottawa a appris que les Etats-Unis étaient à l'initiative d'un accord avec un autre traité de libre-échange avec le Mexique.

Le difficile pour le Canada ne sera pas de s'enrichir au cours des années qui viennent, car le traité de libre-échange favorisera cela comme il favorisera la puissance économique. Le difficile sera pour ce pays de garder son identité, c'est-à-dire ses règles propres en matière de protection sociale, d'aides aux régions défavorisées, d'organisation d'une agriculture différente de l'américaine dans bien des domaines. « Le Free Trade n'est pas une catastrophe, mais dans dix ans le pays aura beaucoup changé », nous a déclaré David Peterson, le fringant premier ministre de l'Ontario, qui, au nom des valeurs culturelles du Canada, s'oppose au traité avant sa signature.

Le difficile sera aussi de préserver une unité nationale jamais vraiment scellée entre communautés francophones et anglophones et paradoxalement un peu plus ébranlée par la prospérité économique de ces dernières années, le Québec notamment se sentant pousser des ailes... Ce qui est sûr, c'est que dans l'immédiat la multiplication des échanges commerciaux entre le nord et le sud va tendre des liens déjà lâches entre est et ouest du pays.

De ce point de vue, le succès ou l'échec des accords du lac Meech en juin dira qui l'emportera de l'histoire ou de la géographie.

ALAIN VERHOLDES

(1) Fin avril 1987, sur les bords du lac Meech, à une quinzaine de kilomètres d'Ottawa, avait été ratifié par le premier ministre Brian Mulroney et les premiers ministres des provinces canadiennes - sauf celui du Québec - un accord aux termes duquel la province francophone était invitée à réintégrer le giron constitutionnel en échange d'un statut de « société distincte ».

(2) Créé fin 1986, le groupe de Cairns est composé de pays producteurs et exportateurs de produits agricoles (céréales principalement) qui assurent ne pas subventionner leurs exportations. Il est animé par l'Australie.



**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## MARCHÉS FINANCIERS

**BOURSE DU 23 MAI**

MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 17 h 50

BOURSE DU 23 MAI

Règlement mensuel

Cours précéd.	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%	Cours précéd.	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%	Cours précéd.	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%	Cours précéd.	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%	Cours précéd.	VALEURS	Cours précéd.	Précédent	Dernier	%
3711	C.R.E.S.P.	5500	5500	5500	+1.08	1070	J. Lafont	1070	1020	1020	+1.86	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1250	1250	1250	+0.18	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2015	2015	2015	+0.40	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+1.28	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P.	2021	2021	2021	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
3351	C.C.F.T.P.	3351	3351	3351	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
1118	C.C.F.T.P.	1118	1118	1118	+0.26	1147	Labadie	1147	1100	1100	+2.54	1550	Stent Louis	1550	1550	1550	+1.78	2570	Demeter Bank	2570	2515	2515	+2.80	3800	Deutsche Bank	3800	3800	3800	+2.80
2021	C.C.F.T.P																												

**COMPTANT** (selection)

Obligations				Etrangeres			
VALEURS	% du g.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.
Emp. Etr. 1957-77	120 20	9.46	Chem. de France	851	851	A.E.R.	1670
Emp. Etr. 1978-79	101.06	7.72	Colmar	1025	1220	Alcan Al. Rio.	941
VALEURS 79-80	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1979-80	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1980-81	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1981-82	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1982-83	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1983-84	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1984-85	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1985-86	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1986-87	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1987-88	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1988-89	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1989-90	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1990-91	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1991-92	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1992-93	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1993-94	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1994-95	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1995-96	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1996-97	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1997-98	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1998-99	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 1999-00	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2000-01	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2001-02	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2002-03	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2003-04	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2004-05	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2005-06	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2006-07	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2007-08	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2008-09	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2009-10	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2010-11	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2011-12	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2012-13	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2013-14	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2014-15	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2015-16	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2016-17	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2017-18	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2018-19	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2019-20	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2020-21	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2021-22	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2022-23	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2023-24	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2024-25	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2025-26	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2026-27	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2027-28	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2028-29	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2029-30	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2030-31	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2031-32	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2032-33	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2033-34	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2034-35	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2035-36	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2036-37	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2037-38	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2038-39	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2039-40	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2040-41	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2041-42	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2042-43	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2043-44	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2044-45	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2045-46	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2046-47	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2047-48	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2048-49	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2049-50	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2050-51	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2051-52	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2052-53	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2053-54	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2054-55	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2055-56	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2056-57	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2057-58	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2058-59	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2059-60	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2060-61	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2061-62	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2062-63	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2063-64	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2064-65	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2065-66	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2066-67	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2067-68	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2068-69	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2069-70	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2070-71	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2071-72	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2072-73	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2073-74	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2074-75	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2075-76	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2076-77	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2077-78	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2078-79	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2079-80	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2080-81	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2081-82	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2082-83	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2083-84	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2084-85	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2085-86	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2086-87	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2087-88	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2088-89	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2089-90	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2090-91	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2091-92	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2092-93	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2093-94	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2094-95	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2095-96	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2096-97	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2097-98	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2098-99	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2099-00	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2100-01	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2101-02	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2102-03	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2103-04	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2104-05	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2105-06	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2106-07	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2107-08	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2108-09	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2109-10	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2110-11	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2111-12	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2112-13	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2113-14	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2114-15	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2115-16	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2116-17	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2117-18	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2118-19	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2119-20	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2120-21	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2121-22	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2122-23	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr. 2123-24	100.94	8.25	Origny	780	770	Alcan Al. Rio.	941
Emp. Etr.							

**SICAV** (sélection)

VALUERS	Estimate	Price Inv.	net	VALUERS	Estimate	Price Inv.	net
1150 73	1161 69	Fest-Associates	28 74	29 74	Placements C.T.	7537 37	7537 69
240 19	232 73	Fest-Corp.	34 93	34 93	Placements J.	801 01	801 03
6112 01	6112 01	Fest-Corp.	119122 53	119122 53	Placements Premier	55594 45	55594 45
105 07	104 76	Fest-Corp.	231 06	231 06	Platin	121 72	121 72
1167 71	1168 74	Fest-Exec	646 66	646 66	Poste Gordon	94625 35	94625 35
717 59	700 09	Fest-Exec	30 78	30 78	Poste Only	10651 86	10651 86
5200 82	5200 82	Fest-Exec	1008 12	1008 12	Poste Only	110 10	107 06
8002 57	802 64	Fest-Exec	34 34	33 53	Poste-Exec	24493 35	2443 26
123 08	127 57	Fest-Exec	1181 93	1181 93	Poste-Exec	129 48	126 37
130 76	130 76	Fest-Exec	4651 96	4651 96	Poste-Exec	1065 09	1065 09
102 19	101 28	Fest-Exec	1148 11	1148 11	Poste-Exec	1051 91	1051 91
1094 74	1059 48	Fest-Exec	61072 32	61072 32	Poste-Exec	5247 08	5195 13
10569 48	10569 48	Fest-Exec	161 95	162 02	Poste-Exec	1130 95	1114 14
713 86	6210 49	Fest-Exec	1073 25	1073 25	Poste-Exec	826 18	884 18
67 32	67 32	Fest-Exec	1246 51	1246 51	Poste-Exec	272 67	281 31
6963 85	6951 93	Fest-Exec	10374 42	10374 42	Poste-Exec	246 21	236 95
1006 84	1006 84	Fest-Exec	11628 48	11628 48	Poste-Exec	627 12	684 86
1006 84	1006 84	Fest-Exec	581 83	581 83	Poste-Exec	651 21	651 21
1006 84	1006 84	Fest-Exec	163 97	163 97	Poste-Exec	10491 28	10491 28
1006 84	1006 84	Fest-Exec	246 55	246 55	Poste-Exec	326 96	326 96
1006 84	1006 84	Fest-Exec	176 81	176 81	Poste-Exec	72 18	756 24
1006 84	1006 84	Fest-Exec	214 24	214 24	Poste-Exec	1464 24	1464 24
1006 84	1006 84	Fest-Exec	300 60	300 60	Poste-Exec	1164 81	1164 81
1006 84	1006 84	Fest-Exec	277 85	277 85	Poste-Exec	752 80	752 80
1006 84	1006 84	Fest-Exec	370 39	370 39	Poste-Exec	1059 02	1059 02
1006 84	1006 84	Fest-Exec	286 82	286 82	Poste-Exec	709 62	709 62
1006 84	1006 84	Fest-Exec	442 36	442 36	Poste-Exec	464 54	464 54
1006 84	1006 84	Fest-Exec	926 10	926 10	Poste-Exec	743 72	743 72
1006 84	1006 84	Fest-Exec	179 25	179 25	Poste-Exec	635 81	635 81
1006 84	1006 84	Fest-Exec	382 40	382 40	Poste-Exec	220 71	218 52
1006 84	1006 84	Fest-Exec	504 49	504 49	Poste-Exec	336 42	336 42
1006 84	1006 84	Fest-Exec	10536 12	10536 12	Poste-Exec	1249 97	1234 55+
1006 84	1006 84	Fest-Exec	6035 47	6035 47	Poste-Exec	1118 54	1118 54
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1007 94	1007 94	Poste-Exec	336 42	336 42
1006 84	1006 84	Fest-Exec	2404 47	2404 47	Poste-Exec	1026 40	1026 40
1006 84	1006 84	Fest-Exec	803 30	803 30	Poste-Exec	521 89	536 13
1006 84	1006 84	Fest-Exec	2051 11	2051 11	Poste-Exec	1361 84	1361 84
1006 84	1006 84	Fest-Exec	22025 54	22025 54	Poste-Exec	1200 51	1162 72
1006 84	1006 84	Fest-Exec	551 04	551 04	Poste-Exec	1177 1162 72	1177 1162 72
1006 84	1006 84	Fest-Exec	719 38	719 38	Poste-Exec	822 95	822 95
1006 84	1006 84	Fest-Exec	202 05	202 05	Poste-Exec	540 46	540 46
1006 84	1006 84	Fest-Exec	8694 20	8694 20	Poste-Exec	123 14	127 41
1006 84	1006 84	Fest-Exec	439 07	439 07	Poste-Exec	10	
1006 84	1006 84	Fest-Exec	5789 11	5789 11	Poste-Exec	1072 48	1061 97
1006 84	1006 84	Fest-Exec	6041 81	6041 81	Poste-Exec	11955 84	11955 84
1006 84	1006 84	Fest-Exec	80812 00	80812 00	Poste-Exec	10741 83	10741 83
1006 84	1006 84	Fest-Exec	11245 41	11245 41	Poste-Exec	8141 38	8141 38
1006 84	1006 84	Fest-Exec	153 03	153 03	Poste-Exec	460 52	460 52
1006 84	1006 84	Fest-Exec	21454 00	21454 00	Poste-Exec	520 52	520 52
1006 84	1006 84	Fest-Exec	14708 07	14708 07	Poste-Exec	677 28	677 28
1006 84	1006 84	Fest-Exec	132 18	132 18	Poste-Exec	546 58	546 58
1006 84	1006 84	Fest-Exec	6596 16	6596 16	Poste-Exec	1141 05	1141 05
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1308 08	1308 08	Poste-Exec	111 18	109 59+
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1103 76	1103 76	Poste-Exec	115 01	115 01
1006 84	1006 84	Fest-Exec	21454 00	21454 00	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	180 78	180 78	Poste-Exec	142 89	142 89
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1512 79	1512 79	Poste-Exec	335 87	335 87
1006 84	1006 84	Fest-Exec	80326 98	80326 98	Poste-Exec	1261 57	1261 57
1006 84	1006 84	Fest-Exec	29 29	29 29	Poste-Exec	1665 85	1389 99
1006 84	1006 84	Fest-Exec	11808 08	11808 08	Poste-Exec	200 12	200 12
1006 84	1006 84	Fest-Exec	670 30	670 30	Poste-Exec	144 35	144 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	950 40	950 40	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	5424 81	5424 81	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec	1148 08	1148 08	Poste-Exec	114 35	114 35
1006 84	1006 84	Fest-Exec</					

Cote des Changes	
COURS	COURS DES BILLETS

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 23/75	achat	vente
Baux-Louis (1 ong.)	5 632	5 808	5 840	5 840
Aluminium	6 820	6 918		345 000
Aluminium (100 div.)	3 500	3 500	345 500	345 500
Aluminium (100 f.)	3 350	15 314	18 900	308
Belgique (100 f.)	298 700	298 720		4 980
Belgique (100 f.)	298 700	298 720	4 980	9 980
Belgique (1000 f.)	85 450	85 360	82	9 980
Denmark (100 f.)	5 808	5 808	4 060	4 060
Denmark (100 f.)	5 808	5 808	4 060	4 060
Greece (100 drachmes)	298 280	297 280	403	95
Italy (100 lire)	32 710	32 710	403	95
Japan (100 yen)	32 710	32 710	403	95
Netherlands (100 gld.)	47 468	47 798	48 600	48 600
Netherlands (100 gld.)	47 468	47 798	48 600	48 600
Portugal (100 esc.)	3 812	3 812	4 360	4 360
Portugal (100 esc.)	3 812	3 812	4 360	4 360
Canada (100 cents)	4 787	4 770	5 680	5 680
Canada (100 cents)	4 787	4 770	5 680	5 680

MONNAIES	COURS	COURS	
		23/5	

ET DEVISES	préc.	préc.
Or fin (on barre)	67800	66800
Or fin (en lingot)	67500	66400
Naphtaline 200°	400	394
Pétrole P 110 S	414	380
Pétrole P 110 R	433	431
Pétrole S 100	389	384
Pétrole Lubine 220 S	501	490
Soufre	2500	2340
Pièce 20 dollars	1900	1180
Pièce 10 dollars	940	776
Pièce 5 dollars	2636	2650
Pièce 10 florins	400	386

Leasing DA (marché)	
Alufo (marché)	
Parité, Paris	
Parité, N.Y.	
Le Gedeon-Contingent	
Suisse (marché)	
S.E.P.R.	
S.P.R. et R.	
Union Européenne	
Wester	

210	....	Enoch	1236 80	1786 2
287	....	Eurodyn	7706 82	7357 2
626	430	Euro Gas		

240	****	Guaranteed	272 70	254
826	****	Foreign	11887 86	11887
376	****	Foreign	10619 46	10642
123 00	179 00	FRANCE-GAN		
1880	****	France Garantie	255 91	255
330	336	France Invest	439 69	439
1011	1700	France Oblig	448 39	448
738	****	France	521 73	510
380	****	France Placements	122 67	122
988	****	France Regions	1358 82	1358

g : coupon détaché - e : effort -

Oracion	1197 25	1157 88
Orador	6230 97	6006 66

**PUBLICITÉ**

12	Porteur Espagnol	17285 43	17285 43
88	Porteur Département	127 84	122 53
40	Porteur Département	582 80	538 94
46	Porteur Département	50 78	89 86
87	Porteur Département	108 11	182 46
53	Porteur Département	200 92	880 41
53	Porteur Département	275 36	267 91
53	Porteur Département	760 05	742
05	Porteur Département	1287 80	1282 55

- : cote décalée - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - = : valeur

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

ÉTATS-UNIS

M. Bush persiste dans son attitude « réaliste » à l'égard de Pékin

Le président américain a annoncé, au cours d'une conférence de presse jeudi 24 mai à la Maison Blanche, qu'il avait résolu de laisser à la Chine le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée en matière d'échanges commerciaux.

WASHINGTON

de notre correspondant

La décision était « très difficile » à prendre, et M. Bush, à l'en croire, a beaucoup hésité. Mais le résultat n'a surpris personne : le président américain a persisté dans son attitude « réaliste » à l'égard de Pékin. Tel est, a-t-il expliqué, « l'intérêt des États-Unis et l'intérêt du peuple chinois ».

Depuis que M. Bush, au lendemain de la sanglante répression de la place Tiananmen, a plaidé pour le réalisme et contre toute attitude aboutissant à « isoler » Pékin, la politique chinoise des États-Unis est considérée comme une sorte de « domaine réservé » du président, qui fut jadis chef du « bureau de liaison » des États-Unis en Chine. Cette politique, marquée entre autres par l'envoi de missions « secrètes » auprès des dirigeants chinois, lui a valu bien des critiques, en particulier au Congrès et dans la presse, et bien peu de satisfactions. M. Bush a reconnu lui-même qu'il était déçu par le peu d'empressement de Pékin à le récompenser de sa compréhension en desservant un peu l'état idéologique et policier qui enserrait la société chinoise. (Il a néanmoins fait état de la libération de 211 prisonniers politiques, et de la levée de la loi martiale au Tibet).

Cette fois encore, les dirigeants démocrates ont réagi très négativement à la décision de M. Bush. Mais il est douteux que ses adversaires au Congrès puissent rassembler les deux tiers des voix nécessaires à passer outre à sa volonté. Toute considération politique mise à part, l'administration peut faire valoir des arguments qui trouvent un puissant écho dans les milieux économiques américains : le com-

merce entre les deux pays n'est nullement négligeable - les Américains achètent à la Chine pour 12 milliards de dollars de marchandises, et lui en vendent pour 6 milliards. Par ailleurs un non renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée aurait eu des conséquences très négatives sur l'économie de Hongkong. Enfin, cette clause, comme l'a souligné M. Bush au cours de la conférence de presse convoquée pour l'occasion, est pratiquement la norme en matière de relations commerciales.

Le cas de l'URSS

Si c'est la norme, pourquoi Moscou n'en bénéficierait-il pas ? Interrogé à ce sujet, le président américain a confirmé ce que son entourage confiait depuis une dizaine de jours : en l'absence d'un véritable dialogue entre Moscou et Vilnius, il serait « extraordinairement difficile » d'accorder cet avantage à l'URSS. Mais M. Bush a fait ce constat sur le ton du regret, comme s'il était dans l'obligation de tenir compte des sentiments du Congrès plutôt que de ses propres inclinations.

La veille, son secrétaire d'Etat James Baker avait refusé de s'engager sur ce terrain et s'en était tenu à l'explication la plus conforme à la doctrine officielle des États-Unis : l'octroi de cette clause est lié à l'adoption par l'URSS d'une loi formalisant la libéralisation de l'émigration (la Chine possède une telle législation) ; il était prévu que le Soviet suprême voterait cette loi le 31 mai, soit le jour même des premiers entretiens de M. Gorbatchev à Washington ; or les États-Unis ont appris que l'examen de cette législation avait été retardé de l'ordre du jour du Soviet suprême ; la question d'un lien entre l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée et l'attitude de Moscou à l'égard de la Lituanie n'a donc plus à se poser. Le raisonnement, impeccable de M. Baker dissimulait mal l'essentiel. Selon toute vraisemblance les Soviétiques avaient décidé de reporter l'examen de cette loi parce qu'ils savaient fort bien qu'il exis-

fait une autre « condition », et n'étaient pas disposés à l'accepter. Pour le reste, et comme il est classique à l'approche des sommets, M. Bush s'est gardé d'afficher un trop grand optimisme, soulignant que « d'énormes problèmes » subsistent, des problèmes dont « il faudra seulement parler », ce qui signifie qu'ils ne seront pas résolus au cours de ses entretiens avec M. Gorbatchev. Le président américain faisait en particulier allusion à la présence de l'Allemagne dans l'OTAN, et à l'absence de progrès sur le désarmement conventionnel en Europe.

Les enfants

dans les territoires occupés

M. Bush a aussi été interrogé sur son attitude à l'égard d'Israël. À un moment où certains Israéliens l'accusent de vouloir exercer « une vendetta personnelle » contre M. Shamir. Au lieu d'explications politiques, M. Bush a laissé un moment apparaître sa sensibilité, en expliquant, avec une évidente sincérité, que ce qui le « troublait le plus », c'était « les pertes de vies humaines » (dans les territoires occupés) : « Bien sûr, de toutes les vies humaines, mais je dois dire que je pense particulièrement aux enfants ».

Un peu plus tard, le département d'Etat apportait quelques précisions aux propos tenus la veille par M. Baker et selon lesquels les États-Unis ne s'opposeraient pas à « la discussion de l'envoi d'observateurs des Nations unies » dans les territoires occupés par Israël. Washington, a fait savoir le département d'Etat, n'accepterait que l'envoi d'observateurs en mission d'enquête, mais pas d'observateurs permanents. Et comme pour réduire un peu l'impact des propos tenus la veille par M. Baker, son porte-parole a fait valoir que de telles missions avaient déjà été envoyées dans le passé dans les territoires occupés.

JAN KRAUZE

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La junte électorale a annoncé la victoire du président Balaguer

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

La junte électorale a annoncé, jeudi 24 mai, la victoire du président sortant, Joaquín Balaguer, à l'élection présidentielle du 16 mai dernier. Selon ses chiffres, contestés par l'opposition, le président Balaguer, un conservateur âgé de quatre-vingt-trois ans, sur un total de près de deux millions de suffrages exprimés, le candidat du Parti de la libération dominicaine (PLD-gauche), Juan Bosch, José Francisco Peña Gómez, qui dirige le Parti révolutionnaire dominicain (PRD-membre de l'Internationale socialiste), arrive en troisième position avec 23 % des suffrages.

Le PLD a protesté contre la publication de ces résultats en violation d'un accord conclu à la fin de la semaine dernière sous les auspices de l'ex-président américain Jimmy Carter. En accord avec les principes partis politiques, le conseil électoral avait lui-même annoncé qu'il ne publierait plus de résultats tant que les documents électoraux ne seraient pas vérifiés et les bulletins recomptés. Ce processus de vérification avait été décidé à la suite de nombreuses irrégularités constatées par les observateurs internationaux et des graves accusations de fraude lancées par les deux principaux partis d'opposition, le PRD et le PLD. Ce dernier a menacé de déclencher une grève générale si les recours légaux lui sont refusés.

JEAN-MICHEL CARROT

L'agression contre

une jeune Noire à Avignon

Un signalement précis mais pas d'interpellation

L'enquête policière s'annonce difficile à la suite de l'agression dont a été victime une jeune fille noire, le 16 mai, à Avignon. Sous la menace d'un rasoir et sous les insultes racistes - « On n'aime pas les Noirs » - quatre jeunes gens avaient conduit Anne M., seize ans, dans une ruelle de la ville, et ils lui avaient tordu les cheveux (le Monde du 25 mai).

Le signalement des agresseurs, donné par la victime - des jeunes, âgés de seize à dix-huit ans, coiffés de casques intégraux dissimulant leurs visages, portant des blousons d'aviateur en toile bleue et conduisant des scooters - a amené les policiers de la sûreté urbaine d'Avignon à interroger plusieurs adolescents de la Cité des Papes. Mais, de source proche de l'enquête, on indique que ces contrôles n'ont donné suite, à aucune interpellation. D'ailleurs, aucune information judiciaire n'avait été ouverte en fin de matinée vendredi 25 mai par le parquet du tribunal d'Avignon à la suite de la plainte déposée par les parents adoptifs de la jeune fille, le 18 mai.

M. Guy Ravier, maire socialiste d'Avignon, a réagi à l'agression : « Face aux propos de Le Pen, face aux agissements du PFNE (Parti français nationaliste européen, néo-nazi), nous devons ramener les Français au civisme. C'est pourquoi je réclame la dissolution de tous les mouvements extrémistes qui veulent déstabiliser le pays et installer le désordre ».

André Fontaine PDG du Monde Publicité

André Fontaine a été élu, le mercredi 23 mai, président-directeur général du conseil d'administration du Monde Publicité, filiale du Monde (51 %) et de Régie Presse (49 %), en remplacement de Bernard Wouts. Trois nouveaux administrateurs sont d'autre part entrés au conseil d'administration : la Société des rédacteurs du Monde représentée par son président, Manuel Lucbert ; Daniel Vernet, directeur de la rédaction, représentant le journal le Monde, et Antoine Grisnet, administrateur délégué du Monde.

André Fontaine a confirmé Philippe Denis à son poste d'administrateur directeur général, et Françoise Huguet, précédemment directrice générale adjointe, a été nommée directrice générale.

CHINE

Sabotage de l'opération « Déesse-de-la-démocratie »

Le bateau-radio Déesse-de-la-démocratie a entamé son dernier voyage, vers la casse. Affrété par plusieurs journaux et organisations pour émettre vers la Chine à l'occasion de l'anniversaire du « printemps de Pékin », il avait en vain cherché un port d'accueil. Hongkong l'avait repoussé, Taiwan l'avait laissé mouiller mais lui avait interdit de transmettre, confisquant même son émetteur. Il espérait trouver plus de sympathie au Japon, mais ce dernier a lui aussi cédé aux admonestations de Pékin. Les affaires restent les affaires.

La vindicte de la Chine poursuivait ce projet depuis le début. Pékin ne cessait de menacer ceux qui accordaient le droit d'escalade ou fermaient les yeux sur les activités du Déesse-de-la-démocratie. D'abord la France, d'où était parti le bateau en mars et à laquelle Pékin avait demandé d'interdire à ses ressortissants de faire partie de l'équipage et à sa presse d'en parler. Puis Djibouti, Singapour, Hongkong, Taïwan et le Japon.

Les organisateurs comptaient sur la compréhension des voisins de la Chine. Les déclarations menaçantes de ses dirigeants ont eu raison de ces espoirs. Hongkong ne sait plus dire non à son puissant voisin. Taïwan, qui veut négocier avec la Chine et y investir, s'est rendu sur son accord alors même qu'une partie des fonds était de provenance taïwanaise privée.

Pékin s'appuie sur la convention sur le droit de la mer (qu'elle n'a pas ratifiée) et sur les règlements

de l'OIT. Il est vrai que ces textes, qui tirent leur origine du précédent de la station-pirate anglaise Radio Caroline, peuvent être interprétés en faveur de la position chinoise. Les organisateurs ont sous-estimé les obstacles procéduriers que pouvait utiliser Pékin et manqué de prudence en n'embarquant pas leur matériel à l'avance.

Mais, derrière les arguties juridiques, Pékin dissimule en fait sa crainte qu'une information « libre » puisse atteindre sa population. Cette attitude quasi paranoïaque, qui a été jusqu'à faire suivre le Déesse-de-la-démocratie par un sous-marin et à invoquer le « précédent » du Rainbow Warrior, apparaît avant tout comme un signe de faiblesse. Pékin, qui, pendant dix ans, avait encouragé sa population à écouter les radios étrangères au nom de l'ouverture vers le monde extérieur, s'est remis à les brouiller au lendemain du 4 juin. Le régime se sent-il si peu sûr de lui qu'il ne puisse tolérer une radio dissidente ?

A moins qu'il ne se sente conforté dans son intransigence par la faiblesse dont font preuve certains gouvernements à son égard. Hongkong, Taïwan et le Japon en particulier. Mais aussi les États-Unis, qui ont été jusqu'à mettre en garde Taïwan contre les conséquences d'un soutien même discret à un projet qui n'est pourtant pas sans rappeler celui de Radio-Marti vers Cuba (le Monde du 19 mai).

PATRICE DE BEER

INDE : la crise du Cachemire

« Ce fut un massacre... »

SRINAGAR

de notre envoyé spécial

« On n'a pas tiré sur la foule qui suivait le cortège funéraire », même si il y a eu un « échange de tirs » entre les « terroristes » et les forces de sécurité. C'est ce qu'avait affirmé M.V.P. Singh, mardi 22 mai, devant l'Assemblée nationale à propos de la fusillade qui avait eu lieu, la veille, à Srinagar, après l'assassinat de Mirwaiz Maulvi Farooq, principal chef musulman de la vallée du Cachemire (le Monde des 23 et 24 mai). Les propos du premier ministre indien sur aujourd'hui démentie par de multiples témoignages. La version officielle, selon laquelle 27 personnes qui faisaient partie de la procession transportant le corps de Maulvi Farooq, ont été tuées, est très éloignée de la réalité. Selon un haut fonctionnaire de la police de l'Etat du

Jammu et Cachemire, qui a requis l'anonymat, « ce fut un total massacre. Plus de cent personnes ont été tuées. Les CRPF (forces para-militaires) ont ouvert le feu sur la foule sans aucune provocation. Il n'y a eu aucun coup de feu venant des rangs de celle-ci. Rien ne peut justifier une telle hécatombe ».

A l'institut médical Sura, principal centre hospitalier de Srinagar, dans des témoignages de médecins et de personnes présentes sur les lieux confirmant cette version des faits et aussi ce bilan : environ 300 personnes ont été blessées par la fusillade et plus d'une centaine ont été tuées ; aucun tir n'a eu lieu en provenance du cortège ; les troupes para-militaires responsables de ce massacre ont ouvert le feu sans aucune sommation.

L. Z.

JAPON

L'empereur Akihito présente à la Corée son « plus intense regret » pour le « passé malheureux »

TOKYO

de notre correspondant

Recevant jeudi 24 mai le président sud-coréen Roh Tae-woo, l'empereur Akihito a exprimé son « plus intense regret » pour les souffrances subies par les Coréens au cours de la colonisation japonaise (1910-1945). Après avoir cité la formule employée en 1984 par son père, Hirohito, qui avait regretté le « passé malheureux » des deux pays, l'empereur a déclaré : « Pensant aux souffrances endurées par votre peuple et causées par mon pays au cours de cette malheureuse période, je ne peux qu'exprimer le plus intense regret ».

Le premier ministre, M. Kaifu, a pour sa part exprimé ses « profonds remords » et (ses) excuses pour les actes

commis par le Japon sur la péninsule, causant deuil et douleurs insupportables au peuple coréen ». Dans sa réponse, M. Roh a souligné le caractère ineffaçable des événements historiques, ajoutant cependant que « nous ne devons pas rester prisonniers de nos mémoires. Nos deux pays doivent entrer dans une nouvelle ère de coopération fondée sur une juste appréciation de l'histoire, laissant derrière nous les erreurs du passé ».

PH. P.

M. François Léotard invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, président du Parti républicain, ancien ministre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 27 mai de 18 h 30 à 19 h 30. Le maire de Fréjus, député UDF du Var, répondra aux questions de Daniel Carton et de Patrick Jarreau, du Monde, et de Dominique Pennequin et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Est : à reformer le COMECON, par Lionel Stoléru ; Universités : « Pitié pour les bibliothèques », par André Charpentier et Claude Jolly..... 2

Le nouveau programme des travaillistes britanniques

Le Labour renonce à toute doctrine socialiste de l'économie..... 4

Renouveau démocratique au Bénin

Le président Kérékou a mis fin à un régime militaire-maoïste..... 4

Les troubles dans les territoires occupés

Israël fait face à un isolement diplomatique croissant..... 6

Le Front national et les rapatriés

M. Bonassayeg chahuté au congrès de Nîmes..... 7

Le journal d'un amateur

« Minimum », par Philippe Boucher..... 7

Saisine constitutionnelle

Un point de vue de M. Alain Poirer..... 8

SECTION B

Le traitement des ordures ménagères

Comment ne pas jeter idiot ? Un panorama des expériences les plus innovatrices..... 9

Recherche sur le cancer

Manipulations génétiques dans un hôpital de Washington..... 9

Des magistrats députés

Entre justice et politique, quatre anciens magistrats sur les bancs de l'Assemblée..... 10

Football

En gagnant les trois coupes d'Europe, les clubs italiens ont confirmé leur suprématie..... 10

Si Rostropovitch m'était conté

Sur commande du violoncelliste, Isabelle Aboulker et Alain Maratet ont composé *Passaport musical pour Paris*, un opéra de chambre humoristique inspiré de ses souvenirs cuisants en URSS..... 12

SANS VISA

● Birmanie : sur la route de Mandalay. ● La table : adoration de l'asperge. Les restaurants mexicains à Paris. Semaine gourmande. 13 à 16

SECTION C

Emploi

et charges sociales Les exonérations de charges sociales ont déga- 30 000 emplois en 1989..... 21

Recensement, deuxième étape

La collecte des renseignements est terminée..... 21

Logement et précarité

Comment donner un toit aux plus pauvres..... 21

Services

Abonnements..... 2  
Annonces classées..... 25  
Campus..... 18  
Carnet..... 18  
Jeux..... 16  
Marchés financiers..... 26 et 27  
Météorologie..... 18  
Philatélie..... 18  
Loto..... 18  
Radio-Télévision..... 19  
Spectacles..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 mai 1990 a été tiré à 424 993 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 mai Fléchissement

Le plus grand calme a régné vendredi matin rue Vivienne, à l'ouverture du marché pour la dernière séance de la semaine. Avec la possibilité de pont offerte par l'Ascension, bien des investisseurs avaient déserté la place. Comme d'habitude, en pareille occasion, les cours ont fléchi avec le manque d'affaires. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 accusait un recul de 0,35 %.

Maison de Bolloré, La Hélin, Saupiquet, Primagaz, Nord-Est, SAT, Essilor, Sca, Esso, Recul de Skis Rossignol, Saunier, Elf, Luchaire, Facom, Raffinage-Distribution, Labinal, Imetal, Eco,